First Session, Thirty-seventh Parliament, 49-50-51 Elizabeth II, 2001-2002 Première session, trente-septième législature, 49-50-51 Elizabeth II, 2001-2002

STATUTES OF CANADA 2002

LOIS DU CANADA (2002)

CHAPTER 8

CHAPITRE 8

An Act to establish a body that provides administrative services to the Federal Court of Appeal, the Federal Court, the Court Martial Appeal Court and the Tax Court of Canada, to amend the Federal Court Act, the Tax Court of Canada Act and the Judges Act, and to make related and consequential amendments to other Acts

Loi portant création d'un service administratif pour la Cour d'appel fédérale, la Cour fédérale, la Cour d'appel de la cour martiale et la Cour canadienne de l'impôt et modifiant la Loi sur la Cour fédérale, la Loi sur la Cour canadienne de l'impôt, la Loi sur les juges et d'autres lois en conséquence

BILL C-30

ASSENTED TO 27th MARCH, 2002

PROJET DE LOI C-30

SANCTIONNÉ LE 27 MARS 2002

RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to establish a body that provides administrative services to the Federal Court of Appeal, the Federal Court, the Court Martial Appeal Court and the Tax Court of Canada, to amend the Federal Court Act, the Tax Court of Canada Act and the Judges Act, and to make related and consequential amendments to other Acts".

SUMMARY

This enactment consolidates the current administrative services of the Federal Court of Canada, the Court Martial Appeal Court and the Tax Court of Canada into a single "Courts Administration Service".

It amends the *Federal Court Act* and related legislation to create a separate Federal Court of Appeal.

It amends the *Tax Court of Canada Act* and related legislation to change the status of the Tax Court of Canada to that of a superior court.

It also makes consequential amendments to various other federal statutes.

RECOMMANDATION

Son Excellence la gouverneure générale recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « Loi portant création d'un service administratif pour la Cour d'appel fédérale, la Cour fédérale, la Cour d'appel de la cour martiale et la Cour canadienne de l'impôt et modifiant la Loi sur la Cour fédérale, la Loi sur la Cour canadienne de l'impôt, la Loi sur les juges et d'autres lois en conséquence ».

SOMMAIRE

Le texte prévoit le regroupement de tous les services administratifs de la Cour fédérale du Canada, de la Cour d'appel de la cour martiale et de la Cour canadienne de l'impôt sous un unique « Service administratif des tribunaux judiciaires ».

Il modifie la *Loi sur la Cour fédérale* et d'autres lois connexes afin de créer une Cour d'appel fédérale distincte.

Il modifie la *Loi sur la Cour canadienne de l'impôt* et d'autres lois connexes afin de changer le statut de la Cour canadienne de l'impôt à celui d'une cour supérieure.

Il modifie diverses autres lois fédérales en conséquence.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

TABLE OF PROVISIONS

TABLE ANALYTIQUE

AN ACT TO ESTABLISH A BODY THAT PROVIDES ADMINISTRATIVE SERVICES TO THE FEDERAL COURT OF APPEAL, THE FEDERAL COURT, THE COURT MARTIAL APPEAL COURT AND THE TAX COURT OF CANADA, TO AMEND THE FEDERAL COURT ACT, THE TAX COURT OF CANADA ACT AND THE JUDGES ACT, AND TO MAKE RELATED AND CONSEQUENTIAL AMENDMENTS TO OTHER ACTS

LOI PORTANT CRÉATION D'UN SERVICE ADMINISTRATIF
POUR LA COUR D'APPEL FÉDÉRALE, LA COUR
FÉDÉRALE, LA COUR D'APPEL DE LA COUR MARTIALE
ET LA COUR CANADIENNE DE L'IMPÔT ET MODIFIANT
LA LOI SUR LA COUR FÉDÉRALE, LA LOI SUR LA COUR
CANADIENNE DE L'IMPÔT, LA LOI SUR LES JUGES ET
D'AUTRES LOIS EN CONSÉQUENCE

TITRE ABRÉGÉ

SHORT TITLE

1. Short title 1. Titre abrégé PURPOSES OF ACT OBJET 2. Purposes 2. Objet COURTS ADMINISTRATION SERVICE SERVICE ADMINISTRATIF DES TRIBUNAUX JUDICIAIRES 3. Establishment of Service 3. Constitution 4. Principal office 4. Siège CHIEF ADMINISTRATOR ADMINISTRATEUR EN CHEF Appointment 5. 5. Nomination 6. Traitement et frais 6. Salary and expenses POWERS, DUTIES AND FUNCTIONS OF CHIEF ADMINISTRATOR POUVOIRS ET ATTRIBUTIONS DE L'ADMINISTRATEUR EN CHEF 7. Chief Administrator 7. Attributions CHIEF JUSTICES JUGES EN CHEF 8. Judicial functions 8. Attributions 9. Direction to Chief Administrator 9. Instructions STAFF OF THE SERVICE PERSONNEL 10. Staff to be public servants 10. Nomination CONTRACTING FOR SERVICES SPÉCIALISTES À CONTRAT 11. Experts 11. Spécialistes REPORT TO PARLIAMENT RAPPORT AU PARLEMENT 12. Annual report 12. Rapport annuel AMENDMENTS TO THE FEDERAL COURT ACT MODIFICATION DE LA LOI SUR LA COUR FÉDÉRALE 13-58. Amendments to the Federal Court Act 13-58. Modification de la Loi sur la Cour fédérale AMENDMENTS TO THE TAX COURT OF CANADA ACT MODIFICATION DE LA LOI SUR LA COUR CANADIENNE DE L'IMPÔT 59-81. Amendments to the Tax Court of Canada Act 59-81. Modification de la Loi sur la Cour canadienne de l'impôt

AMENDMENTS TO THE JUDGES ACT MODIFICATION DE LA LOI SUR LES JUGES 82-111. Amendments to the Judges Act 82-111. Modification de la Loi sur les juges RELATED AND CONSEQUENTIAL AMENDMENTS MODIFICATIONS CORRÉLATIVES 112-113. Access to Information Act 112-113. Loi sur l'accès à l'information 114. Anti-Personnel Mines Convention Implementation Act Loi de mise en oeuvre de la Convention sur les mines 114. antipersonnel 115. Army Benevolent Fund Act 115. Loi sur le Fonds de bienfaisance de l'armée 116-117. Canada Elections Act 116-117. Loi électorale du Canada Canada Evidence Act 118-119. 118-119. Loi sur la preuve au Canada 120. Canada Labour Code 120. Code canadien du travail Canada Pension Plan 121. 121. Régime de pensions du Canada 122. Canada Transportation Act 122. Loi sur les transports au Canada 123. Canadian Ownership and Control Determination Act 123. Loi sur la détermination de la participation et du contrôle canadiens 124. 124. Civil International Space Station Agreement Loi de mise en oeuvre de l'Accord sur la Station spatiale internationale civile Implementation Act 125. 125. Commercial Arbitration Act Loi sur l'arbitrage commercial 126-129. Loi sur la concurrence 126-129. Competition Act 130. Competition Tribunal Act 130. Loi sur le Tribunal de la concurrence 131. Copyright Act 131. Loi sur le droit d'auteur Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté 132. Corrections and Conditional Release Act 132. sous condition 133. Cree-Naskapi (of Quebec) Act 133. Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec 134. 134. Customs Act Loi sur les douanes 135. Employment Insurance Act 135. Loi sur l'assurance-emploi 136. Energy Supplies Emergency Act 136. Loi d'urgence sur les approvisionnements d'énergie 137-140. Excise Tax Act 137-140. Loi sur la taxe d'accise 141. 141. Extradition Act Loi sur l'extradition 142-143. Financial Administration Act 142-143. Loi sur la gestion des finances publiques 144-147. 144-147. Loi sur l'immigration Immigration Act 148-149. 148-149. Loi de l'impôt sur le revenu Income Tax Act 150. International Sale of Goods Contracts Convention Act 150. Loi sur la Convention relative aux contrats de vente internationale de marchandises 151. 151. Interpretation Act Loi d'interprétation 152. Investment Canada Act 152. Loi sur Investissement Canada 153-154. National Defence Act 153-154. Loi sur la défense nationale 155-157. Official Languages Act 155-157. Loi sur les langues officielles 158. Plant Breeders' Rights Act 158. Loi sur la protection des obtentions végétales 159-160. Privacy Act 159-160. Loi sur la protection des renseignements personnels 161. Proceeds of Crime (Money Laundering) Act 161. Loi sur le recyclage des produits de la criminalité 162-163. Public Sector Compensation Act 162-163. Loi sur la rémunération du secteur public 164. Public Service Employment Act 164. Loi sur l'emploi dans la fonction publique 165-167. Loi sur les relations de travail dans la fonction publique 165-167. Public Service Staff Relations Act 168. Railway Safety Act 168. Loi sur la sécurité ferroviaire

169-17	73. Special Import Measures Act	169-173. Loi sur les mesures spéciales d'importation			
174.	Statutory Instruments Act	174. Loi sur les textes réglementaires			
175-176. Supreme Court Act		175-176. Loi sur la Cour suprême			
177.	Trade-marks Act	177. Loi sur les marques de commerce			
178.	United Nations Foreign Arbitral Awards Convention Act	178. Loi sur la Convention des Nations Unies concernant la sentences arbitrales étrangères	les		
179.	Veterans Review and Appeal Board Act	179. Loi sur le Tribunal des anciens combattants (révision appel)	n et		
180.	Yukon First Nations Self-Government Act	180. Loi sur l'autonomie gouvernementale des premières nations du Yukon			
181.	Yukon Surface Rights Board Act	181. Loi sur l'Office des droits de surface du Yukon			
References		Nouvelle terminologie			
182.	Replacement of "Federal Court Act" with "Federal Courts Act"	182. Remplacement de « Loi sur la Cour fédérale » par « L sur les Cours fédérales »	Loi		
183.	Replacement of "Federal Court — Trial Division" with "Federal Court"	183. Remplacement de « Section de première instance de la Cour fédérale » par « Cour fédérale »	la		
184.	Replacement of "Federal Court" and "Federal Court of Canada" with "Federal Court of Appeal"	184. Remplacement de « Cour fédérale » ou « Cour fédéral Canada » par « Cour d'appel fédérale »	ale du		
	TRANSITIONAL PROVISIONS	DISPOSITIONS TRANSITOIRES			
185.	Chief Justice of Federal Court of Canada	185. Juge en chef de la Cour fédérale			
186.	Jurisdiction	186. Compétence			
187.	Judicial review rules to apply to certain appeals	187. Règles concernant certains appels			
188.	Court proceedings to continue	188. Continuation des procédures	Continuation des procédures		
189.	Court premises and supplies	189. Locaux	Locaux		
190.	Appropriations	190. Lois de crédits			
191.	Rules made previously	191. Règles antérieures			
192.	Special Import Measures Act	192. Loi sur les mesures spéciales d'importation			
COORDINATING AMENDMENTS		DISPOSITIONS DE COORDINATION			
193.	Bill S-23	193. Projet de loi S-23			
194.	Bill C-11	194. Projet de loi C-11			
195.	Bill C-14	195. Projet de loi C-14			
196.	Bill C-16	196. Projet de loi C-16			
197.	Bill C-16	197. Projet de loi C-16			
198.	Bill C-23	198. Projet de loi C-23			
COMING INTO FORCE		ENTRÉE EN VIGUEUR			
199.	Coming into force	199. Entrée en vigueur			

SCHEDULE ANNEXE

49-50-51 ELIZABETH II

49-50-51 ELIZABETH II

CHAPTER 8

An Act to establish a body that provides administrative services to the Federal Court of Appeal, the Federal Court, the Court Martial Appeal Court and the Tax Court of Canada, to amend the Federal Court Act, the Tax Court of Canada Act and the Judges Act, and to make related and consequential amendments to other Acts

[Assented to 27th March, 2002]

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Courts Administration Service Act*.

PURPOSES OF ACT

Purposes

- 2. The purposes of this Act are to
- (a) facilitate coordination and cooperation among the Federal Court of Appeal, the Federal Court, the Court Martial Appeal Court and the Tax Court of Canada for the purpose of ensuring the effective and efficient provision of administrative services to those courts;
- (b) enhance judicial independence by placing administrative services at arm's length from the Government of Canada and by affirming the roles of chief justices and judges in the management of the courts; and
- (c) enhance accountability for the use of public money in support of court administration while safeguarding the independence of the judiciary.

CHAPITRE 8

Loi portant création d'un service administratif pour la Cour d'appel fédérale, la Cour fédérale, la Cour d'appel de la cour martiale et la Cour canadienne de l'impôt et modifiant la Loi sur la Cour fédérale, la Loi sur la Cour canadienne de l'impôt, la Loi sur les juges et d'autres lois en conséquence

[Sanctionnée le 27 mars 2002]

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

TITRE ABRÉGÉ

1. Loi sur le Service administratif des tribunaux judiciaires.

OBJET

2. La présente loi a pour objet :

a) de favoriser la coordination au sein de la Cour d'appel fédérale, de la Cour fédérale, de la Cour d'appel de la cour martiale et de la Cour canadienne de l'impôt et la coopération entre elles, pour faciliter la prestation à celles-ci de services administratifs effica-

- b) d'accroître l'indépendance judiciaire en chargeant un organisme indépendant du gouvernement du Canada d'assurer les services administratifs des tribunaux et de confirmer le rôle des juges en chef et des juges en ce qui concerne l'administration des tribunaux;
- c) d'accroître la responsabilité à l'égard de l'utilisation de fonds publics pour l'administration des tribunaux tout en réitérant le principe de l'indépendance judiciaire.

Titre abrégé

Objet

COURTS ADMINISTRATION SERVICE

Establishment of Service

2

3. The Courts Administration Service (in this Act referred to as the "Service"), consisting of the Chief Administrator of the Service and employees of the Service, is hereby established as a portion of the public service of Canada.

Principal office

4. (1) The principal office of the Service shall be in the National Capital Region described in the schedule to the *National Capital Act*.

Other offices

(2) The Chief Administrator may, after consultation with the Chief Justices of the Federal Court of Appeal, the Federal Court, the Court Martial Appeal Court and the Tax Court of Canada, establish other offices of the Service elsewhere in Canada.

CHIEF ADMINISTRATOR

Appointment

5. (1) The Governor in Council shall appoint the Chief Administrator to hold office during pleasure for a term of up to five years.

Re-appointment (2) The Chief Administrator is eligible for re-appointment at the end of each term of office.

Consultations

(3) The Minister of Justice shall consult the Chief Justices of the Federal Court of Appeal, the Federal Court, the Court Martial Appeal Court and the Tax Court of Canada with respect to the appointment and re-appointment of the Chief Administrator and, if applicable, the termination of the Chief Administrator's appointment.

Status of Chief Administrator

Absence or incapacity

(4) The Chief Administrator shall have the rank and status of a deputy head of a department.(5) If the Chief Administrator is absent or incapacitated or the office of Chief Administrator.

(5) If the Chief Administrator is absent or incapacitated or the office of Chief Administrator is vacant, the Minister of Justice shall appoint another person to act as Chief Administrator. That person may not act as Chief Administrator for more than 90 days unless the Governor in Council, on the recommendation of the Minister of Justice after consultation by that Minister with the Chief Justices of the Federal Court of Appeal, the Federal

SERVICE ADMINISTRATIF DES TRIBUNAUX JUDICIAIRES

3. Est constitué un secteur de l'administration publique fédérale, le Service administratif des tribunaux judiciaires (ci-après appelé « Service »), composé de l'administrateur en chef et de ses employés.

Constitution

4. (1) Le siège du Service est fixé dans la région de la capitale nationale définie à l'annexe de la *Loi sur la capitale nationale*.

Siège

(2) L'administrateur en chef peut établir des bureaux du Service ailleurs au Canada après consultation des juges en chef de la Cour d'appel fédérale, de la Cour fédérale, de la Cour d'appel de la cour martiale et de la Cour canadienne de l'impôt.

Bureaux

ADMINISTRATEUR EN CHEF

5. (1) Est créé le poste d'administrateur en chef du Service, dont le titulaire est nommé à titre amovible par le gouverneur en conseil pour une durée maximale de cinq ans.

Nomination

(2) Son mandat est renouvelable.

Renouvelle-

(3) La décision de nommer l'administrateur en chef, de renouveler son mandat ou d'y mettre fin ne peut être prise qu'après consultation, par le ministre de la Justice, des juges en chef de la Cour d'appel fédérale, de la Cour fédérale, de la Cour martiale et de la Cour canadienne de l'impôt.

Consultation obligatoire

(4) L'administrateur en chef a rang et statut d'administrateur général de ministère.

Rang

(5) En cas d'absence ou d'empêchement de l'administrateur en chef ou de vacance de son poste, le ministre de la Justice nomme un intérimaire; l'intérim ne peut cependant dépasser quatre-vingt-dix jours sans que le gouverneur en conseil n'ait confirmé la nomination de l'intérimaire sur recommandation du ministre après consultation par le ministre des juges en chef de la Cour d'appel fédérale, de la Cour fédérale, de la Cour d'appel de la

Absence ou empêchement

3

Pouvoirs et

Traitement et

frais

fonctions

Court, the Court Martial Appeal Court and the Tax Court of Canada, confirms that the person may continue to act as Chief Administrator.

Powers, duties and functions (6) The person acting as Chief Administrator has all of the powers, duties and functions of the Chief Administrator under this Act or any other Act of Parliament.

Salary and expenses

6. (1) The Chief Administrator shall receive the remuneration that may be fixed by the Governor in Council and is entitled to be paid reasonable travel and living expenses incurred in the performance of his or her duties and functions under this Act while absent from the Chief Administrator's ordinary place of work.

Compensation

(2) The Chief Administrator is deemed to be a person employed in the Public Service for the purposes of the *Public Service Superan-nuation Act* and to be employed in the public service of Canada for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

POWERS, DUTIES AND FUNCTIONS OF CHIEF ADMINISTRATOR

Chief Administrator **7.** (1) The Chief Administrator is the chief executive officer of the Service and has supervision over and direction of its work and staff.

Powers

(2) The Chief Administrator has all the powers necessary for the overall effective and efficient management and administration of all court services, including court facilities and libraries and corporate services and staffing.

Duties and functions

(3) The Chief Administrator, in consultation with the Chief Justices of the Federal Court of Appeal, the Federal Court, the Court Martial Appeal Court and the Tax Court of Canada, shall establish and maintain the registry or registries for those courts in any organizational form or forms and prepare budgetary submissions for the requirements of those courts and for the related needs of the Service.

cour martiale et de la Cour canadienne de l'impôt.

- (6) L'administrateur en chef intérimaire exerce les pouvoirs et fonctions conférés à l'administrateur en chef par la présente loi ou toute autre loi fédérale.
- **6.** (1) L'administrateur en chef reçoit le traitement fixé par le gouverneur en conseil et a droit aux frais de déplacement et de séjour entraînés par l'exercice, hors de son lieu habituel de travail, de ses attributions.

Indemnisation

(2) L'administrateur en chef est réputé appartenir à la fonction publique, pour l'application de la Loi sur la pension de la fonction publique, être un agent de l'État pour l'application de la Loi sur l'indemnisation des agents de l'État et appartenir à l'administration publique fédérale pour l'application des règlements pris en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'aéronautique.

POUVOIRS ET ATTRIBUTIONS DE L'ADMINISTRATEUR EN CHEF

- **7.** (1) L'administrateur en chef est le premier dirigeant du Service. Il est chargé de la gestion du Service et de tout ce qui s'y rattache.
- (2) Il exerce les pouvoirs nécessaires à la prestation de services administratifs efficaces et à la gestion efficiente de ceux-ci, notamment en ce qui a trait aux locaux, aux bibliothèques, aux services généraux et à la dotation en personnel.
- (3) Après consultation des juges en chef de la Cour d'appel fédérale, de la Cour fédérale, de la Cour d'appel de la cour martiale et de la Cour canadienne de l'impôt, il établit un ou plusieurs greffes pour ces tribunaux, en détermine les modalités organisationnelles et en assure le fonctionnement; il prépare également les budgets de fonctionnement de ces tribunaux et du Service.

Attributions

Pouvoirs

Consultation

Limitation

4

(4) The powers of the Chief Administrator do not extend to any matter assigned by law to the judiciary.

(4) L'administrateur en chef ne peut exercer des attributions qu'une règle de droit confère au pouvoir judiciaire.

Pouvoirs non judiciaires

CHIEF JUSTICES

Judicial functions

8. (1) The Chief Justices of the Federal Court of Appeal, the Federal Court, the Court Martial Appeal Court and the Tax Court of Canada are responsible for the judicial functions of their courts, including the direction and supervision over court sittings and the assignment of judicial duties.

Included powers

- (2) The direction and supervision over court sittings and the assignment of judicial duties include, without restricting the generality of those terms, the power to
 - (a) determine the sittings of the court;
 - (b) assign judges to sittings;
 - (c) assign cases and other judicial duties to judges;
 - (d) determine the sitting schedules and places of sittings for judges;
 - (e) determine the total annual, monthly and weekly work load of judges; and
 - (f) prepare hearing lists and assign court-rooms.

Directions by Chief Justice (3) Officers, clerks and employees of the Service shall act at the direction of a chief justice in matters that are assigned by law to the judiciary.

Directions by judge

(4) The persons referred to in subsection (3) who are assigned to or present in a courtroom shall act at the direction of the judge presiding over proceedings in the courtroom while the court is in session.

Direction to Chief Administrator **9.** (1) A chief justice may issue binding directions in writing to the Chief Administrator with respect to any matter within the Chief Administrator's authority.

Statutory Instruments Act not to apply (2) The *Statutory Instruments Act* does not apply to directions issued under subsection (1).

JUGES EN CHEF

8. (1) Les juges en chef de la Cour d'appel fédérale, de la Cour fédérale, de la Cour d'appel de la cour martiale et de la Cour canadienne de l'impôt ont autorité sur tout ce qui touche les fonctions judiciaires de leur tribunal respectif, notamment la direction et la surveillance des séances et l'assignation de fonctions aux juges.

Attributions

(2) Font partie de ces attributions les pouvoirs suivants :

Pouvoirs inclus

- a) fixer les séances du tribunal;
- b) affecter des juges aux séances;
- c) assigner des causes et d'autres fonctions judiciaires à chacun des juges;
- *d*) fixer le calendrier des sessions et les lieux où chaque juge doit siéger;
- e) déterminer la charge annuelle, mensuelle et hebdomadaire totale de travail de chacun des juges;
- f) préparer les rôles et affecter les salles d'audience.
- (3) Le personnel du Service exerce ses fonctions à l'égard des attributions qu'une règle de droit confère au pouvoir judiciaire, en conformité avec les instructions du juge en chef.

Instructions du juge en

(4) Les membres du personnel qui sont affectés à une salle d'audience ou qui y sont présents exercent leurs fonctions en conformité avec les instructions que le juge qui préside leur donne.

Instructions du juge

- **9.** (1) Un juge en chef peut, par des instructions écrites, ordonner à l'administrateur en chef du Service de faire toute chose relevant de la compétence de celui-ci.
- (2) La *Loi sur les textes réglementaires* ne s'applique pas aux instructions données en vertu du paragraphe (1).

Instructions

Nonapplication de la *Loi* sur les textes réglementaires

STAFF OF THE SERVICE

Staff to be public servants **10.** The officers, clerks and employees who are required for the purposes of the Service shall be appointed under the *Public Service Employment Act*.

CONTRACTING FOR SERVICES

Experts

11. The Chief Administrator may engage on a temporary basis experts or persons who have specialized knowledge for the purposes of advising and assisting the Chief Administrator in the performance of his or her duties and functions in any matter.

REPORT TO PARLIAMENT

Annual report

12. (1) The Chief Administrator shall, within six months after the end of each fiscal year, send to the Minister of Justice a report on the activities of the Service for that year.

Tabling in Parliament

(2) The Minister of Justice shall have a copy of the report laid before each House of Parliament on any of the first 15 days on which that House is sitting after the day on which the Minister receives the report.

R.S., c. F-7

AMENDMENTS TO THE FEDERAL COURT ACT

13. The long title of the *Federal Court Act* is replaced by the following:

An Act respecting the Federal Court of Appeal and the Federal Court

14. Section 1 of the Act is replaced by the following:

Short title

- 1. This Act may be cited as the *Federal Courts Act*.
- 15. (1) The definitions "Associate Chief Justice", "Chief Justice", "Court", "Court of Appeal", "Federal Court of Appeal", "judge" and "Trial Division" in subsection 2(1) of the Act are repealed.

1990, c. 8, s. 1(3)

"federal board, commission or other tribunal" means any body, person or persons having, exercising or purporting to exercise juris-

(2) The definition "federal board, commission or other tribunal" in subsection 2(1) of the Act is replaced by the following:

PERSONNEL

10. Le personnel nécessaire à l'exercice des attributions du Service est nommé conformément à la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*.

Nomination

SPÉCIALISTES À CONTRAT

11. L'administrateur en chef peut, pour des travaux déterminés, engager à titre temporaire des spécialistes compétents dans des domaines relevant de son champ d'activité.

Spécialistes

RAPPORT AU PARLEMENT

12. (1) Dans les six mois suivant la fin de chaque exercice, l'administrateur en chef présente au ministre de la Justice un rapport des activités du Service au cours de l'exercice.

Rapport annuel

(2) Le ministre fait déposer le rapport devant chaque chambre du Parlement dans les quinze jours de séance de celle-ci suivant sa réception. Dépôt devant le Parlement

MODIFICATION DE LA LOI SUR LA COUR L.R., ch. F-7 FÉDÉRALE

13. Le titre intégral de la *Loi sur la Cour fédérale* est remplacé par ce qui suit :

Loi concernant la Cour d'appel fédérale et la Cour fédérale

14. L'article 1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1. Loi sur les Cours fédérales.

Titre abrégé

- 15. (1) Les définitions de « Cour », « Cour d'appel » ou « Cour d'appel fédéra-le », « juge », « juge en chef », « juge en chef adjoint » et « Section de première instance », au paragraphe 2(1) de la même loi, sont abrogées.
- (2) La définition de « office fédéral », au paragraphe 2(1) de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

« office fédéral » Conseil, bureau, commission ou autre organisme, ou personne ou groupe de personnes, ayant, exerçant ou

1990, ch. 8, par. 1(3)

« office fédéral » "federal board, commission or other tribunal"

"federal board, commission or other tribunal" « office fédéral » diction or powers conferred by or under an Act of Parliament or by or under an order made pursuant to a prerogative of the Crown, other than the Tax Court of Canada or any of its judges, any such body constituted or established by or under a law of a province or any such person or persons appointed under or in accordance with a law of a province or under section 96 of the Constitution Act, 1867;

(3) Subsection 2(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

"Registry" « greffe »

"Registry" means a registry established by the Chief Administrator of the Courts Administration Service pursuant to the *Courts Administration Service Act* for the purposes of this Act.

1992, c. 49, s. 127; 1993, c. 34, s. 68(F); 1996, c. 22, s. 1

16. The heading before section 3 and sections 3 to 6 of the Act are replaced by the following:

THE COURTS

Federal Court — Appeal Division continued 3. The division of the Federal Court of Canada called the Federal Court — Appeal Division is continued under the name "Federal Court of Appeal" in English and "Cour d'appel fédérale" in French. It is continued as an additional court of law, equity and admiralty in and for Canada, for the better administration of the laws of Canada and as a superior court of record having civil and criminal jurisdiction.

Federal Court — Trial Division continued **4.** The division of the Federal Court of Canada called the Federal Court — Trial Division is continued under the name "Federal Court" in English and "Cour fédérale" in French. It is continued as an additional court of law, equity and admiralty in and for Canada, for the better administration of the laws of Canada and as a superior court of record having civil and criminal jurisdiction.

censé exercer une compétence ou des pouvoirs prévus par une loi fédérale ou par une ordonnance prise en vertu d'une prérogative royale, à l'exclusion de la Cour canadienne de l'impôt et ses juges, d'un organisme constitué sous le régime d'une loi provinciale ou d'une personne ou d'un groupe de personnes nommées aux termes d'une loi provinciale ou de l'article 96 de la *Loi constitutionnelle de 1867*.

(3) Le paragraphe 2(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« greffe » Greffe établi, pour l'application de la présente loi, par l'administrateur en chef du Service administratif des tribunaux judiciaires aux termes de la *Loi sur le Service* administratif des tribunaux judiciaires. « greffe » "Registry"

1992, ch. 49,

1993, ch. 34,

art. 68(F);

Maintien:

section

d'appel

art. 127;

16. L'intertitre précédant l'article 3 et les articles 3 à 6 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1996, ch. 22, art. 1

LES COURS

3. La Section d'appel, aussi appelée la Cour d'appel ou la Cour d'appel fédérale, est maintenue et dénommée « Cour d'appel fédérale » en français et « Federal Court of Appeal » en anglais. Elle est maintenue à titre de tribunal additionnel de droit, d'equity et d'amirauté du Canada, propre à améliorer l'application du droit canadien, et continue d'être une cour supérieure d'archives ayant compétence en matière civile et pénale.

4. La section de la Cour fédérale du Canada, appelée la Section de première instance de la Cour fédérale, est maintenue et dénommée « Cour fédérale » en français et « Federal Court » en anglais. Elle est maintenue à titre de tribunal additionnel de droit, d'equity et d'amirauté du Canada, propre à améliorer l'application du droit canadien, et continue d'être une cour supérieure d'archives ayant

compétence en matière civile et pénale.

Maintien : Section de première instance

THE JUDGES

Constitution of Federal Court of Appeal **5.** (1) The Federal Court of Appeal consists of a chief justice called the Chief Justice of the Federal Court of Appeal, who is the president of the Federal Court of Appeal, and 10 other judges.

Supernumerary judges (2) For each office of judge of the Federal Court of Appeal, there is an additional office of supernumerary judge that a judge of the Federal Court of Appeal may elect under the *Judges Act* to hold.

Additional office of judge

(3) For the office of Chief Justice of the Federal Court of Appeal, there is an additional office of judge that the Chief Justice may elect under the *Judges Act* to hold.

Judges of Federal Court (4) Every judge of the Federal Court is, by virtue of his or her office, a judge of the Federal Court of Appeal and has all the jurisdiction, power and authority of a judge of the Federal Court of Appeal.

Constitution of Federal

5.1 (1) The Federal Court consists of a chief justice called the Chief Justice of the Federal Court, who is the president of the Federal Court, and 19 other judges.

Supernumerary judges (2) For each office of judge of the Federal Court, there is an additional office of supernumerary judge that a judge of the Federal Court may elect under the *Judges Act* to hold.

Additional office of judge

(3) For the office of Chief Justice of the Federal Court, there is an additional office of judge that the Chief Justice may elect under the *Judges Act* to hold.

Judges of Federal Court of Appeal (4) Every judge of the Federal Court of Appeal is, by virtue of that office, a judge of the Federal Court and has all the jurisdiction, power and authority of a judge of the Federal Court.

Appointment of judges

5.2 The judges of the Federal Court of Appeal and the Federal Court are to be appointed by the Governor in Council by letters patent under the Great Seal.

LES JUGES

5. (1) La Cour d'appel fédérale se compose du juge en chef, appelé juge en chef de la Cour d'appel fédérale, qui en est le président, et de dix autres juges.

Composition de la Cour d'appel fédérale

(2) La charge de juge de la Cour d'appel fédérale comporte un poste de juge surnuméraire, qui peut être occupé, conformément à la *Loi sur les juges*, par un juge de ce tribunal.

Juges surnuméraires

(3) La charge de juge en chef de la Cour d'appel fédérale comporte également un poste de simple juge que son titulaire peut décider, conformément à la *Loi sur les juges*, d'occuper.

Postes supplémentaires

(4) Les juges de la Cour fédérale sont d'office juges de la Cour d'appel fédérale et ont la même compétence et les mêmes pouvoirs que les juges de la Cour d'appel fédérale.

Juges d'office

5.1 (1) La Cour fédérale se compose du juge en chef, appelé juge en chef de la Cour fédérale, qui en est le président, et de dix-neuf autres juges.

Composition de la Cour fédérale

(2) La charge de juge de la Cour fédérale comporte un poste de juge surnuméraire, qui peut être occupé, conformément à la *Loi sur les juges*, par un juge de ce tribunal.

Juges surnuméraires

(3) La charge de juge en chef de la Cour fédérale comporte également un poste de simple juge que son titulaire peut décider, conformément à la *Loi sur les juges*, d'occuper.

Postes supplémentaires

(4) Les juges de la Cour d'appel fédérale sont d'office juges de la Cour fédérale et ont la même compétence et les mêmes pouvoirs que les juges de la Cour fédérale.

Juges d'office

5.2 La nomination des juges de la Cour d'appel fédérale et de la Cour fédérale se fait par lettres patentes du gouverneur en conseil revêtues du grand sceau.

Nomination des juges

Who may be appointed judge

8

- 5.3 A person may be appointed a judge of the Federal Court of Appeal or the Federal Court if the person
 - (a) is or has been a judge of a superior, county or district court in Canada;
 - (b) is or has been a barrister or advocate of at least 10 years standing at the bar of any province; or
 - (c) has, for at least 10 years,
 - (i) been a barrister or advocate at the bar of any province, and
 - (ii) after becoming a barrister or advocate at the bar of any province, exercised powers and performed duties and functions of a judicial nature on a full-time basis in respect of a position held under a law of Canada or a province.

5.3 Les juges de la Cour d'appel fédérale et de la Cour fédérale sont choisis parmi :

- a) les juges, actuels ou anciens, d'une cour supérieure, de comté ou de district;
- b) les avocats inscrits pendant ou depuis au moins dix ans au barreau d'une province;
- c) les personnes avant été membres du barreau d'une province et ayant exercé à temps plein des fonctions de nature judiciaire à l'égard d'un poste occupé en vertu d'une loi fédérale ou provinciale après avoir été inscrites au barreau, et ce pour une durée totale d'au moins dix ans.

Conditions de nomination

Judges from Quebec

5.4 At least four of the judges of the Federal Court of Appeal and at least six of the judges of the Federal Court must be persons who have been judges of the Court of Appeal or of the Superior Court of the Province of Quebec, or have been members of the bar of that Province.

5.4 Au moins quatre juges de la Cour d'appel fédérale et six juges de la Cour fédérale doivent avoir été juges de la Cour

Représentation du Québec

Rank and precedence

- 6. (1) The Chief Justices of the Federal Court of Appeal and the Federal Court and the other judges of those courts have rank and precedence among themselves in the following order:
 - (a) the Chief Justice of the Federal Court of
 - (b) the Chief Justice of the Federal Court;
 - (c) the other judges of the Federal Court of Appeal, according to seniority determined by reference to the respective times when they became judges of the Federal Court of Canada or the Federal Court of Appeal; and
 - (d) the other judges of the Federal Court, according to seniority determined by reference to the respective times when they became judges of the Federal Court of Canada or the Federal Court.

d'appel ou de la Cour supérieure du Québec ou membres du barreau de cette province.

6. (1) Le rang et la préséance des juges sont

a) le juge en chef de la Cour d'appel

Rang et préséance des juges

b) le juge en chef de la Cour fédérale;

déterminés selon l'ordre suivant :

fédérale;

- c) les autres juges de la Cour d'appel fédérale, d'après la date de leur nomination à celle-ci ou à la Cour fédérale du Canada:
- d) les autres juges de la Cour fédérale, d'après la date de leur nomination à celle-ci ou à la Cour fédérale du Canada.

Absence or incapacity of a Chief Justice

(2) If the office of Chief Justice of the Federal Court of Appeal or the office of the Chief Justice of the Federal Court is vacant, or the Chief Justice of either court is absent from

(2) En cas d'absence du Canada ou d'empêchement du juge en chef de la Cour d'appel fédérale ou de la Cour fédérale, selon le cas, ou de vacance de son poste, l'intérim est

Absence ou empêchement du juge en chef

Canada or is for any reason unable or unwilling to act, the powers and duties of the Chief Justice shall be exercised and performed by the senior judge of the same court who is in Canada and is able and willing to act and who has not elected to hold office as a supernumerary judge under section 28 of the *Judges Act*.

17. Subsection 7(1) of the Act is replaced by the following:

Residence of judges **7.** (1) The judges of the Federal Court of Appeal and the Federal Court shall reside in the National Capital Region described in the schedule to the *National Capital Act* or within 40 kilometres of that Region.

R.S., c. 16 (3rd Supp.), s. 7(1)

18. Subsections 8(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

Tenure of

8. (1) Subject to subsection (2), the judges of the Federal Court of Appeal and the Federal Court hold office during good behaviour, but are removable by the Governor General on address of the Senate and House of Commons.

Cessation of office (2) A judge of the Federal Court of Appeal or the Federal Court ceases to hold office on becoming 75 years old.

19. Sections 9 to 11 of the Act are replaced by the following:

Oath of office for judges

9. (1) Before judges of the Federal Court of Appeal or the Federal Court begin to perform their duties as judges, they shall take an oath that they will duly and faithfully execute their powers and trusts as judges to the best of their skill and knowledge.

How administered — Federal Court of Appeal

(2) The oath shall be administered to the Chief Justice of the Federal Court of Appeal before the Governor General, and to the other judges of that court by the Chief Justice of that court or, in the absence or incapacity of the Chief Justice, by any other judge of that court.

How administered — Federal Court (3) The oath shall be administered to the Chief Justice of the Federal Court before the Governor General, and to the other judges of that court by the Chief Justice of that court or, in the absence or incapacity of the Chief Justice, by any other judge of that court.

assuré par le juge du même tribunal le plus ancien en poste — à la condition qu'il n'ait pas choisi de devenir juge surnuméraire en vertu de l'article 28 de la *Loi sur les juges* — en mesure d'exercer ces fonctions et y consentant.

17. Le paragraphe 7(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

7. (1) Les juges de la Cour d'appel fédérale et de la Cour fédérale doivent résider dans la région de la capitale nationale définie à l'annexe de la *Loi sur la capitale nationale* ou dans une zone périphérique de quarante kilomètres.

Lieu de résidence des juges

18. Les paragraphes 8(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. 16 (3^e suppl.), par. 7(1)

8. (1) Sous réserve du paragraphe (2), les juges de la Cour d'appel fédérale et de la Cour fédérale occupent leur poste à titre inamovible, sous réserve de révocation par le gouverneur général sur adresse du Sénat et de la Chambre des communes.

Durée du

(2) La limite d'âge pour l'exercice de la charge de juge de la Cour d'appel fédérale et de la Cour fédérale est de soixante-quinze ans.

Limite d'âge

19. Les articles 9 à 11 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

9. (1) Préalablement à leur entrée en fonctions, les juges de la Cour d'appel fédérale et de la Cour fédérale jurent d'exercer les attributions qui leur sont dévolues, consciencieusement, fidèlement et le mieux possible.

Serment professionnel

(2) Le juge en chef de la Cour d'appel fédérale prête serment devant le gouverneur général; lui-même ou, s'il est absent ou empêché, l'un de ses collègues reçoit le serment des autres juges de ce tribunal.

Prestation de serment — Cour d'appel fédérale

(3) Le juge en chef de la Cour fédérale prête serment devant le gouverneur général; luimême ou, s'il est absent ou empêché, l'un de ses collègues reçoit le serment des autres juges de ce tribunal.

Prestation de serment — Cour fédérale

10. (1) Sous réserve du paragraphe (3), le

gouverneur en conseil peut autoriser le juge en

chef de la Cour d'appel fédérale à demander

l'affectation à ce tribunal de juges choisis

parmi les juges, actuels ou anciens, d'une cour

supérieure, de comté ou de district. Les juges

ainsi affectés ont qualité de juges suppléants et sont investis des pouvoirs des juges de la

(1.1) Sous réserve du paragraphe (3), le

gouverneur en conseil peut autoriser le juge en

chef de la Cour fédérale à demander l'affecta-

tion à ce tribunal de juges choisis parmi les

juges, actuels ou anciens, d'une cour supérieu-

re, de comté ou de district. Les juges ainsi

affectés ont qualité de juges suppléants et sont

investis des pouvoirs des juges de la Cour

(2) La demande visée aux paragraphes (1)

(3) L'autorisation donnée par le gouverneur

en conseil en application des paragraphes (1)

et (1.1) peut être générale ou particulière et

limiter le nombre de juges suppléants.

et (1.1) nécessite le consentement du juge en

chef du tribunal dont l'intéressé est membre ou du procureur général de sa province.

Cour d'appel fédérale.

fédérale.

Deputy judges of the Federal Court of

10

Appeal

10. (1) Subject to subsection (3), any judge of a superior, county or district court in Canada, and any person who has held office as a judge of a superior, county or district court in Canada, may, at the request of the Chief Justice of the Federal Court of Appeal made with the approval of the Governor in Council, act as a judge of the Federal Court of Appeal, and while so acting has all the powers of a judge of that court and shall be referred to as a deputy judge of that court.

Juges suppléants -Cour d'appel fédérale

Deputy judges of the Federal Court

(1.1) Subject to subsection (3), any judge of a superior, county or district court in Canada, and any person who has held office as a judge of a superior, county or district court in Canada, may, at the request of the Chief Justice of the Federal Court made with the approval of the Governor in Council, act as a judge of the Federal Court, and while so acting has all the powers of a judge of that court and shall be referred to as a deputy judge of that

suppléants – Cour fédérale

Consen required

(2) No request may be made under subsection (1) or (1.1) to a judge of a superior, county or district court in a province without the consent of the chief justice or chief judge of the court of which he or she is a member, or of the attorney general of the province.

Consentement

Approval of Governor in Council

(3) The Governor in Council may approve the making of requests under subsection (1) or (1.1) in general terms or for particular periods or purposes, and may limit the number of persons who may act under this section.

Portée de l'autorisation du gouverneur en conseil

Salary of deputy judge

(4) A person who acts as a judge of a court under subsection (1) or (1.1) shall be paid a salary for the period that the judge acts, at the rate fixed by the Judges Act for a judge of the court other than the Chief Justice of the court, less any amount otherwise payable to him or her under that Act in respect of that period, and shall also be paid the travel allowances that a judge is entitled to be paid under the Judges Act.

Traitement (4) Les juges suppléants reçoivent le traite-

ment fixé par la Loi sur les juges pour les juges du tribunal auquel ils sont affectés, autres que le juge en chef, diminué des montants qui leur sont par ailleurs payables aux termes de cette loi pendant leur suppléance. Ils ont également droit aux indemnités de déplacement prévues par cette même loi.

Meetings

10.1 The judges of the Federal Court of Appeal shall meet at least once in each year, on a day fixed by the Chief Justice of the court, in order to consider this Act, the Rules and the administration of justice, as shall the judges of the Federal Court on a day fixed by the Chief Justice of that court.

10.1 Les juges de la Cour d'appel fédérale se réunissent au moins une fois par an à la date fixée par le juge en chef pour examiner la présente loi, les règles de pratique et l'administration de la justice. Les juges de la Cour fédérale font de même sur convocation du juge en chef de ce tribunal.

Rencontre annuelle

BARRISTERS, ADVOCATES, ATTORNEYS AND SOLICITORS

Barrister or advocate **11.** (1) Every person who is a barrister or an advocate in a province may practise as a barrister or an advocate in the Federal Court of Appeal or the Federal Court.

Attorney or solicitor (2) Every person who is an attorney or a solicitor in a superior court of a province may practise as an attorney or a solicitor in the Federal Court of Appeal or the Federal Court.

Officers of court

(3) Every person who may practise as a barrister, an advocate, an attorney or a solicitor in the Federal Court of Appeal or the Federal Court is an officer of that Court.

20. (1) Subsection 12(1) of the Act is replaced by the following:

Prothonotaries

12. (1) The Governor in Council may appoint as prothonotaries of the Federal Court any fit and proper persons who are barristers or advocates in a province and who are, in the opinion of the Governor in Council, necessary for the efficient performance of the work of that court that, under the Rules, is to be performed by them.

(2) Section 12 of the Act is amended by adding the following after subsection (5):

Immunity from liability (6) A prothonotary shall have the same immunity from liability as a judge of the Federal Court.

Term of office

(7) A prothonotary shall hold office during good behaviour but may be removed by the Governor in Council for cause.

Cessation of office

(8) A prothonotary, whether appointed before or after the coming into force of this subsection, shall cease to hold office on becoming 75 years old.

21. (1) Subsections 13(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

Sheriff

13. (1) The Governor in Council may appoint a sheriff of the Federal Court of Appeal and of the Federal Court for any geographical area.

AVOCATS ET PROCUREURS

11. (1) Les avocats qui exercent dans une province peuvent agir à titre d'avocats à la Cour d'appel fédérale ou à la Cour fédérale.

Avocats

(2) Les procureurs auprès d'une cour supérieure provinciale peuvent agir à ce titre à la Cour d'appel fédérale ou à la Cour fédérale.

Procureurs

(3) Quiconque peut exercer à titre d'avocat ou de procureur à la Cour d'appel fédérale ou à la Cour fédérale, selon le cas, en est fonctionnaire judiciaire.

Qualité de fonctionnaire judiciaire

20. (1) Le paragraphe 12(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

12. (1) Le gouverneur en conseil peut nommer protonotaires de la Cour fédérale tous avocats remplissant, à son avis, les conditions voulues pour l'exécution des travaux de celle-ci qui, aux termes des règles, incombent à cette catégorie de personnel.

Protonotaires

(2) L'article 12 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (5), de ce qui suit :

(6) Les protonotaires bénéficient de la même immunité de poursuite que les juges de la Cour fédérale.

Immunité

(7) Les protonotaires sont nommés à titre inamovible, sous réserve de révocation motivée de la part du gouverneur en conseil.

Mandat

(8) La limite d'âge pour l'exercice de la charge de protonotaire est de soixante-quinze ans, quelle que soit la date de nomination du titulaire.

Limite d'âge

21. (1) Les paragraphes 13(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

13. (1) Le gouverneur en conseil peut nommer un shérif de la Cour d'appel fédérale et de la Cour fédérale pour un secteur géographique donné.

Shérif

Shérifs de

C. 8

Ex officio sheriffs

(2) If no sheriff is appointed under subsection (1) for a court for a geographical area, the sheriff and deputy sheriffs of the county or other judicial division or part of the county within that geographical area who are appointed under provincial law are *ex officio* sheriff and deputy sheriffs, respectively, of the Federal Court of Appeal and of the Federal Court.

(2) Subsection 13(4) of the Act is replaced by the following:

Sheriffs are marshals (4) Every sheriff of the Federal Court of Appeal and of the Federal Court is *ex officio* a marshal of that court and every deputy sheriff of the Federal Court of Appeal and of the Federal Court is *ex officio* a deputy marshal of that court.

22. Section 14 of the Act and the heading before it are replaced by the following:

JUDICIAL ADMINISTRATORS

Designation

14. (1) The Chief Justice of the Federal Court of Appeal may designate an employee of the Service as the Judicial Administrator of the Federal Court of Appeal, and the Chief Justice of the Federal Court may designate an employee of the Courts Administration Service as the Judicial Administrator of the Federal Court.

Duties — Federal Court of Appeal

- (2) The Judicial Administrator of the Federal Court of Appeal shall perform any non-judicial work that may be delegated to him or her by the Chief Justice of that court, in accordance with the instructions given by the Chief Justice, including
 - (a) the making of an order fixing the time and place of a hearing, or adjourning a hearing;
 - (b) arranging for the distribution of judicial business in the court; and
 - (c) arranging from time to time for the establishment of any panels of judges of the court that are necessary.

(2) À défaut de nomination d'un shérif sous le régime du paragraphe (1) pour un secteur géographique donné, les titulaires, nommés sous le régime de lois provinciales, des charges de shérif et shérifs adjoints pour le comté ou tout ou partie d'une autre circonscription judiciaire de ce même secteur sont de droit respectivement shérif et shérifs adjoints de la Cour d'appel fédérale ou de la Cour fédérale, selon le cas.

(2) Le paragraphe 13(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Tout shérif ou shérif adjoint de la Cour d'appel fédérale ou de la Cour fédérale en est de droit respectivement prévôt ou prévôt adjoint.

Prévôt

22. L'article 14 de la même loi et l'intertitre le précédant sont remplacés par ce qui suit :

ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES

14. (1) Les juges en chef de la Cour d'appel fédérale et de la Cour fédérale peuvent nommer, pour leur tribunal respectif, un employé du Service administratif des tribunaux judiciaires à titre d'administrateur judiciaire.

Administrateurs judiciaires

- (2) L'administrateur judiciaire de la Cour d'appel fédérale exerce les fonctions non judiciaires que lui délègue le juge en chef de ce tribunal, et ce conformément aux instructions données par celui-ci, notamment :
 - *a*) rendre une ordonnance fixant les date, heure et lieu de l'instruction ou de l'audience, ou ajournant l'une ou l'autre;
 - b) prendre les dispositions nécessaires pour la répartition du travail judiciaire du tribunal:
 - c) prendre les dispositions nécessaires pour que soient établies, selon les besoins, des formations de juges de ce tribunal.

Fonctions — Cour d'appel fédérale

Fonctions

Cour fédérale

Duties -Federal Court

- (3) The Judicial Administrator of the Federal Court shall perform any non-judicial work that may be delegated to him or her by the Chief Justice of that court, in accordance with the instructions given by the Chief Justice, including
 - (a) the making of an order fixing the time and place of a trial or hearing, or adjourning a trial or hearing; and
 - (b) arranging for the distribution of judicial business in the court.

Revocation of designation

(4) A designation made under subsection (1) may be revoked at any time and is automatically revoked when the Chief Justice by whom it was made ceases to hold office as Chief Justice.

1990, c. 8, s. 2

23. Sections 15 and 16 of the Act are replaced by the following:

Sittings of the Federal Court

15. (1) Subject to the Rules, any judge of the Federal Court may sit and act at any time and at any place in Canada for the transaction of the business of the court or any part of it and, when a judge so sits or acts, the judge constitutes the court.

(2) Subject to the Rules, the Chief Justice of

the Federal Court shall make all arrangements

that may be necessary or proper for the

holding of courts, or otherwise for the transac-

tion of business of the Federal Court, and the

arrangements from time to time of judges to

Arrangements to be made by Chief Justice of the Federal Court

> hold the courts or to transact that business. (3) The trial or hearing of any matter in the Federal Court may, by order of that court, take place partly at one place and partly at another.

Hearings in different places

Sittings of the

Federal Court

of Appeal

16. (1) Except as otherwise provided in this Act or any other Act of Parliament, every appeal and every application for leave to appeal to the Federal Court of Appeal, and every application for judicial review or reference to that court, shall be heard in that court before not fewer than three judges sitting together and always before an uneven number of judges. Otherwise, the business of the Federal Court of Appeal shall be dealt with by such judge or judges as the Chief Justice of

that court may arrange.

(3) L'administrateur judiciaire de la Cour fédérale exerce les fonctions non judiciaires que lui délègue le juge en chef de ce tribunal, et ce conformément aux instructions données par celui-ci, notamment:

- a) rendre une ordonnance fixant les date, heure et lieu de l'instruction ou de l'audience, ou ajournant l'une ou l'autre;
- b) prendre les dispositions nécessaires pour la répartition du travail judiciaire du tribu-
- (4) La nomination faite en vertu du paragra-

Nomination révocable

phe (1) est révocable à tout moment; elle est automatiquement révoquée lorsque celui qui l'a faite cesse d'occuper la fonction de juge en chef.

23. Les articles 15 et 16 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1990, ch. 8, art. 2

15. (1) Sous réserve des règles, tout juge de la Cour fédérale peut exercer ses fonctions en tout temps et partout au Canada pour les travaux de ce tribunal; il constitue alors la Cour fédérale.

Séances de la Cour fédérale

(2) Sous réserve des règles, les dispositions à prendre pour les audiences ou, à quelque autre titre, les travaux de la Cour fédérale, de même que pour l'affectation des juges en conséquence, sont du ressort du juge en chef de celle-ci.

Dispositions du ressort du juge en chef de la Cour fédérale

(3) Sur l'ordre de la Cour fédérale, l'instruction de toute affaire devant elle peut se dérouler en plus d'un lieu.

Lieu des audiences

16. (1) Sauf disposition contraire de la présente loi ou de toute autre loi fédérale, les appels et demandes d'autorisation d'appel à la Cour d'appel fédérale ainsi que les demandes de contrôle judiciaire ou renvois faits à celle-ci sont entendus par au moins trois juges de cette cour, siégeant ensemble en nombre impair; les autres travaux de la Cour d'appel fédérale sont assignés à un ou plusieurs juges par le juge en chef de celle-ci.

Séances de la Cour d'appel fédérale

Arrangements to be made by Chief Justice of the Federal Court of Appeal

14

Place of sittings

No judge to hear appeal from own judgment

Chief Justice of Federal Court of Appeal to preside (2) The Chief Justice of the Federal Court of Appeal shall designate the judges to sit from time to time and the appeals or matters to be heard by them.

- (3) The place of each sitting of the Federal Court of Appeal shall be arranged by the Chief Justice of that court to suit, as nearly as may be, the convenience of the parties.
- (4) A judge shall not sit on the hearing of an appeal from a judgment he or she has pronounced.
- (5) The Chief Justice of the Federal Court of Appeal, when present at any sittings of that court, shall preside and, in the absence of the Chief Justice, the senior judge of that court who is present shall preside.

24. The heading before section 17 of the Act is replaced by the following:

JURISDICTION OF FEDERAL COURT

1990, c. 8, s. 3(1)

25. (1) Subsection 17(1) of the Act is replaced by the following:

Relief against the Crown

17. (1) Except as otherwise provided in this Act or any other Act of Parliament, the Federal Court has concurrent original jurisdiction in all cases in which relief is claimed against the Crown.

1990, c. 8, s. 3(1)

(2) The portion of subsection 17(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Cases

(2) Without restricting the generality of subsection (1), the Federal Court has concurrent original jurisdiction, except as otherwise provided, in all cases in which

1990, c. 8, s. 3(2)

(3) Subsections 17(3) and (4) of the Act are replaced by the following:

Crown and subject: consent to jurisdiction

- (3) The Federal Court has exclusive original jurisdiction to hear and determine the following matters:
 - (a) the amount to be paid if the Crown and any person have agreed in writing that the Crown or that person shall pay an amount to be determined by the Federal Court, the Federal Court Trial Division or the Exchequer Court of Canada; and

(2) Le juge en chef de la Cour d'appel fédérale répartit en tant que de besoin les appels et autres affaires entre les juges.

Dispositions du ressort du juge en chef de la Cour d'appel fédérale

(3) Dans la mesure du possible, le juge en chef fixe le lieu des séances de la Cour d'appel fédérale à la convenance des parties.

Lieu des séances

(4) Un juge ne peut entendre en appel une affaire qu'il a déjà jugée.

Inhabilité à siéger en appel

(5) Les séances de la Cour d'appel fédérale sont présidées par le juge en chef de celle-ci ou, en son absence, par celui de ses juges présents qui est le plus ancien en poste.

Présidence

24. L'intertitre précédant l'article 17 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

COMPÉTENCE DE LA COUR FÉDÉRALE

25. (1) Le paragraphe 17(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 8, par. 3(1)

17. (1) Sauf disposition contraire de la présente loi ou de toute autre loi fédérale, la Cour fédérale a compétence concurrente, en première instance, dans les cas de demande de réparation contre la Couronne.

Réparation contre la Couronne

(2) Le passage du paragraphe 17(2) de la même loi précédant l'alinéa *a*) est remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 8, par. 3(1)

(2) Elle a notamment compétence concurrente en première instance, sauf disposition contraire, dans les cas de demande motivés par :

Motifs

(3) Les paragraphes 17(3) et (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1990, ch. 8, par. 3(2)

- (3) Elle a compétence exclusive, en première instance, pour les questions suivantes :
- Conventions écrites attributives de compétence

a) le paiement d'une somme dont le montant est à déterminer, aux termes d'une convention écrite à laquelle la Couronne est partie, par la Cour fédérale — ou l'ancienne Cour de l'Échiquier du Canada — ou par la Section de première instance de la Cour fédérale; (b) any question of law, fact or mixed law and fact that the Crown and any person have agreed in writing shall be determined by the Federal Court, the Federal Court — Trial Division or the Exchequer Court of Canada.

Conflicting claims against Crown (4) The Federal Court has concurrent original jurisdiction to hear and determine proceedings to determine disputes in which the Crown is or may be under an obligation and in respect of which there are or may be conflicting claims.

(4) The portion of subsection 17(5) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Relief in favour of Crown or against officer (5) The Federal Court has concurrent original jurisdiction

1990, c. 8, s. 3(4)

(5) Subsection 17(6) of the Act is replaced by the following:

Federal Court has no jurisdiction (6) If an Act of Parliament confers jurisdiction in respect of a matter on a court constituted or established by or under a law of a province, the Federal Court has no jurisdiction to entertain any proceeding in respect of the same matter unless the Act expressly confers that jurisdiction on that court.

1990, c. 8, s. 4

26. (1) The portion of subsection 18(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Extraordinary remedies, federal tribunals **18.** (1) Subject to section 28, the Federal Court has exclusive original jurisdiction

1990, c. 8, s. 4

(2) Subsection 18(2) of the Act is replaced by the following:

Extraordinary remedies, members of Canadian Forces (2) The Federal Court has exclusive original jurisdiction to hear and determine every application for a writ of *habeas corpus ad subjiciendum*, writ of *certiorari*, writ of prohibition or writ of *mandamus* in relation to any member of the Canadian Forces serving outside Canada.

b) toute question de droit, de fait ou mixte à trancher, aux termes d'une convention écrite à laquelle la Couronne est partie, par la Cour fédérale — ou l'ancienne Cour de l'Échiquier du Canada — ou par la Section de première instance de la Cour fédérale.

(4) Elle a compétence concurrente, en première instance, dans les procédures visant à régler les différends mettant en cause la Couronne à propos d'une obligation réelle ou éventuelle pouvant faire l'objet de demandes contradictoires.

Demandes contradictoires contre la Couronne

(4) Le passage du paragraphe 17(5) de la même loi précédant l'alinéa *a*) est remplacé par ce qui suit :

(5) Elle a compétence concurrente, en première instance, dans les actions en réparation intentées :

Actions en réparation

(5) Le paragraphe 17(6) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 8, par. 3(4)

(6) Elle n'a pas compétence dans les cas où une loi fédérale donne compétence à un tribunal constitué ou maintenu sous le régime d'une loi provinciale sans prévoir expressément la compétence de la Cour fédérale.

Incompétence de la Cour fédérale

26. (1) Le passage du paragraphe 18(1) de la même loi précédant l'alinéa *a*) est remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 8, art. 4

18. (1) Sous réserve de l'article 28, la Cour fédérale a compétence exclusive, en première instance, pour :

Recours extraordinaires : offices fédéraux

(2) Le paragraphe 18(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 8, art. 4

(2) Elle a compétence exclusive, en première instance, dans le cas des demandes suivantes visant un membre des Forces canadiennes en poste à l'étranger : bref d'habeas corpus ad subjiciendum, de certiorari, de prohibition ou de mandamus.

Recours extraordinaires : Forces canadiennes 1990, c. 8, s. 5

16

27. (1) Subsection 18.1(2) of the Act is replaced by the following:

Time limitation (2) An application for judicial review in respect of a decision or an order of a federal board, commission or other tribunal shall be made within 30 days after the time the decision or order was first communicated by the federal board, commission or other tribunal to the office of the Deputy Attorney General of Canada or to the party directly affected by it, or within any further time that a judge of the Federal Court may fix or allow before or after the end of those 30 days.

1990, c. 8, s. 5

(2) The portion of subsection 18.1(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Powers of Federal Court (3) On an application for judicial review, the Federal Court may

1990, c. 8, s. 5

(3) The portion of subsection 18.1(4) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Grounds of

(4) The Federal Court may grant relief under subsection (3) if it is satisfied that the federal board, commission or other tribunal

1990, c. 8, s. 5

(4) Subsection 18.1(5) of the Act is replaced by the following:

Defect in form or technical irregularity

- (5) If the sole ground for relief established on an application for judicial review is a defect in form or a technical irregularity, the Federal Court may
 - (a) refuse the relief if it finds that no substantial wrong or miscarriage of justice has occurred; and
 - (b) in the case of a defect in form or a technical irregularity in a decision or an order, make an order validating the decision or order, to have effect from any time and on any terms that it considers appropriate.

1990, c. 8, s. 5

28. Sections 18.2 to 19 of the Act are replaced by the following:

Interim orders

18.2 On an application for judicial review, the Federal Court may make any interim orders that it considers appropriate pending the final disposition of the application.

27. (1) Le paragraphe 18.1(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 8, art. 5

(2) Les demandes de contrôle judiciaire sont à présenter dans les trente jours qui suivent la première communication, par l'office fédéral, de sa décision ou de son ordonnance au bureau du sous-procureur général du Canada ou à la partie concernée, ou dans le délai supplémentaire qu'un juge de la Cour fédérale peut, avant ou après l'expiration de ces trente jours, fixer ou accorder.

Délai de présentation

(2) Le passage du paragraphe 18.1(3) de la même loi précédant l'alinéa *a*) est remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 8, art. 5

(3) Sur présentation d'une demande de contrôle judiciaire, la Cour fédérale peut :

Pouvoirs de la Cour fédérale

(3) Le passage du paragraphe 18.1(4) de la même loi précédant l'alinéa *a*) est remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 8, art. 5

(4) Les mesures prévues au paragraphe (3) sont prises si la Cour fédérale est convaincue que l'office fédéral, selon le cas :

Motifs

(4) Le paragraphe 18.1(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 8, art. 5

(5) La Cour fédérale peut rejeter toute demande de contrôle judiciaire fondée uniquement sur un vice de forme si elle estime qu'en l'occurrence le vice n'entraîne aucun dommage important ni déni de justice et, le cas échéant, valider la décision ou l'ordonnance entachée du vice et donner effet à celle-ci selon les modalités de temps et autres qu'elle estime indiquées.

Vice de forme

28. Les articles 18.2 à 19 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1990, ch. 8, art. 5

18.2 La Cour fédérale peut, lorsqu'elle est saisie d'une demande de contrôle judiciaire, prendre les mesures provisoires qu'elle estime indiquées avant de rendre sa décision définitive.

Mesures provisoires Reference by federal tribunal **18.3** (1) A federal board, commission or other tribunal may at any stage of its proceedings refer any question or issue of law, of jurisdiction or of practice and procedure to the Federal Court for hearing and determination.

Reference by Attorney General of Canada (2) The Attorney General of Canada may, at any stage of the proceedings of a federal board, commission or other tribunal, other than a service tribunal within the meaning of the *National Defence Act*, refer any question or issue of the constitutional validity, applicability or operability of an Act of Parliament or of regulations made under an Act of Parliament to the Federal Court for hearing and determination.

Hearings in summary way

18.4 (1) Subject to subsection (2), an application or reference to the Federal Court under any of sections 18.1 to 18.3 shall be heard and determined without delay and in a summary way.

Exception

(2) The Federal Court may, if it considers it appropriate, direct that an application for judicial review be treated and proceeded with as an action.

Exception to sections 18 and 18.1

18.5 Despite sections 18 and 18.1, if an Act 25 of Parliament expressly provides for an appeal to the Federal Court, the Federal Court of Appeal, the Supreme Court of Canada, the Court Martial Appeal Court, the Tax Court of Canada, the Governor in Council or the Treasury Board from a decision or an order of a federal board, commission or other tribunal made by or in the course of proceedings before that board, commission or tribunal, that decision or order is not, to the extent that it may be so appealed, subject to review or to be restrained, prohibited, removed, set aside or otherwise dealt with, except in accordance with that Act.

Intergovernmental disputes 19. If the legislature of a province has passed an Act agreeing that the Federal Court, the Federal Court of Canada or the Exchequer Court of Canada has jurisdiction in cases of controversies between Canada and that province, or between that province and any other province or provinces that have passed a like Act, the Federal Court has jurisdiction to determine the controversies.

- **18.3** (1) Les offices fédéraux peuvent, à tout stade de leurs procédures, renvoyer devant la Cour fédérale pour audition et jugement toute question de droit, de compétence ou de pratique et procédure.
- (2) Le procureur général du Canada peut, à tout stade des procédures d'un office fédéral, sauf s'il s'agit d'un tribunal militaire au sens de la *Loi sur la défense nationale*, renvoyer devant la Cour fédérale pour audition et jugement toute question portant sur la validité, l'applicabilité ou l'effet, sur le plan constitutionnel, d'une loi fédérale ou de ses textes d'application.
- **18.4** (1) Sous réserve du paragraphe (2), la Cour fédérale statue à bref délai et selon une procédure sommaire sur les demandes et les renvois qui lui sont présentés dans le cadre des articles 18.1 à 18.3.
- (2) Elle peut, si elle l'estime indiqué, ordonner qu'une demande de contrôle judiciaire soit instruite comme s'il s'agissait d'une action.
- 18.5 Par dérogation aux articles 18 et 18.1, lorsqu'une loi fédérale prévoit expressément qu'il peut être interjeté appel, devant la Cour fédérale, la Cour d'appel fédérale, la Cour suprême du Canada, la Cour d'appel de la cour martiale, la Cour canadienne de l'impôt, le gouverneur en conseil ou le Conseil du Trésor, d'une décision ou d'une ordonnance d'un office fédéral, rendue à tout stade des procédures, cette décision ou cette ordonnance ne peut, dans la mesure où elle est susceptible d'un tel appel, faire l'objet de contrôle, de restriction, de prohibition, d'évocation, d'annulation ni d'aucune autre intervention, sauf en conformité avec cette loi.
- 19. Lorsqu'une loi d'une province reconnaît sa compétence en l'espèce, qu'elle y soit désignée sous le nom de Cour fédérale, Cour fédérale du Canada ou Cour de l'Échiquier du Canada la Cour fédérale est compétente pour juger les cas de litige entre le Canada et cette province ou entre cette province et une ou plusieurs autres provinces ayant adopté une loi semblable.

Renvoi d'un office fédéral

Renvoi du procureur général

Procédure sommaire d'audition

Exception

Dérogation aux art. 18 et 18.1

Différends entre gouvernements C. 8

29. (1) The portion of subsection 20(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Industrial property, exclusive jurisdiction **20.** (1) The Federal Court has exclusive original jurisdiction, between subject and subject as well as otherwise,

1990, c. 37, s. 34(2)

(2) Subsection 20(2) of the Act is replaced by the following:

Industrial property, concurrent jurisdiction (2) The Federal Court has concurrent jurisdiction in all cases, other than those mentioned in subsection (1), in which a remedy is sought under the authority of an Act of Parliament or at law or in equity respecting any patent of invention, copyright, trademark, industrial design or topography referred to in paragraph (1)(a).

30. Section 21 of the Act is replaced by the following:

Citizenship appeals **21.** The Federal Court has exclusive jurisdiction to hear and determine all appeals that may be brought under subsection 14(5) of the *Citizenship Act*.

31. (1) Subsection 22(1) of the Act is replaced by the following:

Navigation and shipping

22. (1) The Federal Court has concurrent original jurisdiction, between subject and subject as well as otherwise, in all cases in which a claim for relief is made or a remedy is sought under or by virtue of Canadian maritime law or any other law of Canada relating to any matter coming within the class of subject of navigation and shipping, except to the extent that jurisdiction has been otherwise specially assigned.

(2) The portion of subsection 22(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Maritime jurisdiction

(2) Without limiting the generality of subsection (1), for greater certainty, the Federal Court has jurisdiction with respect to all of the following:

29. (1) Le passage du paragraphe 20(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

20. (1) La Cour fédérale a compétence exclusive, en première instance, dans les cas suivants opposant notamment des administrés :

Propriété industrielle : compétence exclusive

(2) Le paragraphe 20(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 37, par. 34(2)

(2) Elle a compétence concurrente dans tous les autres cas de recours sous le régime d'une loi fédérale ou de toute autre règle de droit non visés par le paragraphe (1) relativement à un brevet d'invention, un droit d'auteur, une marque de commerce, un dessin industriel ou une topographie au sens de la *Loi sur les topographies de circuits intégrés*.

Propriété industrielle : compétence concurrente

30. L'article 21 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

21. La Cour fédérale a compétence exclusive en matière d'appels interjetés au titre du paragraphe 14(5) de la *Loi sur la citoyenneté*.

Appels en matière de citoyenneté

31. (1) Le paragraphe 22(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

22. (1) La Cour fédérale a compétence concurrente, en première instance, dans les cas — opposant notamment des administrés — où une demande de réparation ou un recours est présenté en vertu du droit maritime canadien ou d'une loi fédérale concernant la navigation ou la marine marchande, sauf attribution expresse contraire de cette compétence.

Navigation et marine marchande

(2) Le passage du paragraphe 22(2) de la même loi précédant l'alinéa *a*) est remplacé par ce qui suit :

(2) Il demeure entendu que, sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), elle a compétence dans les cas suivants : Compétence maritime

(3) Paragraph 22(2)(o) of the English version of the Act is replaced by the following:

(o) any claim by a master, officer or member of the crew of a ship for wages, money, property or other remuneration or benefits arising out of his or her employment:

(4) The portion of subsection 22(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Jurisdiction applicable

(3) For greater certainty, the jurisdiction conferred on the Federal Court by this section applies

32. The portion of section 23 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Bills of exchange and promissory notes aeronautics and interprovincial works and undertakings 23. Except to the extent that jurisdiction has been otherwise specially assigned, the Federal Court has concurrent original jurisdiction, between subject and subject as well as otherwise, in all cases in which a claim for relief is made or a remedy is sought under an Act of Parliament or otherwise in relation to any matter coming within any of the following classes of subjects:

1990, c. 8, s. 6

33. Sections 24 to 26 of the Act are replaced by the following:

Extraprovincial jurisdiction

25. The Federal Court has original jurisdiction, between subject and subject as well as otherwise, in any case in which a claim for relief is made or a remedy is sought under or by virtue of the laws of Canada if no other court constituted, established or continued under any of the *Constitution Acts*, 1867 to 1982 has jurisdiction in respect of that claim or remedy.

General original jurisdiction 26. The Federal Court has original jurisdiction in respect of any matter, not allocated specifically to the Federal Court of Appeal, in respect of which jurisdiction has been conferred by an Act of Parliament on the Federal Court of Appeal, the Federal Court, the Federal Court of Canada or the Exchequer Court of Canada.

(3) L'alinéa 22(2)0) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(o) any claim by a master, officer or member of the crew of a ship for wages, money, property or other remuneration or benefits arising out of his or her employment:

(4) Le passage du paragraphe 22(3) de la même loi précédant l'alinéa *a*) est remplacé par ce qui suit :

(3) Il est entendu que la compétence conférée à la Cour fédérale par le présent article s'étend :

Étendue de la compétence

32. Le passage de l'article 23 de la même loi précédant l'alinéa *a*) est remplacé par ce qui suit :

23. Sauf attribution spéciale de cette compétence par ailleurs, la Cour fédérale a compétence concurrente, en première instance, dans tous les cas — opposant notamment des administrés — de demande de réparation ou d'autre recours exercé sous le régime d'une loi fédérale ou d'une autre règle de droit en matière :

Lettres de change et billets à ordre — Aéronautique et ouvrages interprovinciaux

33. Les articles 24 à 26 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1990, ch. 8, art. 6

25. La Cour fédérale a compétence, en première instance, dans tous les cas — opposant notamment des administrés — de demande de réparation ou de recours exercé en vertu du droit canadien ne ressortissant pas à un tribunal constitué ou maintenu sous le régime d'une des *Lois constitutionnelles de* 1867 à 1982.

Compétence extra-provinciale

26. La Cour fédérale a compétence, en première instance, pour toute question ressortissant aux termes d'une loi fédérale à la Cour d'appel fédérale, à la Cour fédérale, à la Cour fédérale du Canada ou à la Cour de l'Échiquier du Canada, à l'exception des questions expressément réservées à la Cour d'appel fédérale.

Tribunal de droit commun 1990, c. 8, s. 7(1) C. 8

34. (1) Subsection 27(1) of the Act is replaced by the following:

Appeals from Federal Court

- **27.** (1) An appeal lies to the Federal Court of Appeal from any of the following decisions of the Federal Court:
 - (a) a final judgment;
 - (b) a judgment on a question of law determined before trial;
 - (c) an interlocutory judgment; or
 - (d) a determination on a reference made by a federal board, commission or other tribunal or the Attorney General of Canada.

R.S., c. 51 (4th Supp.), s. 11(1); 1993, c. 27, s. 214

Appeals from Tax Court of Canada, except from informal procedure

- (2) Subsection 27(1.1) of the English version of the Act is replaced by the following:
- (1.1) An appeal lies to the Federal Court of Appeal from
 - (a) a final judgment of the Tax Court of Canada, other than one in respect of which section 18, 18.29, 18.3 or 18.3001 of the *Tax Court of Canada Act* applies;
 - (b) a judgment of the Tax Court of Canada, other than one in respect of which section 18, 18.29, 18.3 or 18.3001 of the *Tax Court of Canada Act* applies, on a question of law determined before trial; or
 - (c) an interlocutory judgment or order of the Tax Court of Canada, other than one in respect of which section 18, 18.29, 18.3 or 18.3001 of the *Tax Court of Canada Act* applies.

R.S., c. 51 (4th Supp.), s. 11(2); 1990, c. 8, s. 78(1)(E)

Appeals from informal procedure in Tax Court of Canada (3) Subsections 27(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

(1.2) An appeal lies to the Federal Court of Appeal from a final judgment of the Tax Court of Canada in respect of which section 18, 18.29, 18.3 or 18.3001 of the *Tax Court of Canada Act* applies.

34. (1) Le passage du paragraphe 27(1) de la même loi précédant l'alinéa *a*) est remplacé par ce qui suit :

27. (1) Il peut être interjeté appel, devant la Cour d'appel fédérale, des décisions suivantes de la Cour fédérale :

Appels des jugements de la Cour fédérale

- (2) Le paragraphe 27(1.1) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :
- (1.1) An appeal lies to the Federal Court of Appeal from
 - (a) a final judgment of the Tax Court of Canada, other than one in respect of which section 18, 18.29, 18.3 or 18.3001 of the *Tax Court of Canada Act* applies;
 - (b) a judgment of the Tax Court of Canada, other than one in respect of which section 18, 18.29, 18.3 or 18.3001 of the *Tax Court of Canada Act* applies, on a question of law determined before trial; or
 - (c) an interlocutory judgment or order of the Tax Court of Canada, other than one in respect of which section 18, 18.29, 18.3 or 18.3001 of the *Tax Court of Canada Act* applies.
- (3) Les paragraphes 27(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(1.2) Il peut être interjeté appel, devant la Cour d'appel fédérale, d'un jugement définitif de la Cour canadienne de l'impôt portant sur un appel visé aux articles 18, 18.29, 18.3 ou 18.3001 de la *Loi sur la Cour canadienne de l'impôt*.

L.R., ch. 51 (4e suppl.), par. 11(1); 1993, ch. 27, art. 214

Appeals from Tax Court of Canada, except from informal procedure

L.R., ch. 51 (4e suppl.), par. 11(2); 1990, ch. 8, par. 78(1)(A)

Appel des décisions de la Cour canadienne de l'impôt procédures informelles Grounds for appeal

- (1.3) The only grounds for an appeal under subsection (1.2) are that the Tax Court of Canada
 - (a) acted without jurisdiction, acted beyond its jurisdiction or refused to exercise its jurisdiction;
 - (b) failed to observe a principle of natural justice, procedural fairness or other procedure that it was required by law to observe;
 - (c) erred in law in making a decision or an order, whether or not the error appears on the face of the record;
 - (d) based its decision or order on an erroneous finding of fact that it made in a perverse or capricious manner or without regard for the material before it;
 - (e) acted, or failed to act, by reason of fraud or perjured evidence; or
 - (f) acted in any other way that was contrary to law.

Hearing in summary way (1.4) An appeal under subsection (1.2) shall be heard and determined without delay and in a summary way.

Notice of appeal

Service

- (2) An appeal under this section shall be brought by filing a notice of appeal in the Registry of the Federal Court of Appeal
 - (a) in the case of an interlocutory judgment, within 10 days after the pronouncement of the judgment or within any further time that a judge of the Federal Court of Appeal may fix or allow before or after the end of those 10 days; and
 - (b) in any other case, within 30 days, not including any days in July and August, after the pronouncement of the judgment or determination appealed from or within any further time that a judge of the Federal Court of Appeal may fix or allow before or after the end of those 30 days.
- (3) All parties directly affected by an appeal under this section shall be served without delay with a true copy of the notice of appeal, and evidence of the service shall be filed in the Registry of the Federal Court of Appeal.

- (1.3) L'appel ne peut être interjeté aux termes du paragraphe (1.2) que pour l'un des motifs suivants :
 - a) la Cour canadienne de l'impôt a agi sans compétence, outrepassé celle-ci ou refusé de l'exercer;
 - b) elle n'a pas observé un principe de justice naturelle ou d'équité procédurale ou toute autre procédure qu'elle était légalement tenue de respecter;
 - c) elle a rendu une décision ou une ordonnance entachée d'une erreur de droit, que celle-ci soit manifeste ou non au vu du dossier;
 - d) elle a rendu une décision ou une ordonnance fondée sur une conclusion de fait erronée, tirée de façon abusive ou arbitraire ou sans tenir compte des éléments dont elle dispose;
 - e) elle a agi ou omis d'agir en raison d'une fraude ou de faux témoignages;
 - f) elle a agi de toute autre façon contraire à la loi.
- (1.4) L'appel interjeté en vertu du paragraphe (1.2) est entendu et tranché immédiatement et selon une procédure sommaire.
- (2) L'appel interjeté dans le cadre du présent article est formé par le dépôt d'un avis au greffe de la Cour d'appel fédérale, dans le délai imparti à compter du prononcé du jugement en cause ou dans le délai supplémentaire qu'un juge de la Cour d'appel fédérale peut, soit avant soit après l'expiration de celui-ci, accorder. Le délai imparti est de :
 - *a*) dix jours, dans le cas d'un jugement interlocutoire;
 - b) trente jours, compte non tenu de juillet et août, dans le cas des autres jugements.

thout par opeal, cer n the sig

(3) L'appel est signifié sans délai à toutes les parties directement concernées par une copie certifiée conforme de l'avis. La preuve de la signification doit être déposée au greffe de la Cour d'appel fédérale.

Motifs d'appel

Procédure sommaire

Avis d'appel

Signification

C. 8

1990, c. 8, s. 8

35. (1) The portion of subsection 28(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Judicial review

- **28.** (1) The Federal Court of Appeal has jurisdiction to hear and determine applications for judicial review made in respect of any of the following federal boards, commissions or other tribunals:
- (2) Paragraph 28(1)(l) of the Act is repealed.

1990, c. 8, s. 8

(3) Subsections 28(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

Sections apply

(2) Sections 18 to 18.5, except subsection 18.4(2), apply, with any modifications that the circumstances require, in respect of any matter within the jurisdiction of the Federal Court of Appeal under subsection (1) and, when they apply, a reference to the Federal Court shall be read as a reference to the Federal Court of Appeal.

Federal Court deprived of jurisdiction (3) If the Federal Court of Appeal has jurisdiction to hear and determine a matter, the Federal Court has no jurisdiction to entertain any proceeding in respect of that matter.

1990, c. 8, s. 9

36. (1) Subsection 36(1) of the Act is replaced by the following:

Prejudgment interest cause of action within province **36.** (1) Except as otherwise provided in any other Act of Parliament, and subject to subsection (2), the laws relating to prejudgment interest in proceedings between subject and subject that are in force in a province apply to any proceedings in the Federal Court of Appeal or the Federal Court in respect of any cause of action arising in that province.

1990, c. 8, s. 9

(2) The portion of subsection 36(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Prejudgment interest cause of action outside province (2) A person who is entitled to an order for the payment of money in respect of a cause of action arising outside a province or in respect of causes of action arising in more than one province is entitled to claim and have included in the order an award of interest on the payment at any rate that the Federal Court of Appeal or the Federal Court considers reasonable in the circumstances, calculated

35. (1) Le passage du paragraphe 28(1) de la même loi précédant l'alinéa *a*) est remplacé par ce qui suit :

28. (1) La Cour d'appel fédérale a compétence pour connaître des demandes de contrôle judiciaire visant les offices fédéraux suivants :

Contrôle iudiciaire

1990, ch. 8,

art. 8

(2) L'alinéa 28(1)l) de la même loi est abrogé.

(3) Les paragraphes 28(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1990, ch. 8, art. 8

(2) Les articles 18 à 18.5 s'appliquent, exception faite du paragraphe 18.4(2) et compte tenu des adaptations de circonstance, à la Cour d'appel fédérale comme si elle y était mentionnée lorsqu'elle est saisie en vertu du paragraphe (1) d'une demande de contrôle judiciaire.

Dispositions applicables

(3) La Cour fédérale ne peut être saisie des questions qui relèvent de la Cour d'appel fédérale.

Incompétence de la Cour fédérale

36. (1) Le paragraphe 36(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 8, art. 9

36. (1) Sauf disposition contraire de toute autre loi fédérale, et sous réserve du paragraphe (2), les règles de droit en matière d'intérêt avant jugement qui, dans une province, régissent les rapports entre particuliers s'appliquent à toute instance devant la Cour d'appel fédérale ou la Cour fédérale et dont le fait générateur est survenu dans cette province.

Intérêt avant jugement — Fait survenu dans une province

(2) Le passage du paragraphe 36(2) de la même loi précédant l'alinéa *a*) est remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 8, art. 9

(2) Dans toute instance devant la Cour d'appel fédérale ou la Cour fédérale et dont le fait générateur n'est pas survenu dans une province ou dont les faits générateurs sont survenus dans plusieurs provinces, les intérêts avant jugement sont calculés au taux que la Cour d'appel fédérale ou la Cour fédérale, selon le cas, estime raisonnable dans les circonstances et :

Intérêt avant jugement — Fait non survenu dans une seule province 1990, c. 8, s. 9

(3) Paragraph 36(4)(d) of the Act is replaced by the following:

(d) on that part of the order that represents pecuniary loss arising after the date of the order and that is identified by a finding of the Federal Court of Appeal or the Federal Court:

1990, c. 8, s. 9

(4) Subsection 36(5) of the Act is replaced by the following:

Judicial

(5) The Federal Court of Appeal or the Federal Court may, if it considers it just to do so, having regard to changes in market interest rates, the conduct of the proceedings or any other relevant consideration, disallow interest or allow interest for a period other than that provided for in subsection (2) in respect of the whole or any part of the amount on which interest is payable under this section.

1990, c. 8, s. 9

37. Section 37 of the Act is replaced by the following:

Judgment interest causes of action within province **37.** (1) Except as otherwise provided in any other Act of Parliament and subject to subsection (2), the laws relating to interest on judgments in causes of action between subject and subject that are in force in a province apply to judgments of the Federal Court of Appeal or the Federal Court in respect of any cause of action arising in that province.

Judgment interest causes of action outside or in more than one province

(2) A judgment of the Federal Court of Appeal or the Federal Court in respect of a cause of action arising outside a province or in respect of causes of action arising in more than one province bears interest at the rate that court considers reasonable in the circumstances, calculated from the time of the giving of the judgment.

38. (1) Subsection 39(1) of the Act is replaced by the following:

Prescription and limitation on proceedings **39.** (1) Except as expressly provided by any other Act, the laws relating to prescription and the limitation of actions in force in a province between subject and subject apply to any proceedings in the Federal Court of Appeal or the Federal Court in respect of any cause of action arising in that province.

(3) L'alinéa 36(4)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 8, art. 9

d) sur la partie du montant de l'ordonnance de paiement que la Cour d'appel fédérale ou la Cour fédérale, selon le cas, précise comme représentant une perte pécuniaire postérieure à la date de cette ordonnance;

(4) Le paragraphe 36(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 8, art. 9

Discrétion

(5) La Cour d'appel fédérale ou la Cour fédérale, selon le cas, peut, si elle l'estime juste compte tenu de la fluctuation des taux d'intérêt commerciaux, du déroulement des procédures et de tout autre motif valable, refuser l'intérêt ou l'accorder pour une période autre que celle prévue à l'égard du montant total ou partiel sur lequel l'intérêt est calculé en vertu du présent article.

37. L'article 37 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 8, art. 9

37. (1) Sauf disposition contraire de toute autre loi fédérale et sous réserve du paragraphe (2), les règles de droit en matière d'intérêt pour les jugements qui, dans une province, régissent les rapports entre particuliers s'appliquent à toute instance devant la Cour d'appel fédérale ou la Cour fédérale et dont le fait générateur est survenu dans cette province.

Intérêt sur les jugements — Fait survenu dans une seule province

(2) Dans le cas où le fait générateur n'est pas survenu dans une province ou dans celui où les faits générateurs sont survenus dans plusieurs provinces, le jugement porte intérêt, à compter de son prononcé, au taux que la Cour d'appel fédérale ou la Cour fédérale, selon le cas, estime raisonnable dans les circonstances.

Intérêt sur les jugements — Fait non survenu dans une seule province

38. (1) Le paragraphe 39(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

39. (1) Sauf disposition contraire d'une autre loi, les règles de droit en matière de prescription qui, dans une province, régissent les rapports entre particuliers s'appliquent à toute instance devant la Cour d'appel fédérale ou la Cour fédérale dont le fait générateur est survenu dans cette province.

Prescription — Fait survenu dans une province

(2) Subsection 39(2) of the English version of the Act is replaced by the following:

Prescription and limitation on proceedings in the Court, not in province (2) A proceeding in the Federal Court of Appeal or the Federal Court in respect of a cause of action arising otherwise than in a province shall be taken within six years after the cause of action arose.

1990, c. 8, s. 11

39. Section 40 of the Act is replaced by the following:

Vexatious proceedings

40. (1) If the Federal Court of Appeal or the Federal Court is satisfied, on application, that a person has persistently instituted vexatious proceedings or has conducted a proceeding in a vexatious manner, it may order that no further proceedings be instituted by the person in that court or that a proceeding previously instituted by the person in that court not be continued, except by leave of that court.

Attorney General of Canada (2) An application under subsection (1) may be made only with the consent of the Attorney General of Canada, who is entitled to be heard on the application and on any application made under subsection (3).

Application for rescission or leave to proceed

(3) A person against whom a court has made an order under subsection (1) may apply to the court for rescission of the order or for leave to institute or continue a proceeding.

Court may grant leave

(4) If an application is made to a court under subsection (3) for leave to institute or continue a proceeding, the court may grant leave if it is satisfied that the proceeding is not an abuse of process and that there are reasonable grounds for the proceeding.

No appeal

- (5) A decision of the court under subsection(4) is final and is not subject to appeal.
- 40. (1) Subsections 43(1) to (3) of the Act are replaced by the following:

(2) Le paragraphe 39(2) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) A proceeding in the Federal Court of Appeal or the Federal Court in respect of a cause of action arising otherwise than in a province shall be taken within six years after the cause of action arose.

Prescription and limitation on proceedings in the Court, not in province

39. L'article 40 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 8, art. 11

40. (1) La Cour d'appel fédérale ou la Cour fédérale, selon le cas, peut, si elle est convaincue par suite d'une requête qu'une personne a de façon persistante introduit des instances vexatoires devant elle ou y a agi de façon vexatoire au cours d'une instance, lui interdire d'engager d'autres instances devant elle ou de continuer devant elle une instance déjà engagée, sauf avec son autorisation.

Poursuites vexatoires

(2) La présentation de la requête visée au paragraphe (1) nécessite le consentement du procureur général du Canada, lequel a le droit d'être entendu à cette occasion de même que lors de toute contestation portant sur l'objet de la requête.

Procureur général du Canada

(3) Toute personne visée par une ordonnance rendue aux termes du paragraphe (1) peut, par requête au tribunal saisi de l'affaire, demander soit la levée de l'interdiction qui la frappe, soit l'autorisation d'engager ou de continuer une instance devant le tribunal.

Requête en levée de l'interdiction ou en autorisation

(4) Sur présentation de la requête prévue au paragraphe (3), le tribunal saisi de l'affaire peut, s'il est convaincu que l'instance que l'on cherche à engager ou à continuer ne constitue pas un abus de procédure et est fondée sur des motifs valables, autoriser son introduction ou sa continuation.

Pouvoirs du

(5) La décision du tribunal rendue aux termes du paragraphe (4) est définitive et sans appel.

Décision définitive et sans appel

40. (1) Les paragraphes 43(1) à (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

au tribunal.

Jurisdiction in personam

43. (1) Subject to subsection (4), the jurisdiction conferred on the Federal Court by section 22 may in all cases be exercised *in personam*.

Jurisdiction in rem

(2) Subject to subsection (3), the jurisdiction conferred on the Federal Court by section 22 may be exercised *in rem* against the ship, aircraft or other property that is the subject of the action, or against any proceeds from its sale that have been paid into court.

Exception

(3) Despite subsection (2), the jurisdiction conferred on the Federal Court by section 22 shall not be exercised *in rem* with respect to a claim mentioned in paragraph 22(2)(e), (f), (g), (h), (i), (k), (m), (n), (p) or (r) unless, at the time of the commencement of the action, the ship, aircraft or other property that is the subject of the action is beneficially owned by the person who was the beneficial owner at the time when the cause of action arose.

(2) Paragraph 43(4)(c) of the Act is replaced by the following:

(c) the parties have agreed that the Federal Court is to have jurisdiction.

(3) Subsection 43(5) of the Act is replaced by the following:

Exception

(5) Subsection (4) does not apply to a counter-claim or an action for a collision, in respect of which another action has already been commenced in the Federal Court.

1990, c. 8, s. 12

(4) Subsections 43(8) and (9) of the Act are replaced by the following:

Arrest

(8) The jurisdiction conferred on the Federal Court by section 22 may be exercised *in rem* against any ship that, at the time the action is brought, is beneficially owned by the person who is the owner of the ship that is the subject of the action.

Reciprocal security (9) In an action for a collision in which a ship, an aircraft or other property of a defendant has been arrested, or security has been given to answer judgment against the defendant, and in which the defendant has instituted a cross-action or counter-claim in which a ship, an aircraft or other property of the plaintiff is liable to arrest but cannot be arrested, the Federal Court may stay the proceedings in the principal action until

43. (1) Sous réserve du paragraphe (4), la Cour fédérale peut, aux termes de l'article 22, avoir compétence en matière personnelle dans tous les cas.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), elle peut, aux termes de l'article 22, avoir compétence en matière réelle dans toute action portant sur un navire, un aéronef ou d'autres biens, ou sur le produit de leur vente consigné

(3) Malgré le paragraphe (2), elle ne peut exercer la compétence en matière réelle prévue à l'article 22, dans le cas des demandes visées aux alinéas 22(2)e), f), g), h), i), k), m), n), p) ou r), que si, au moment où l'action est intentée, le véritable propriétaire du navire, de l'aéronef ou des autres biens en cause est le même qu'au moment du fait générateur.

(2) L'alinéa 43(4)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) soit que les parties aient convenu de la compétence de la Cour fédérale.

(3) Le paragraphe 43(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(5) Le paragraphe (4) ne s'applique ni à une demande reconventionnelle ni à une action pour une collision faisant déjà l'objet d'une autre action devant la Cour fédérale.

(4) Les paragraphes 43(8) et (9) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(8) La compétence de la Cour fédérale peut, aux termes de l'article 22, être exercée en matière réelle à l'égard de tout navire qui, au moment où l'action est intentée, appartient au véritable propriétaire du navire en cause dans l'action.

(9) Dans une action pour collision où un navire, aéronef ou autre bien du défendeur est saisi, ou un cautionnement est fourni, et où le défendeur présente une demande reconventionnelle en vertu de laquelle un navire, aéronef ou autre bien du demandeur est saisissable, la Cour fédérale peut, s'il ne peut être procédé à la saisie de ces derniers biens, suspendre l'action principale jusqu'au dépôt d'un cautionnement par le demandeur.

Compétence en matière personnelle

Compétence en matière

Exception

Exception

1990, ch. 8, art. 12

Saisie de navire

Garantie réciproque

security has been given to answer judgment in the cross-action or counter-claim.

41. Section 44 of the Act is replaced by the following:

Mandamus, injunction, specific performance or appointment of receiver **44.** In addition to any other relief that the Federal Court of Appeal or the Federal Court may grant or award, a *mandamus*, an injunction or an order for specific performance may be granted or a receiver appointed by that court in all cases in which it appears to the court to be just or convenient to do so. The order may be made either unconditionally or on any terms and conditions that the court considers just.

42. Section 45 of the Act is replaced by the following:

Giving of judgment after judge ceases to hold office

45. (1) A judge of the Federal Court of Appeal or the Federal Court who resigns or is appointed to another court or otherwise ceases to hold office may, at the request of the Chief Justice of that court, at any time within eight weeks after that event, give judgment in any cause, action or matter previously tried by or heard before the judge as if he or she had continued in office.

Taking part in giving of judgment after judge of Federal Court of Appeal ceases to hold office (2) If a judge of the Federal Court of Appeal who resigns or is appointed to another court or otherwise ceases to hold office has heard a cause, an action or a matter in the Federal Court of Appeal jointly with other judges of that court, the judge may, at the request of the Chief Justice of the Federal Court of Appeal, at any time within eight weeks after the resignation, appointment or other ceasing to hold office, take part in the giving of judgment by that court as if he or she had continued in office.

If judge unable to take part in giving of judgment

(3) If a person to whom subsection (2) applies or any other judge by whom a matter in the Federal Court of Appeal has been heard is unable to take part in the giving of judgment or has died, the remaining judges may give judgment and, for that purpose, are deemed to constitute the Federal Court of Appeal.

1990, c. 8, s. 13

43. (1) Paragraphs 45.1(1)(a) to (c) of the Act are replaced by the following:

(a) the Chief Justice of the Federal Court of Appeal and the Chief Justice of the Federal Court;

41. L'article 44 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

44. Indépendamment de toute autre forme de réparation qu'elle peut accorder, la Cour d'appel fédérale ou la Cour fédérale peut, dans tous les cas où il lui paraît juste ou opportun de le faire, décerner un *mandamus*, une injonction ou une ordonnance d'exécution intégrale, ou nommer un séquestre, soit sans condition, soit selon les modalités qu'elle juge équitables.

Mandamus, injonction, exécution intégrale ou nomination d'un séquestre

42. L'article 45 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

45. (1) Le juge de la Cour d'appel fédérale ou de la Cour fédérale qui a cessé d'occuper sa charge, notamment par suite de démission ou de nomination à un autre poste, peut, dans les huit semaines qui suivent et à la demande du juge en chef du tribunal concerné, rendre son jugement dans toute affaire qu'il a instruite.

Jugement rendu après cessation de fonctions

(2) À la demande du juge en chef de la Cour d'appel fédérale, le juge de celle-ci qui se trouve dans la situation visée au paragraphe (1) après y avoir instruit une affaire conjointement avec d'autres juges peut, dans le délai fixé à ce paragraphe, concourir au prononcé du jugement par le tribunal.

Participation au jugement après cessation de fonctions

(3) En cas de décès ou d'empêchement d'un juge de la Cour d'appel fédérale — qu'il soit ou non dans la situation visée au paragraphe (2) — y ayant instruit une affaire, les autres juges peuvent rendre le jugement et, à cette fin, sont censés constituer le tribunal.

Empêchement ou décès

43. (1) Les alinéas 45.1(1)a) à c) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

a) le juge en chef de la Cour d'appel fédérale et le juge en chef de la Cour fédérale:

1990, ch. 8, art. 13

- (b) three judges designated by the Chief Justice of the Federal Court of Appeal and five judges designated by the Chief Justice of the Federal Court;
- (b.1) the Chief Administrator of the Courts Administration Service;
- (c) five members of the bar of any province designated by the Attorney General of Canada, after consultation with the Chief Justice of the Federal Court of Appeal and the Chief Justice of the Federal Court; and

1990, c. 8, s. 13

(2) Subsections 45.1(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

Representation

(2) The persons referred to in paragraph (1)(c) should be representative of the different regions of Canada and have experience in fields of law in respect of which the Federal Court of Appeal and the Federal Court have jurisdiction.

Chief Justice shall preside

(3) The Chief Justice of the Federal Court of Appeal or a member designated by the Chief Justice shall preside over the rules committee.

44. (1) The portion of paragraph 46(1)(a) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

(a) for regulating the practice and procedure in the Federal Court of Appeal and in the Federal Court, including, without restricting the generality of the foregoing,

(2) Subparagraph 46(1)(a)(v) of the Act is replaced by the following:

(v) rules governing the taking of evidence before a judge or any other qualified person, in or outside Canada, before or during trial and on commission or otherwise, of any person at a time either before or after the commencement of proceedings in the Federal Court of Appeal or the Federal Court to enforce the claim or possible claim in respect of which the evidence is required,

1990, c. 8, s. 14(2)

(3) Subparagraph 46(1)(a)(x) of the Act is replaced by the following:

(x) rules governing the material to be furnished to the Federal Court of Appeal or the Federal Court by the Tax Court of Canada or any federal board, commis-

- b) trois juges désignés par le juge en chef de la Cour d'appel fédérale et cinq juges désignés par le juge en chef de la Cour fédérale:
- *b*.1) l'administrateur en chef du Service administratif des tribunaux judiciaires;
- c) cinq avocats membres du barreau d'une province désignés par le procureur général du Canada, après consultation avec le juge en chef de la Cour d'appel fédérale et le juge en chef de la Cour fédérale;

(2) Les paragraphes 45.1(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(2) Les avocats visés à l'alinéa (1)c) sont

1990, ch. 8, art. 13

Représentativité

choisis, autant que faire se peut, de façon à assurer la représentation des diverses régions du pays et des divers champs de spécialisation du droit pour lesquels la Cour d'appel fédérale et la Cour fédérale ont compétence.

Présidence

(3) Le juge en chef de la Cour d'appel fédérale ou le membre choisi par lui préside le comité.

44. (1) Le passage de l'alinéa 46(1)a) de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

a) réglementer la pratique et la procédure à la Cour d'appel fédérale et à la Cour fédérale, et notamment :

(2) Le sous-alinéa 46(1)a)(v) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(v) régir les dépositions faites devant un juge ou toute autre personne qualifiée — au Canada ou à l'étranger, avant ou pendant l'instruction et, sur commission ou autrement, avant ou après le début de l'instance devant la Cour d'appel fédérale ou la Cour fédérale —, à l'appui d'une demande effective ou éventuelle,

(3) Le sous-alinéa 46(1)a)(x) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 8, par. 14(2)

(x) déterminer la documentation à fournir par la Cour canadienne de l'impôt ou par un office fédéral pour les besoins des appels, demandes ou renvois; sion or other tribunal, for the purposes of any appeal, application or reference;

(4) Paragraphs 46(1)(c) and (d) of the Act are replaced by the following:

- (c) for the effectual execution and working of any Act by or under which jurisdiction is conferred on the Federal Court of Appeal or the Federal Court or on any judge of either court in respect of proceedings in that court and the attainment of the intention and objects of that Act;
- (d) for fixing the fees to be paid by a party to the Registry of the Federal Court of Appeal and of the Federal Court for payment into the Consolidated Revenue Fund in respect of proceedings in those courts;

(5) Paragraph 46(1)(e) of the English version of the Act is replaced by the following:

(e) for regulating the duties of officers of the Federal Court of Appeal or the Federal Court;

(6) Paragraph 46(1)(g) of the English version of the Act is replaced by the following:

(g) for awarding and regulating costs in the Federal Court of Appeal or the Federal Court in favour of or against the Crown, as well as the subject;

(7) Paragraphs 46(1)(h) and (i) of the Act are replaced by the following:

- (h) empowering a prothonotary to exercise any authority or jurisdiction, subject to supervision by the Federal Court, even though the authority or jurisdiction may be of a judicial nature;
- (i) permitting a judge or prothonotary to vary a rule or to dispense with compliance with a rule in special circumstances;
- (*j*) despite subsection 28(3), providing for the enforcement of orders of the Federal Court of Appeal in the Federal Court;
- (k) designating an act or omission of a person to be in contempt of court, respecting the procedure to be followed in proceedings for contempt and establishing penalties for a finding of contempt; and

(4) Les alinéas 46(1)c) et d) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

- c) prendre les mesures nécessaires à l'application de toute loi donnant compétence à la Cour d'appel fédérale ou à la Cour fédérale ou à un juge de celles-ci en ce qui touche les instances devant elles;
- d) fixer les droits payables au greffe de la Cour d'appel fédérale et de la Cour fédérale par une partie, relativement aux procédures devant celle-ci, pour versement au Trésor;

(5) L'alinéa 46(1)e) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(e) for regulating the duties of officers of the Federal Court of Appeal or the Federal Court:

(6) L'alinéa 46(1)g) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(g) for awarding and regulating costs in the Federal Court of Appeal or the Federal Court in favour of or against the Crown, as well as the subject;

(7) Les alinéas 46(1)h) et i) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

- h) donner pouvoir aux protonotaires d'exercer une autorité ou une compétence même d'ordre judiciaire sous la surveillance de la Cour fédérale;
- i) permettre à un juge ou à un protonotaire de modifier une règle ou d'exempter une partie ou une personne de son application dans des circonstances spéciales;
- *j*) par dérogation au paragraphe 28(3), prévoir l'exécution devant la Cour fédérale des ordonnances de la Cour d'appel fédérale:
- k) déterminer les gestes actes ou omissions qui constituent des cas d'outrage au tribunal, régir la procédure à suivre dans les instances pour outrage au tribunal et

(l) dealing with any other matter that any provision of this Act contemplates being the subject of a rule or the Rules.

45. Sections 48 and 49 of the Act are replaced by the following:

How proceeding against Crown instituted

48. (1) A proceeding against the Crown shall be instituted by filing in the Registry of the Federal Court the original and two copies of a document that may be in the form set out in the schedule and by payment of the sum of \$2 as a filing fee.

Procedure for filing originating document

(2) The original and two copies of the originating document may be filed as required by subsection (1) by being forwarded, together with a remittance for the filing fee, by registered mail addressed to "The Registry, The Federal Court, Ottawa, Canada".

No juries

49. All causes or matters before the Federal Court of Appeal or the Federal Court shall be heard and determined without a jury.

46. (1) The portion of subsection 50(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Stay of proceedings authorized

50. (1) The Federal Court of Appeal or the Federal Court may, in its discretion, stay proceedings in any cause or matter

(2) Subsections 50(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

Stay of proceedings required

(2) The Federal Court of Appeal or the Federal Court shall, on application of the Attorney General of Canada, stay proceedings in any cause or matter in respect of a claim against the Crown if it appears that the claimant has an action or a proceeding in respect of the same claim pending in another court against a person who, at the time when the cause of action alleged in the action or proceeding arose, was, in respect of that matter, acting so as to engage the liability of the Crown.

fixer les peines à infliger en cas de condamnation pour outrage au tribunal;

l) régir toute autre question ressortissant implicitement, selon la présente loi, aux règles.

45. Les articles 48 et 49 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

48. (1) Pour entamer une procédure contre la Couronne, il faut déposer au greffe de la Cour fédérale l'original et deux copies de l'acte introductif d'instance, qui peut suivre le modèle établi à l'annexe, et acquitter la somme de deux dollars comme droit correspondant.

Acte introductif d'instance contre la Couronne

(2) Les deux formalités prévues au paragraphe (1) peuvent s'effectuer par courrier recommandé expédié à l'adresse suivante : Greffe de la Cour fédérale, Ottawa, Canada.

Procédure de dépôt

49. Dans toutes les affaires dont elle est saisie, la Cour fédérale ou la Cour d'appel fédérale exerce sa compétence sans jury.

Audition sans

46. (1) Le passage du paragraphe 50(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

50. (1) La Cour d'appel fédérale et la Cour fédérale ont le pouvoir discrétionnaire de suspendre les procédures dans toute affaire :

Suspension d'instance

(2) Les paragraphes 50(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(2) Sur demande du procureur général du Canada, la Cour d'appel fédérale ou la Cour fédérale, selon le cas, suspend les procédures dans toute affaire relative à une demande contre la Couronne s'il apparaît que le demandeur a intenté, devant un autre tribunal, une procédure relative à la même demande contre une personne qui, à la survenance du fait générateur allégué dans la procédure, agissait en l'occurrence de telle façon qu'elle engageait la responsabilité de la Couronne.

Idem

Lifting of stay

30

(3) A court that orders a stay under this section may subsequently, in its discretion, lift the stay.

1990, c. 8, s. 16

47. (1) Subsection 50.1(1) of the Act is replaced by the following:

Stay of proceedings

50.1 (1) The Federal Court shall, on application of the Attorney General of Canada, stay proceedings in any cause or matter in respect of a claim against the Crown where the Crown desires to institute a counter-claim or third-party proceedings in respect of which the Federal Court lacks jurisdiction.

1990, c. 8, s. 16

(2) Subsection 50.1(2) of the English version of the Act is replaced by the following:

Recommence in provincial court (2) If the Federal Court stays proceedings under subsection (1), the party who instituted them may recommence the proceedings in a court constituted or established by or under a law of a province and otherwise having jurisdiction with respect to the subject-matter of the proceedings.

1990, c. 8, s. 16

(3) Subsection 50.1(3) of the Act is replaced by the following:

Prescription and limitation of actions (3) If proceedings are recommenced under subsection (2) within 100 days after the proceedings are stayed in the Federal Court, the claim against the Crown in the recommenced proceedings is deemed, for the purposes of any laws relating to prescription and the limitation of actions, to have been instituted on the day the proceedings in the Federal Court were instituted.

48. Section 51 of the Act is replaced by the following:

Reasons for judgment to be filed

51. If a judge gives reasons for a judgment pronounced by the judge or pronounced by a court of which the judge was a member, the judge shall file a copy of the reasons in the Registry of the court.

49. The heading before section 52 of the Act is replaced by the following:

(3) Le tribunal qui a ordonné la suspension peut, à son appréciation, ultérieurement la lever

Levée de la suspension

47. (1) Le paragraphe 50.1(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 8, art. 16

50.1 (1) Sur requête du procureur général du Canada, la Cour fédérale ordonne la suspension des procédures relatives à toute réclamation contre la Couronne à l'égard de laquelle cette dernière entend présenter une demande reconventionnelle ou procéder à une mise en cause pour lesquelles la Cour n'a pas compétence.

Suspension des procédures

(2) Le paragraphe 50.1(2) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 8, art. 16

(2) If the Federal Court stays proceedings under subsection (1), the party who instituted them may recommence the proceedings in a court constituted or established by or under a law of a province and otherwise having jurisdiction with respect to the subject-matter of the proceedings.

Recommence in provincial court

(3) Le paragraphe 50.1(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 8,

(3) Pour l'application des règles de droit en matière de prescription dans le cadre des procédures reprises conformément au paragraphe (2), est réputée être la date de l'introduction de l'action celle de son introduction devant la Cour fédérale si la reprise survient dans les cent jours qui suivent la suspension.

Prescription

48. L'article 51 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

51. Le juge qui motive un jugement rendu par lui ou par le tribunal dont il est membre dépose une copie de l'énoncé des motifs au greffe du tribunal.

Dépôt des motifs du jugement

49. L'intertitre précédant l'article 52 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

JUDGMENTS OF FEDERAL COURT OF APPEAL

50. The portion of section 52 of the Act before subparagraph (c)(i) is replaced by the following:

Powers of Federal Court of Appeal

- **52.** The Federal Court of Appeal may
- (a) quash proceedings in cases brought before it in which it has no jurisdiction or whenever those proceedings are not taken in good faith;
- (b) in the case of an appeal from the Federal Court.
 - (i) dismiss the appeal or give the judgment and award the process or other proceedings that the Federal Court should have given or awarded,
 - (ii) in its discretion, order a new trial if the ends of justice seem to require it, or
 - (iii) make a declaration as to the conclusions that the Federal Court should have reached on the issues decided by it and refer the matter back for a continuance of the trial on the issues that remain to be determined in light of that declaration; and
- (c) in the case of an appeal other than an appeal from the Federal Court,

51. Sections 53 and 54 of the Act are replaced by the following:

Taking of evidence **53.** (1) The evidence of any witness may by order of the Federal Court of Appeal or the Federal Court be taken, subject to any rule or order that may relate to the matter, on commission, on examination or by affidavit.

Admissibility of evidence

(2) Evidence that would not otherwise be admissible is admissible, in the discretion of the Federal Court of Appeal or the Federal Court and subject to any rule that may relate to the matter, if it would be admissible in a similar matter in a superior court of a province in accordance with the law in force in any province, even though it is not admissible under section 40 of the *Canada Evidence Act*.

JUGEMENTS DE LA COUR D'APPEL FÉDÉRALE

50. Le passage de l'article 52 de la même loi précédant l'alinéa c) est remplacé par ce qui suit :

52. La Cour d'appel fédérale peut :

- a) arrêter les procédures dans les causes qui ne sont pas de son ressort ou entachées de mauvaise foi;
- b) dans le cas d'un appel d'une décision de la Cour fédérale :
 - (i) soit rejeter l'appel ou rendre le jugement que la Cour fédérale aurait dû rendre et prendre toutes mesures d'exécution ou autres que celle-ci aurait dû prendre,
 - (ii) soit, à son appréciation, ordonner un nouveau procès, si l'intérêt de la justice paraît l'exiger,
 - (iii) soit énoncer, dans une déclaration, les conclusions auxquelles la Cour fédérale aurait dû arriver sur les points qu'elle a tranchés et lui renvoyer l'affaire pour poursuite de l'instruction, à la lumière de cette déclaration, sur les points en suspens;

51. Les articles 53 et 54 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

53. (1) La déposition d'un témoin peut, par ordonnance de la Cour d'appel fédérale ou de la Cour fédérale, selon le cas, et sous réserve de toute règle ou ordonnance applicable en la matière, être recueillie soit par commission rogatoire, soit lors d'un interrogatoire, soit par affidavit.

(2) Par dérogation à l'article 40 de la *Loi sur la preuve au Canada* mais sous réserve de toute règle applicable en la matière, la Cour d'appel fédérale et la Cour fédérale ont le pouvoir discrétionnaire d'admettre une preuve qui ne serait pas autrement admissible si, selon le droit en vigueur dans une province, elle l'était devant une cour supérieure de cette province.

Pouvoirs de la Cour d'appel fédérale

Déposition

Admissibilité de la preuve Who may administer oath, affidavit or affirmation C. 8

54. (1) All persons authorized to take and receive affidavits to be used in any of the superior courts of a province may administer oaths and take and receive affidavits, declarations and solemn affirmations to be used in the Federal Court of Appeal or the Federal Court.

Person empowered by commission

(2) The Governor in Council may, by commission, empower any person who the Governor in Council thinks necessary, in or outside Canada, to administer oaths and to take and receive affidavits, declarations and solemn affirmations in or concerning any proceeding had or to be had in the Federal Court of Appeal or the Federal Court.

Oath affidavit or affirmation is valid

(3) Every oath, affidavit, declaration or solemn affirmation taken or made under this section is as valid and of the same effect, to all intents, as if it had been administered, taken, sworn, made or affirmed before the Federal Court of Appeal or the Federal Court.

Style of commissioner

(4) Every commissioner empowered under subsection (2) shall be styled a commissioner for administering oaths in the Federal Court of Appeal and the Federal Court.

1996, c. 31, s. 83

52. (1) Subsection 55(1) of the Act is replaced by the following:

Application of process

55. (1) The process of the Federal Court of Appeal and of the Federal Court runs throughout Canada and any other place to which legislation enacted by Parliament has been made applicable.

(2) Subsections 55(4) and (5) of the Act are replaced by the following:

Sheriff to execute process

(4) A sheriff or marshal shall execute the process of the Federal Court of Appeal or the Federal Court that is directed to the sheriff or marshal, whether or not it requires the sheriff or marshal to act outside their geographical jurisdiction, and shall perform all other duties expressly or impliedly assigned to the sheriff or marshal by the Rules.

Federal Court process if absence or incapacity of sheriff

(5) If there is no sheriff or marshal or a sheriff or marshal is unable or unwilling to act, the process of the Federal Court shall be directed to a deputy sheriff or deputy marshal, or to any other person provided for by the Rules or by a special order of that court made

54. (1) Les personnes habilitées à recevoir des affidavits destinés à servir devant une cour supérieure provinciale peuvent faire prêter serment et recevoir les affidavits, déclarations et affirmations solennelles destinés à servir devant la Cour d'appel fédérale ou la Cour fédérale.

Habilitation nar commission

Habilitation à

faire prêter

serment

(2) Quand il le juge nécessaire, le gouverneur en conseil peut, par commission, habiliter certaines personnes, au Canada ou à l'étranger, à faire prêter serment et à recevoir des affidavits et des déclarations ou affirmations solennelles lors ou à l'occasion de toute procédure actuelle ou éventuelle devant la Cour d'appel fédérale ou la Cour fédérale.

> Validité des serments faits hors Cour

(3) Les serments, affidavits, déclarations ou affirmations solennelles faits en conformité avec le présent article ont la même valeur que s'ils étaient faits devant la Cour d'appel fédérale ou la Cour fédérale.

Titre du

(4) Tout commissaire habilité en application du paragraphe (2) porte le titre de commissaire aux serments auprès de la Cour d'appel fédérale et de la Cour fédérale.

commissaire

52. (1) Le paragraphe 55(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1996, ch. 31. art. 83

55. (1) Les moyens de contrainte de la Cour d'appel fédérale et de la Cour fédérale sont exécutoires dans tout le Canada et en tout autre lieu où s'applique la législation fédérale.

Champ d'application

(2) Les paragraphes 55(4) et (5) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(4) Le shérif ou le prévôt exécute les moyens de contrainte de la Cour d'appel fédérale ou de la Cour fédérale qui lui sont adressés même s'il doit pour cela agir en dehors de son ressort : il exerce en outre les fonctions qui peuvent lui être attribuées expressément ou implicitement par les règles.

Fonctions du shérif

(5) En cas d'absence ou d'empêchement du shérif ou du prévôt, ou de vacance du poste ou de refus d'exécution par le titulaire, le moyen de contrainte est adressé au shérif adjoint ou prévôt adjoint, ou à toute autre personne prévue par les règles ou une ordonnance

Absence on empêchement du shérif

for a particular case, and that person is entitled to take and retain for their own use the fees provided for by the Rules or the special order.

Federal Court of Appeal process if absence or incapacity of sheriff (6) If there is no sheriff or marshal or a sheriff or marshal is unable or unwilling to act, the process of the Federal Court of Appeal shall be directed to a deputy sheriff or deputy marshal, or to any other person provided for by the Rules or by a special order of that court made for a particular case, and that person is entitled to take and retain for their own use the fees provided for by the Rules or the special order.

53. (1) Subsections 56(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

Analogy to provincial process

56. (1) In addition to any writs of execution or other process that are prescribed by the Rules for enforcement of its judgments or orders, the Federal Court of Appeal or the Federal Court may issue process against the person or the property of any party, of the same tenor and effect as those that may be issued out of any of the superior courts of the province in which a judgment or an order is to be executed, and if, by the law of that province, an order of a judge is required for the issue of a process, a judge of that court may make a similar order with respect to like process to issue out of that court.

Process against person

- (2) No person shall be taken into custody under process of execution for debt issued out of the Federal Court of Appeal or the Federal Court.
- (2) Subsection 56(3) of the English version of the Act is replaced by the following:

Process against property

- (3) All writs of execution or other process against property, whether prescribed by the Rules or authorized by subsection (1), shall
 - (a) unless otherwise provided by the Rules, be executed, with respect to the property liable to execution and the mode of seizure and sale, as nearly as possible in the same manner as similar writs or process that are issued out of the superior courts of the province in which the property to be seized

spécifique de la Cour fédérale. Cette personne a droit, pour son propre compte, aux émoluments prévus par les règles ou l'ordonnance en cause.

(6) En cas d'absence ou d'empêchement du shérif ou du prévôt, ou de vacance du poste ou de refus d'exécution par le titulaire, le moyen de contrainte est adressé au shérif adjoint ou prévôt adjoint, ou à toute autre personne prévue par les règles ou une ordonnance spécifique de la Cour d'appel fédérale. Cette personne a droit, pour son propre compte, aux émoluments prévus par les règles ou l'ordonnance en cause.

Absence ou empêchement du shérif

53. (1) Les paragraphes 56(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

56. (1) Outre les brefs de saisie-exécution ou autres moyens de contrainte prescrits par les règles pour l'exécution de ses jugements ou ordonnances, la Cour d'appel fédérale ou la Cour fédérale peut délivrer des moyens de contrainte visant la personne ou les biens d'une partie et ayant la même teneur et le même effet que ceux émanant d'une cour supérieure de la province dans laquelle le jugement ou l'ordonnance doivent être exécutés. Si, selon le droit de la province, le moyen de contrainte que doit délivrer la Cour d'appel fédérale ou la Cour fédérale nécessite l'ordonnance d'un juge, un de ses juges peut rendre une telle ordonnance.

Analogie avec les moyens de contrainte des tribunaux provinciaux

(2) La délivrance, par la Cour d'appel fédérale ou la Cour fédérale, d'un bref de saisie-exécution pour dette ne peut donner lieu à incarcération.

Moyens de contrainte visant une personne

(2) Le paragraphe 56(3) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

- (3) All writs of execution or other process against property, whether prescribed by the Rules or authorized by subsection (1), shall
 - (a) unless otherwise provided by the Rules, be executed, with respect to the property liable to execution and the mode of seizure and sale, as nearly as possible in the same manner as similar writs or process that are issued out of the superior courts of the province in which the property to be seized

Process against property 34

is situated are, by the law of that province, required to be executed; and

(b) bind property in the same manner as similar writs or process issued by the provincial superior courts, and the rights of purchasers under the writs or process are the same as those of purchasers under those similar writs or process.

(3) Subsection 56(4) of the Act is replaced by the following:

Claim against property seized (4) Every claim made by a person to property seized under a writ of execution or other process issued out of the Federal Court of Appeal or the Federal Court, or to the proceeds of its sale, shall, unless otherwise provided by the Rules, be heard and disposed of as nearly as may be according to the procedure applicable to like claims to property seized under similar writs or process issued out of the courts of the provinces.

1990, c. 8, s. 19

54. (1) Subsections 57(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

Constitutional questions

57. (1) If the constitutional validity, applicability or operability of an Act of Parliament or of the legislature of a province, or of regulations made under such an Act, is in question before the Federal Court of Appeal or the Federal Court or a federal board, commission or other tribunal, other than a service tribunal within the meaning of the *National Defence Act*, the Act or regulation shall not be judged to be invalid, inapplicable or inoperable unless notice has been served on the Attorney General of Canada and the attorney general of each province in accordance with subsection (2).

Time of notice

(2) The notice must be served at least 10 days before the day on which the constitutional question is to be argued, unless the Federal Court of Appeal or the Federal Court or the federal board, commission or other tribunal, as the case may be, orders otherwise.

1990, c. 8, s. 19

(2) Subsection 57(3) of the English version of the Act is replaced by the following:

is situated are, by the law of that province, required to be executed; and

(b) bind property in the same manner as similar writs or process issued by the provincial superior courts, and the rights of purchasers under the writs or process are the same as those of purchasers under those similar writs or process.

(3) Le paragraphe 56(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Sauf disposition contraire des règles, l'instruction et le jugement de toute contestation en matière de saisie effectuée en vertu d'un moyen de contrainte de la Cour d'appel fédérale ou de la Cour fédérale, ou de toute prétention sur le produit des biens saisis, suivent autant que possible la procédure applicable aux revendications semblables concernant des biens saisis en vertu de moyens de contrainte similaires émanant des tribunaux provinciaux.

Opposition à

54. (1) Les paragraphes 57(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1990, ch. 8, art. 19

57. (1) Les lois fédérales ou provinciales ou leurs textes d'application, dont la validité, l'applicabilité ou l'effet, sur le plan constitutionnel, est en cause devant la Cour d'appel fédérale ou la Cour fédérale ou un office fédéral, sauf s'il s'agit d'un tribunal militaire au sens de la *Loi sur la défense nationale*, ne peuvent être déclarés invalides, inapplicables ou sans effet, à moins que le procureur général du Canada et ceux des provinces n'aient été avisés conformément au paragraphe (2).

Questions constitutionnelles

(2) L'avis est, sauf ordonnance contraire de la Cour d'appel fédérale ou de la Cour fédérale ou de l'office fédéral en cause, signifié au moins dix jours avant la date à laquelle la question constitutionnelle qui en fait l'objet doit être débattue.

(2) Le paragraphe 57(3) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Formule et délai de l'avis

1990, ch. 8, art. 19

Notice of appeal or application for judicial review (3) The Attorney General of Canada and the attorney general of each province are entitled to notice of any appeal or application for judicial review made in respect of the constitutional question.

1990, c. 8, s. 19

(3) Subsection 57(4) of the Act is replaced by the following:

Right to be

(4) The Attorney General of Canada and the attorney general of each province are entitled to adduce evidence and make submissions to the Federal Court of Appeal or the Federal Court or the federal board, commission or other tribunal, as the case may be, in respect of the constitutional question.

1990, c. 8, s. 19

(4) Subsection 57(5) of the English version of the Act is replaced by the following:

Appeal

(5) If the Attorney General of Canada or the attorney general of a province makes submissions, that attorney general is deemed to be a party to the proceedings for the purpose of any appeal in respect of the constitutional question

1990, c. 8, s. 19

55. Section 57.1 of the Act is replaced by the following:

Fees to be paid to Receiver General **57.1** All fees payable in respect of proceedings in the Federal Court of Appeal or the Federal Court shall be paid to the Receiver General unless they are, in accordance with an arrangement made by the Minister of Justice, to be received and dealt with in the same manner as amounts paid as provincial court fees, in which case they shall be dealt with as so provided.

56. Subsections 58(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

Law reports editor **58.** (1) The Minister of Justice shall appoint or designate a fit and proper person to be editor of the official reports of the decisions of the Federal Court of Appeal and the Federal Court and may appoint a committee of not more than five persons to advise the editor.

(3) The Attorney General of Canada and the attorney general of each province are entitled to notice of any appeal or application for judicial review made in respect of the constitutional question.

(3) Le paragraphe 57(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 8, art. 19

Notice of

appeal or

application

for judicial

review

(4) Le procureur général à qui un avis visé aux paragraphes (1) ou (3) est signifié peut présenter une preuve et des observations à la Cour d'appel fédérale ou à la Cour fédérale et à l'office fédéral en cause, à l'égard de la question constitutionnelle en litige.

Droit des procureurs généraux d'être entendus

(4) Le paragraphe 57(5) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

art. 19

Appeal

1990, ch. 8,

(5) If the Attorney General of Canada or the attorney general of a province makes submissions, that attorney general is deemed to be a party to the proceedings for the purpose of any appeal in respect of the constitutional question.

55. L'article 57.1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 8, art. 19

57.1 Les frais occasionnés par les procédures devant la Cour d'appel fédérale ou la Cour fédérale sont payables au receveur général sauf si s'applique à leur égard un arrangement conclu par le ministre de la Justice, aux termes duquel ils doivent être perçus et traités de la même façon que les sommes payées à titre de frais judiciaires dans une affaire relevant d'un tribunal provincial.

Frais payables au receveur général

56. Les paragraphes 58(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

58. (1) Le ministre de la Justice nomme ou désigne au poste d'arrêtiste une personne qualifiée chargée d'éditer le recueil des décisions de la Cour d'appel fédérale et de la Cour fédérale; il peut aussi nommer un comité de cinq personnes au plus pour conseiller l'arrêtiste.

Arrêtiste

C. 8

Contents

(2) The editor shall include in the reports only the decisions or the parts of them that, in the editor's opinion, are of sufficient significance or importance to warrant publication in the reports.

57. Section 59 of the Act is replaced by the following:

Police services

- **59.** Any services or assistance in connection with the conduct of the hearings of the Federal Court of Appeal and of the Federal Court, the security of those courts and their premises and of staff of the Courts Administration Service, or in connection with the execution of orders and judgments of those courts, that may, having regard to the circumstances, be found necessary shall be provided, at the request of the Chief Justice of each of those courts, by the Royal Canadian Mounted Police or any other police force that the Governor in Council may designate.
- 58. The schedule to the Act is replaced by the schedule set out in the schedule to this Act.

R.S., c. T-2

AMENDMENTS TO THE TAX COURT OF CANADA ${\sf ACT}$

- 59. (1) The definitions "Associate Chief Judge" and "Chief Judge" in section 2 of the English version of the *Tax Court of Canada Act* are repealed.
- (2) The definition "judge" in section 2 of the English version of the Act is replaced by the following:

"judge" « *juge* »

- "judge" means a judge of the Court and, unless the context otherwise requires, includes the Chief Justice and Associate Chief Justice.
- (3) Section 2 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

"Registry" « greffe » "Registry" means a registry established by the Chief Administrator of the Courts Administration Service pursuant to the *Courts Administration Service Act* for the purposes of this Act. (2) Ne sont publiés dans le recueil que les décisions ou les extraits de décisions considérés par l'arrêtiste comme présentant suffisamment d'importance ou d'intérêt.

Contenu des

Police

57. L'article 59 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

59. Les services ou l'assistance qui peuvent, compte tenu des circonstances, être jugés nécessaires, en ce qui concerne la conduite des débats de la Cour d'appel fédérale ou de la Cour fédérale, la sécurité de leurs membres, de leurs locaux et du personnel du Service administratif des tribunaux judiciaires, ou l'exécution de leurs ordonnances et jugements, sont fournis, à la demande du juge en chef de l'un ou l'autre de ces tribunaux, par la Gendarmerie royale du Canada ou tout autre corps policier que le gouverneur en conseil peut désigner.

58. L'annexe de la même loi est remplacée par celle figurant à l'annexe de la présente loi.

MODIFICATION DE LA LOI SUR LA COUR CANADIENNE DE L'IMPÔT

L.R., ch. T-2

- 59. (1) Les définitions de « Associate Chief Judge » et « Chief Judge », à l'article 2 de la version anglaise de la *Loi sur la Cour canadienne de l'impôt*, sont abrogées.
- (2) La définition de « judge », à l'article 2 de la version anglaise de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

"judge" means a judge of the Court and, unless the context otherwise requires, includes the Chief Justice and Associate Chief Justice: "judge" « juge »

- (3) L'article 2 de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :
- « greffe » Greffe établi, pour l'application de la présente loi, par l'administrateur en chef du Service administratif des tribunaux judiciaires aux termes de la *Loi sur le Service* administratif des tribunaux judiciaires.

« greffe » "Registry"

(4) Section 2 of the English version of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

"Associate Chief Justice" « juge en chef adjoint »

« juge en

chef »

adjoint »

"Chief Justice" n

Justice" C

"Associate Chief Justice" means the Associate Chief Justice of the Court;

"Chief Justice" means the Chief Justice of the Court;

(4) L'article 2 de la version anglaise de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

"Associate Chief Justice" means the Associate Chief Justice of the Court;

"Associate Chief Justice" « juge en chef adjoint »

"Chief Justice" means the Chief Justice of the Court;

"Chief Justice" « juge en chef »

60. Section 3 of the Act is replaced by the following:

Tax Court of Canada continued

3. The Tax Court of Canada is continued under the name of the Tax Court of Canada as a superior court of record.

61. (1) Paragraphs 4(1)(a) and (b) of the English version of the Act are replaced by the following:

- (a) a chief justice called the Chief Justice of the Tax Court of Canada;
- (b) an associate chief justice called the Associate Chief Justice of the Tax Court of Canada; and

1996, c. 22, s. 3

(2) Paragraph 4(3)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) is or has been a judge of a superior court in Canada;

(3) Subsection 4(4) of the Act is replaced by the following:

Chief Justice or Associate Chief Justice to be from Ouebec

(4) Either the Chief Justice or the Associate Chief Justice shall be a person who is or was a member of the bar of the Province of Quebec.

62. (1) Subsections 5(1) and (2) of the English version of the Act are replaced by the following:

5. (1) The Chief Justice, and after the Chief Justice the Associate Chief Justice, has rank and precedence over all the other judges.

60. L'article 3 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

3. La Cour canadienne de l'impôt est maintenue en cour supérieure d'archives.

Continuité de la Cour canadienne de l'impôt

61. (1) Les alinéas 4(1)a) et b) de la version anglaise de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

- (a) a chief justice called the Chief Justice of the Tax Court of Canada;
- (b) an associate chief justice called the Associate Chief Justice of the Tax Court of Canada; and

(2) L'alinéa 4(3)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1996, ch. 22, art. 3

a) les juges, actuels ou anciens, de cour supérieure;

(3) Le paragraphe 4(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Le juge en chef ou le juge en chef adjoint doit être ou avoir été membre du barreau de la province de Québec.

Représentation du Québec

62. (1) Les paragraphes 5(1) et (2) de la version anglaise de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

5. (1) The Chief Justice, and after the Chief Justice the Associate Chief Justice, has rank and precedence over all the other judges.

Chief Justice and Associate Chief Justice to have rank and precedence over all judges

Chief Justice and Associate Chief Justice to have rank and precedence over all judges C. 8

Rank and precedence among other judges (2) The other judges have rank and precedence after the Chief Justice and the Associate Chief Justice and among themselves according to seniority determined by reference to the respective times when they became judges of the Court or members of the Tax Review Board.

R.S., c. 51 (4th Supp.),

Incapacity of Chief Justice, etc.

(2) Subsection 5(3) of the Act is replaced by the following:

- (3) If the office of Chief Justice is vacant, or the Chief Justice is for any reason unable to act, the powers of the Chief Justice shall be exercised and the duties of the Chief Justice shall be performed
 - (a) by the Associate Chief Justice;
 - (b) in the event of the incapacity of the Associate Chief Justice or if the office of Associate Chief Justice is vacant, by a judge designated by the Chief Justice for that purpose; or
 - (c) in the event of the incapacity of the judge referred to in paragraph (b), or if the Chief Justice has not designated a judge under that paragraph, by the senior judge who is in Canada and is able and willing to act and who has not elected to hold office as a supernumerary judge under section 28 of the Judges Act.
 - 63. Subsection 6(2) of the Act is repealed.

64. (1) Subsection 8(1) of the English version of the Act is replaced by the following:

Oath of office

8. (1) Every judge shall, before entering on the duties of their office, take an oath that they will duly and faithfully, and to the best of their skill and knowledge, execute the powers and trusts reposed in them as a judge of the Court.

(2) Subsection 8(2) of the Act is replaced by the following:

How administered

(2) The oath referred to in subsection (1) shall be administered to the Chief Justice before the Governor General, and to the other judges by the Chief Justice or, in the absence or incapacity of the Chief Justice, by any other judge.

(2) The other judges have rank and precedence after the Chief Justice and the Associate Chief Justice and among themselves according to seniority determined by reference to the respective times when they became judges of the Court or members of the Tax Review Board.

(2) Le paragraphe 5(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) En cas d'empêchement du juge en chef ou de vacance de son poste, le juge en chef adjoint assure l'intérim. Si ce dernier ne peut agir du fait qu'il est lui-même empêché ou que son poste est vacant, l'intérim est assuré par un juge désigné par le juge en chef. À défaut de pareille désignation ou encore en cas d'empêchement du juge désigné, le juge de rang le plus élevé qui se trouve au Canada assure l'intérim à condition d'être en mesure d'agir et d'y consentir, et de ne pas avoir choisi de devenir juge surnuméraire en vertu de l'article 28 de la *Loi sur les juges*.

Rank and precedence among other judges

L.R., ch. 51 (4e suppl.),

Empêchement du juge en chef, du juge en chef adjoint, etc.

63. Le paragraphe 6(2) de la même loi est abrogé.

64. (1) Le paragraphe 8(1) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

8. (1) Every judge shall, before entering on the duties of their office, take an oath that they will duly and faithfully, and to the best of their skill and knowledge, execute the powers and trusts reposed in them as a judge of the Court.

(2) Le paragraphe 8(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Le gouverneur général reçoit le serment du juge en chef. Celui-ci reçoit le serment des autres juges. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, un autre juge reçoit leur serment. Oath of office

Mode de prestation du serment 1998, c. 19, s. 289

65. (1) Subsection 9(1) of the Act is replaced by the following:

Deputy judges of the Court **9.** (1) Subject to subsection (3), any judge or former judge of a superior court in Canada or any judge or former judge of any other court who was appointed under an Act of the legislature of a province may, at the request of the Chief Justice made with the approval of the Governor in Council, act as a judge of the Court and while so acting has all the powers of a judge of the Court and shall be referred to as a deputy judge of the Court.

(2) Subsection 9(4) of the English version of the Act is replaced by the following:

Salary

(4) A person who acts as a judge for a period under subsection (1) shall be paid a salary for the period at the rate fixed by the *Judges Act* for a judge of the Court, other than the Chief Justice or the Associate Chief Justice, less any amount otherwise payable to the person under that Act in respect of the period, and shall also be paid the travel allowances that a judge is entitled to be paid under that Act.

66. Section 11 of the English version of the Act is replaced by the following:

Additional office of judge

11. For each of the offices of Chief Justice and Associate Chief Justice, there shall be an additional office of judge that the Chief Justice or Associate Chief Justice, respectively, may elect under the *Judges Act* to hold.

67. Section 13 of the Act is replaced by the following:

Contempt against Court **13.** The Court has the power, jurisdiction and authority to deal with and impose punishment for contempt against the Court, whether or not committed in the face of the Court.

R.S., c. 51 (4th Supp.), s. 5

68. Subsection 14(2) of the English version of the Act is replaced by the following:

Arrangements to be made by Chief Justice (2) Subject to the rules of Court, all arrangements that may be necessary or proper for the transaction of the business of the Court and the assignment from time to time of judges to transact that business shall be made by the Chief Justice.

65. (1) Le paragraphe 9(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1998, ch. 19, art. 289

Juges

Salary

suppléants

9. (1) Sous réserve du paragraphe (3), le gouverneur en conseil peut autoriser le juge en chef à demander l'affectation auprès de la Cour de juges choisis parmi les juges, actuels ou anciens, de cour supérieure ou encore parmi ceux nommés en application d'une loi provinciale. Les juges ainsi affectés ont qualité de juges suppléants et sont investis des pouvoirs des juges de la Cour.

(2) Le paragraphe 9(4) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) A person who acts as a judge for a period under subsection (1) shall be paid a salary for the period at the rate fixed by the *Judges Act* for a judge of the Court, other than the Chief Justice or the Associate Chief Justice, less any amount otherwise payable to the person under that Act in respect of the period, and shall also be paid the travel allowances that a judge is entitled to be paid under that Act.

66. L'article 11 de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

11. For each of the offices of Chief Justice and Associate Chief Justice, there shall be an additional office of judge that the Chief Justice or Associate Chief Justice, respectively, may elect under the *Judges Act* to hold.

Additional office of judge

67. L'article 13 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

13. La Cour est compétente pour connaître de tout outrage commis au cours de ses audiences ou en dehors de celles-ci.

Outrage au tribunal

68. Le paragraphe 14(2) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 51 (4^e suppl.), art. 5

(2) Subject to the rules of Court, all arrangements that may be necessary or proper for the transaction of the business of the Court and the assignment from time to time of judges to transact that business shall be made by the Chief Justice.

Arrangements to be made by Chief Justice R.S., c. 51 (4th Supp.),

69. Section 14.1 of the Act is replaced by the following:

Police force

14.1 Any services or assistance in connection with the conduct of the Court's hearings, the security of the Court and its premises and of staff of the Courts Administration Service that may, having regard to the circumstances, be found necessary shall be provided, at the request of the Chief Justice, by the Royal Canadian Mounted Police or any other police force that the Governor in Council may designate.

R.S., c. 51 (4th Supp.),

70. Section 16 of the English version of the Act is replaced by the following:

Giving of judgment after judge ceases to hold office

16. If a judge resigns or is appointed to another court or otherwise ceases to hold office, the judge may, at the request of the Chief Justice, at any time within eight weeks after that event, give judgment in any matter previously tried by or heard before the judge as if he or she had continued in office.

R.S., c. 51 (4th Supp.),

71. Section 17.4 of the Act is replaced by the following:

Judgment shall be mailed 17.4 When the Court has rendered its judgment in a proceeding in respect of which this section applies, a copy of the judgment and any written reasons for it shall be sent to each party to the proceeding.

R.S., c. 51 (4th Supp.),

72. Sections 17.6 and 17.7 of the Act are replaced by the following:

Appeals to Federal Court of Appeal **17.6** An appeal from a judgment of the Court in a proceeding in respect of which this section applies lies to the Federal Court of Appeal in accordance with section 27 of the *Federal Courts Act*.

Procedure

17.7 A party wishing to appeal to the Federal Court of Appeal from a judgment of the Court in a proceeding in respect of which this section applies shall give notice of appeal to the Registry of the Federal Court of Appeal and all provisions of the *Federal Courts Act* and the rules made under that Act governing appeals to the Federal Court of Appeal apply, with any modifications that the circumstances require, in respect of the appeal.

69. L'article 14.1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 51 (4^e suppl.),

Police

14.1 Les services ou l'assistance qui peuvent, compte tenu des circonstances, être jugés nécessaires, en ce qui concerne la conduite des débats de la Cour, la sécurité de ses membres, de ses locaux et du personnel du Service administratif des tribunaux judiciaires, sont fournis, à la demande du juge en chef, par la Gendarmerie royale du Canada ou tout autre corps policier que le gouverneur en conseil peut désigner.

70. L'article 16 de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 51 (4e suppl.),

16. If a judge resigns or is appointed to another court or otherwise ceases to hold office, the judge may, at the request of the Chief Justice, at any time within eight weeks after that event, give judgment in any matter previously tried by or heard before the judge as if he or she had continued in office.

Giving of judgment after judge ceases to hold office

71. L'article 17.4 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 51 (4^e suppl.), art. 5

17.4 Dès que la Cour rend son jugement, une copie — y compris, le cas échéant, l'énoncé des motifs — est envoyée à chacune des parties.

Envoi par la poste

72. Les articles 17.6 et 17.7 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. 51 (4e suppl.), art 5

17.6 Appel d'une décision de la Cour peut être interjeté auprès de la Cour d'appel fédérale en conformité avec l'article 27 de la *Loi sur les Cours fédérales*.

Appels à la Cour d'appel fédérale

17.7 La partie qui désire se prévaloir de l'article 17.6 donne un avis d'appel au greffe de la Cour d'appel fédérale; l'appel est régi, avec les adaptations nécessaires, par la *Loi sur les Cours fédérales* et les règles prises aux termes de cette loi régissant les appels à ce tribunal.

Procédure

R.S., c. 51 (4th Supp.),

73. Subsection 18.19(1) of the Act is replaced by the following:

Notice of hearing

18.19 (1) When the date of a hearing has been fixed, a copy of the notice of hearing shall, not later than thirty days before that date, be sent by registered mail to all parties, or served on all parties.

1993, c. 27, s. 220(2)

74. Subsection 18.22(3) of the Act is replaced by the following:

Copy of decision

(3) On the disposition of an appeal referred to in section 18, a copy of the decision and written reasons for the decision, if any, shall be forwarded by registered mail to the Minister of National Revenue and to each party to the appeal.

R.S., c. 51 (4th Supp.),

75. Sections 18.24 and 18.25 of the Act are replaced by the following:

Final judgment

18.24 An appeal from a judgment of the Court in a proceeding in respect of which this section applies lies to the Federal Court of Appeal in accordance with section 27 of the *Federal Courts Act*.

Costs

18.25 If the Minister of National Revenue appeals a judgment referred to in section 18.24, the reasonable and proper costs of the taxpayer in respect of the appeal shall be paid by Her Majesty in right of Canada.

1990, c. 45, s. 61

76. The portion of section 18.3008 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Costs on further appeal

18.3008 If a judgment on an appeal referred to in section 18.3001 is appealed by the Minister of National Revenue under section 27 of the *Federal Courts Act*, the reasonable and proper costs of the appeal under that section of the person who brought the appeal referred to in section 18.3001 shall be borne by Her Majesty in right of Canada if that appeal was an appeal for which

77. The Act is amended by adding the following after section 19:

73. Le paragraphe 18.19(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 51 (4^e suppl.), art. 5

18.19 (1) Lorsqu'une date d'audition a été fixée, un avis d'audition doit parvenir par courrier recommandé à toutes les parties en cause, ou doit leur être signifié, au plus tard trente jours avant cette date.

Avis d'audition

74. Le paragraphe 18.22(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1993, ch. 27, par. 220(2)

(3) Dès qu'une décision est rendue sur un appel visé à l'article 18, une copie doit parvenir, sous pli recommandé, — accompagnée, le cas échéant, de l'énoncé des motifs — au ministre du Revenu national et à chacune des parties.

Envoi de copies

75. Les articles 18.24 et 18.25 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. 51 (4e suppl.), art. 5

18.24 Appel d'un jugement de la Cour peut être interjeté auprès de la Cour d'appel fédérale en conformité avec l'article 27 de la *Loi sur les Cours fédérales*.

Appels à la Cour d'appel fédérale

18.25 Les frais entraînés pour le contribuable par un appel interjeté par le ministre du Revenu national relativement à un jugement visé à l'article 18.24 sont payés par Sa Majesté du chef du Canada.

Frais

76. Le passage de l'article 18.3008 de la même loi précédant l'alinéa *a*) est remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, art. 61

Frais liés à

l'appel

18.3008 Dans le cas où le ministre du Revenu national interjette appel, conformément à l'article 27 de la *Loi sur les Cours fédérales*, du jugement d'un appel visé à l'article 18.3001, les frais entraînés pour la personne qui a interjeté l'appel visé à cet article sont payés par Sa Majesté du chef du Canada si les conditions suivantes sont réunies:

77. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 19, de ce qui suit :

GENERAL

Vexatious

proceedings

19.1 (1) If the Court is satisfied, on application, that a person has persistently instituted vexatious proceedings or has conducted a proceeding in a vexatious manner, it may order that no further proceedings be instituted by the person in the Court or that a proceeding previously instituted by the person in the Court not be continued, except by leave of the Court, and may award costs against the person in accordance with the rules of the Court.

Attorney General of Canada (2) An application under subsection (1) may be made only with the consent of the Attorney General of Canada, who is entitled to be heard on the application and on any application made under subsection (3).

Application for rescission or leave to proceed (3) A person against whom the Court has made an order under subsection (1) may apply to the Court for rescission of the order or for leave to institute or continue a proceeding.

Court may grant leave (4) If an application is made to the Court under subsection (3) for leave to institute or continue a proceeding, the Court may grant leave if it is satisfied that the proceeding is not an abuse of process and that there are reasonable grounds for the proceeding.

No appeal

(5) A decision of the Court under subsection(4) is final and is not subject to appeal.

Constitutional questions

19.2 (1) If the constitutional validity, applicability or operability of an Act of Parliament or its regulations is in question before the Court, the Act or regulations shall not be judged to be invalid, inapplicable or inoperable unless notice has been served on the Attorney General of Canada and the attorney general of each province in accordance with subsection (2).

Time of notice

(2) The notice must be served at least 10 days before the day on which the constitutional question is to be argued, unless the Court orders otherwise.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

19.1 (1) La Cour peut, si elle est convaincue par suite d'une requête qu'une personne a de façon persistante introduit des instances vexatoires devant elle ou y a agi de façon vexatoire au cours d'une instance, lui interdire d'engager d'autres instances devant elle ou de continuer devant elle une instance déjà engagée, sauf avec son autorisation; elle peut condamner la personne en cause aux frais et dépens en conformité avec les règles de la Cour.

Poursuites vexatoires

(2) La présentation de la requête nécessite le consentement du procureur général du Canada, lequel a le droit d'être entendu à cette occasion de même que lors de toute contestation portant sur l'objet de la requête. Procureur général du Canada

(3) Toute personne visée par une ordonnance rendue aux termes du paragraphe (1) peut, par requête à la Cour, demander soit la levée de l'interdiction qui la frappe, soit l'autorisation d'engager ou de continuer une instance devant la Cour.

Requête en levée de l'interdiction ou en autorisation

(4) Sur présentation de la requête prévue au paragraphe (3), la Cour peut, si elle est convaincue que l'instance que l'on cherche à engager ou à continuer ne constitue pas un abus de procédure et est fondée sur des motifs valables, autoriser son introduction ou sa continuation.

Pouvoirs de

(5) La décision rendue par la Cour aux termes du paragraphe (4) est définitive et sans appel.

Décision définitive et sans appel

19.2 (1) Les lois fédérales ou leurs textes d'application, dont la validité, l'applicabilité ou l'effet, sur le plan constitutionnel, est en cause devant la Cour ne peuvent être déclarés invalides, inapplicables ou sans effet, que si le procureur général du Canada et ceux des provinces ont été avisés conformément au paragraphe (2).

Questions constitutionnelles

(2) L'avis est, sauf ordonnance contraire de la Cour, signifié au moins dix jours avant la date à laquelle la question constitutionnelle qui en fait l'objet doit être débattue. Formule et délai de l'avis Notice of appeal

(3) The Attorney General of Canada and the attorney general of each province are entitled to notice of any appeal to the Federal Court of Appeal made in respect of the constitutional question.

(3) Les avis d'appel portant sur une question constitutionnelle sont à signifier au procureur général du Canada et à ceux des provinces.

Appel et contrôle judiciaire

Right to be heard

(4) The Attorney General of Canada and the attorney general of each province are entitled to adduce evidence and make submissions to the Court in respect of the constitutional question.

(4) Le procureur général à qui un avis visé aux paragraphes (1) ou (3) est signifié peut présenter une preuve et des observations à la Cour à l'égard de la question constitutionnelle en litige.

Droit des procureurs généraux d'être entendus

Appeal

(5) If the Attorney General of Canada or the attorney general of a province makes submissions, that attorney general is deemed to be a party to the proceedings for the purpose of any appeal in respect of the constitutional question.

(5) Le procureur général qui présente des observations est réputé partie à l'instance aux fins d'un appel portant sur la question constitutionnelle.

Droit d'appel

78. Subsection 20(1.1) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (i) and by adding the following after paragraph (j):

- (*k*) designating an act or omission of a person to be in contempt of court, respecting the procedure to be followed in proceedings for contempt and establishing penalties for a finding of contempt; and
- (*l*) for awarding and regulating costs in the Court against a person who is subject to an order under subsection 19.1(1).

R.S., c. 51 (4th Supp.),

79. (1) Paragraphs 22(1)(a) and (b) of the English version of the Act are replaced by the following:

- (a) the Chief Justice;
- (b) the Associate Chief Justice;

R.S., c. 51 (4th Supp.), s. 7

(2) Paragraph 22(1)(c) of the Act is replaced by the following:

- (c) three judges of the Court that are designated from time to time by the Chief Justice;
- (*c*.1) the Chief Administrator of the Courts Administration Service;

R.S., c. 51 (4th Supp.),

(3) Subsection 22(2) of the English version of the Act is replaced by the following:

78. Le paragraphe 20(1.1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa j), de ce qui suit :

- k) la détermination des gestes actes ou omissions qui constituent des cas d'outrage au tribunal, la procédure à suivre dans les instances pour outrage au tribunal et les peines à infliger en cas de condamnation pour outrage au tribunal;
- *l*) l'attribution et la réglementation des frais et dépens contre une personne visée par l'interdiction visée au paragraphe 19.1(1).

79. (1) Les alinéas 22(1)a et b) de la version anglaise de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. 51 (4^e suppl.), art. 7

- (a) the Chief Justice;
- (b) the Associate Chief Justice;
- (2) L'alinéa 22(1)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 51 (4^e suppl.),

- c) trois juges de la Cour choisis par le juge en chef;
- *c*.1) l'administrateur en chef du Service administratif des tribunaux judiciaires;
- (3) Le paragraphe 22(2) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 51 (4e suppl.), art. 7

President

C. 8

(2) The Chief Justice or, in the Chief Justice's absence, the Associate Chief Justice shall preside over the rules committee.

80. Section 23 of the Act is replaced by the following:

Designation of Judicial Administrator **23.** (1) The Chief Justice may designate an employee of the Courts Administration Service as the Judicial Administrator of the Court.

Duties

- (2) The Judicial Administrator of the Court shall perform any non-judicial work that may be delegated to him or her by the Chief Justice of the Court, in accordance with the instructions given by the Chief Justice, including
 - (a) the making of an order fixing the time and place of a hearing, or adjourning a hearing; and
 - (b) arranging for the distribution of judicial business in the Court.

Revocation of designation

- (3) A designation made under subsection (1) may be revoked at any time and is automatically revoked when the Chief Justice by whom it was made ceases to hold office as Chief Justice.
- 81. The English version of the Act is amended by replacing the word "he" with the expression "he or she" in the following provisions:
 - (a) subsection 9(2); and
 - (b) subsection 19(2).

R.S., c. J-1

AMENDMENTS TO THE JUDGES ACT

1992, c. 51, s. 2(2) 82. The definition "judge" in section 2 of the English version of the *Judges Act* is replaced by the following:

"judge" « juge » "judge" includes a chief justice, senior associate chief justice, associate chief justice, supernumerary judge, senior judge and regional senior judge.

2001, c. 7, s. 2

- 83. (1) The portion of paragraph 10(a) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:
 - (a) The Chief Justice of the Federal Court of Appeal

2001, c. 7, s. 2

(2) Paragraph 10(c) of the Act is replaced by the following:

(2) The Chief Justice or, in the Chief Justice's absence, the Associate Chief Justice shall preside over the rules committee.

President

80. L'article 23 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

23. (1) Le juge en chef peut nommer un employé du Service administratif des tribunaux judiciaires à titre d'administrateur judiciaire.

Administrateur iudiciaire

(2) L'administrateur judiciaire exerce les fonctions non judiciaires que lui délègue le juge en chef, et ce conformément aux instructions données par celui-ci, notamment :

Fonctions

- *a*) rendre une ordonnance fixant les date, heure et lieu de l'audience, ou celles de son ajournement;
- b) prendre les dispositions nécessaires pour la répartition du travail judiciaire du tribunal.
- (3) La nomination faite en vertu du paragraphe (1) est révocable à tout moment; elle est automatiquement révoquée lorsque celui qui l'a faite cesse d'occuper la fonction de juge en chef.

Nomination révocable

- 81. Dans la version anglaise de la même loi, notamment dans les passages ci-après, « he » est remplacé par « he or she » :
 - a) le paragraphe 9(2);
 - b) le paragraphe 19(2).

MODIFICATION DE LA LOI SUR LES JUGES

L.R., ch. J-1

82. La définition de « judge », à l'article 2 de la version anglaise de la *Loi sur les juges*, est remplacée par ce qui suit :

1992, ch. 51, par. 2(2)

"judge" includes a chief justice, senior associate chief justice, associate chief justice, supernumerary judge, senior judge and regional senior judge. "judge" « juge »

83. (1) Le passage de l'alinéa 10a) de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

2001, ch. 7, art. 2

- *a*) s'agissant du juge en chef de la Cour d'appel fédérale :
- (2) L'alinéa 10c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2001, ch. 7, art. 2

- (c) The Chief Justice of the Federal Court
 - (i) for the period beginning April 1, 2000 and ending March 31, 2001, \$217,100,
 - (ii) for the period beginning April 1, 2001 and ending March 31, 2002, the amount that ensures that the ratio between the salary of the Chief Justice and the salary for that period of a judge referred to in paragraph (d) remains the same as the ratio between \$217,100 and \$198,000,
 - (iii) for the period beginning April 1, 2002 and ending March 31, 2003, the amount that ensures that the ratio between the salary of the Chief Justice and the salary for that period of a judge referred to in paragraph (d) remains the same as the ratio between \$217,100 and \$198,000, and
 - (iv) for the period beginning April 1, 2003 and ending March 31, 2004, the amount that ensures that the ratio between the salary of the Chief Justice and the salary for that period of a judge referred to in paragraph (d) remains the same as the ratio between \$217,100 and \$198,000; and

2001, c. 7, s. 2

- (3) The portion of paragraph 10(d) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:
 - (d) The other judges of the Federal Court, each

2001, c. 7, s. 3

- 84. Paragraphs 11(a) and (b) of the English version of the Act are replaced by the following:
 - (a) The Chief Justice
 - (i) for the period beginning April 1, 2000 and ending March 31, 2001, \$217,100,
 - (ii) for the period beginning April 1, 2001 and ending March 31, 2002, the amount that ensures that the ratio between the salary of the Chief Justice and the salary for that period of a judge referred to in paragraph (c) remains the same as the ratio between \$217,100 and \$198,000,
 - (iii) for the period beginning April 1, 2002 and ending March 31, 2003, the

- c) s'agissant du juge en chef de la Cour fédérale:
 - (i) pour la période allant du 1er avril 2000 au 31 mars 2001, 217 100 \$,
 - (ii) pour la période allant du 1er avril 2001 au 31 mars 2002, la somme qui fait en sorte que le rapport entre le traitement du juge en chef et celui, pour la même période, d'un juge visé à l'alinéa d) reste le même qu'entre 217 100 \$ 198 000 \$,
 - (iii) pour la période allant du 1er avril 2002 au 31 mars 2003, la somme qui fait en sorte que le rapport entre le traitement du juge en chef et celui, pour la même période, d'un juge visé à l'alinéa d) reste le même qu'entre 217 100 \$ 198 000 \$,
 - (iv) pour la période allant du 1er avril 2003 au 31 mars 2004, la somme qui fait en sorte que le rapport entre le traitement du juge en chef et celui, pour la même période, d'un juge visé à l'alinéa d) reste le même qu'entre 217 100 \$ 198 000 \$;

(3) Le passage de l'alinéa 10d) de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

d) s'agissant de chacun des autres juges de la Cour fédérale:

84. Les alinéas 11a) et b) de la version anglaise de la même loi sont remplacés par ce qui suit:

(a) The Chief Justice

- (i) for the period beginning April 1, 2000 and ending March 31, 2001, \$217,100,
- (ii) for the period beginning April 1, 2001 and ending March 31, 2002, the amount that ensures that the ratio between the salary of the Chief Justice and the salary for that period of a judge referred to in paragraph (c) remains the same as the ratio between \$217,100 and \$198,000,
- (iii) for the period beginning April 1, 2002 and ending March 31, 2003, the

2001, ch. 7, art. 2

2001, ch. 7,

amount that ensures that the ratio between the salary of the Chief Justice and the salary for that period of a judge referred to in paragraph (c) remains the same as the ratio between \$217,100 and \$198,000, and

(iv) for the period beginning April 1, 2003 and ending March 31, 2004, the amount that ensures that the ratio between the salary of the Chief Justice and the salary for that period of a judge referred to in paragraph (c) remains the same as the ratio between \$217,100 and \$198,000;

(b) The Associate Chief Justice

- (i) for the period beginning April 1, 2000 and ending March 31, 2001, \$217,100,
- (ii) for the period beginning April 1, 2001 and ending March 31, 2002, the amount that ensures that the ratio between the salary of the Associate Chief Justice and the salary for that period of a judge referred to in paragraph (*c*) remains the same as the ratio between \$217,100 and \$198,000,
- (iii) for the period beginning April 1, 2002 and ending March 31, 2003, the amount that ensures that the ratio between the salary of the Associate Chief Justice and the salary for that period of a judge referred to in paragraph (*c*) remains the same as the ratio between \$217,100 and \$198,000, and
- (iv) for the period beginning April 1, 2003 and ending March 31, 2004, the amount that ensures that the ratio between the salary of the Associate Chief Justice and the salary for that period of a judge referred to in paragraph (c) remains the same as the ratio between \$217,100 and \$198,000; and

2001, c. 7, s. 18

85. Subsection 26.3(3) of the Act is replaced by the following:

Determination of costs

(3) A prothonotary of the Federal Court shall determine the amount of costs, on a solicitor-and-client basis, as if the assessment of costs were an assessment of costs under amount that ensures that the ratio between the salary of the Chief Justice and the salary for that period of a judge referred to in paragraph (*c*) remains the same as the ratio between \$217,100 and \$198,000, and

(iv) for the period beginning April 1, 2003 and ending March 31, 2004, the amount that ensures that the ratio between the salary of the Chief Justice and the salary for that period of a judge referred to in paragraph (c) remains the same as the ratio between \$217,100 and \$198,000;

(b) The Associate Chief Justice

- (i) for the period beginning April 1, 2000 and ending March 31, 2001, \$217,100,
- (ii) for the period beginning April 1, 2001 and ending March 31, 2002, the amount that ensures that the ratio between the salary of the Associate Chief Justice and the salary for that period of a judge referred to in paragraph (*c*) remains the same as the ratio between \$217,100 and \$198,000,
- (iii) for the period beginning April 1, 2002 and ending March 31, 2003, the amount that ensures that the ratio between the salary of the Associate Chief Justice and the salary for that period of a judge referred to in paragraph (c) remains the same as the ratio between \$217,100 and \$198,000, and
- (iv) for the period beginning April 1, 2003 and ending March 31, 2004, the amount that ensures that the ratio between the salary of the Associate Chief Justice and the salary for that period of a judge referred to in paragraph (c) remains the same as the ratio between \$217,100 and \$198,000; and

85. Le paragraphe 26.3(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2001, ch. 7, art. 18

(3) Un protonotaire de la Cour fédérale détermine le montant des dépens, sur une base avocat-client, comme s'il s'agissait d'une détermination des dépens en vertu du paragra-

Détermination des dépens

subsection 413(1) of the *Federal Court Rules*, 1998, with any modifications that the circumstances require.

R.S., c. 51 (4th Supp.), s. 14; 1996, c. 30, s. 2(1)

Additional allowance — Federal Courts and Tax Court of

Canada

Continuance in force of subsection (3)

1999, c. 3, s. 73(2); 2000, c. 12, s. 168

Representational allowance 86. (1) Subsections 27(3) to (4) of the Act are replaced by the following:

- (3) There shall be paid to every judge of the Federal Court of Appeal, the Federal Court and the Tax Court of Canada who is in receipt of a salary under this Act, in addition to the allowance provided by subsection (1), a non-accountable yearly allowance of \$2,000 as compensation for special incidental expenditures inherent in the exercise of their office as judge.
- (4) Subsection (3) shall continue in force for so long as subsection 57(2) continues in force in relation to judges of superior courts in the provinces.
- (2) Subsection 27(6) of the English version of the Act is replaced by the following:

(6) A chief justice, a puisne judge of the Supreme Court of Canada, the Chief Justice of the Court of Appeal of the Yukon Territory, the Chief Justice of the Court of Appeal of the Northwest Territories, the Chief Justice of the Court of Appeal of Nunavut, the senior judge of the Supreme Court of the Yukon Territory, the senior judge of the Supreme Court of the Northwest Territories and the senior judge of the Nunavut Court of Justice are entitled to be paid, as a representational allowance, reasonable travel and other expenses actually incurred by the justice or judge or their spouse or common-law partner in discharging the special extra-judicial obligations and responsibilities that devolve on the justice or judge, to the extent that those expenses may not be reimbursed under any other provision of this Act and their aggregate amount does not exceed in any year the maximum amount indicated in respect of each office in subsection (7).

2001, c. 7, s. 19(2)

(3) Paragraphs 27(7)(c) and (d) of the Act are replaced by the following:

phe 413(1) des *Règles de la Cour fédérale* (1998), compte tenu des adaptations nécessaires.

86. (1) Les paragraphes 27(3) à (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

- (3) Les juges de la Cour d'appel fédérale, de la Cour fédérale et de la Cour canadienne de l'impôt rémunérés au titre de la présente loi reçoivent, outre l'indemnité visée au paragraphe (1) et sans avoir à en rendre compte, une indemnité annuelle spéciale de 2 000 \$ pour les faux frais inhérents à l'accomplissement de leurs fonctions.
- (4) Le paragraphe (3) demeure en vigueur tant que le paragraphe 57(2), applicable aux juges des juridictions supérieures des provinces, le demeure.

(2) Le paragraphe 27(6) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

- (6) A chief justice, a puisne judge of the Supreme Court of Canada, the Chief Justice of the Court of Appeal of the Yukon Territory, the Chief Justice of the Court of Appeal of the Northwest Territories, the Chief Justice of the Court of Appeal of Nunavut, the senior judge of the Supreme Court of the Yukon Territory, the senior judge of the Supreme Court of the Northwest Territories and the senior judge of the Nunavut Court of Justice are entitled to be paid, as a representational allowance, reasonable travel and other expenses actually incurred by the justice or judge or their spouse or common-law partner in discharging the special extra-judicial obligations and responsibilities that devolve on the justice or judge, to the extent that those expenses may not be reimbursed under any other provision of this Act and their aggregate amount does not exceed in any year the maximum amount indicated in respect of each office in subsection (7).
- (3) Les alinéas 27(7)c) et d) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. 51 (4^e suppl.), art. 14; 1996, ch. 30, par. 2(1)

Indemnité supplémentaire — Cour d'appel fédérale, Cour fédérale et Cour canadienne de l'impôt

Durée d'application

1999, ch. 3, par. 73(2); 2000, ch. 12, art. 168

Representational allowance

2001, ch. 7, par. 19(2) C. 8

(c) The Chief Justice of the Federal Court of Appeal, and each chief justice described in sections 12 to 21 as the chief justice of a

(d) Each other chief justice referred to in sections 10 to 21 \$10,000

2001, c. 7, s. 19(2)

- (4) Paragraph 27(7)(f) of the Act is repealed.
- (5) The definition "chief judge" in subsection 27(9) of the English version of the Act is repealed.

87. (1) Subsection 28(1) of the Act is replaced by the following:

Supernumerary judges of the Federal Court of Appeal, Federal Court and Tax Court of Canada

28. (1) If a judge of the Federal Court of Appeal, the Federal Court or the Tax Court of Canada notifies the Minister of Justice of Canada of the judge's election to give up regular judicial duties and hold office only as a supernumerary judge, the judge shall, after giving that notice, hold only the office of supernumerary judge of that Court and shall be paid the salary annexed to that office until the judge reaches the age of retirement, resigns or is removed from or otherwise ceases to hold office.

(2) Subsection 28(3) of the Act is replaced by the following:

Duties of judge

- (3) A judge who has made the election referred to in subsection (1) shall hold himself or herself available to perform such special judicial duties as may be assigned to the judge
 - (a) by the Chief Justice of the Federal Court of Appeal, if the judge is a member of the Federal Court of Appeal;
 - (b) by the Chief Justice of the Federal Court, if the judge is a member of the Federal Court; or
 - (c) by the Chief Justice or the Associate Chief Justice of the Tax Court of Canada, if the judge is a judge of that Court.
- (3) Subsection 28(4) of the English version of the Act is replaced by the following:

Salary of supernumerary judge

(4) The salary of each supernumerary judge of the Federal Court of Appeal, the Federal Court or the Tax Court of Canada is the salary annexed to the office of a judge of that Court,

- c) au juge en chef de la Cour d'appel fédérale et aux juges en chef des provinces, mentionnés aux articles 12 à 21 . . 12 500 \$
- d) aux autres juges en chef mentionnés aux articles 10 à 21 10 000 \$
- (4) L'alinéa 27(7)f) de la même loi est abrogé.

2001, ch. 7, par. 19(2)

(5) La définition de « chief judge », au paragraphe 27(9) de la version anglaise de la même loi, est abrogée.

87. (1) Le paragraphe 28(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

28. (1) Les juges de la Cour d'appel fédérale, de la Cour fédérale ou de la Cour canadienne de l'impôt peuvent, en avisant le ministre de la Justice du Canada de leur décision, abandonner leurs fonctions judiciaires normales pour n'exercer leur charge qu'à titre de juge surnuméraire; le cas échéant, ils occupent ce poste et touchent le traitement correspondant jusqu'à la cessation de leurs fonctions, notamment par mise à la retraite d'office, démission ou révocation.

Cour d'appel fédérale, Cour fédérale et Cour canadienne de l'impôt

Fonctions

(2) Le paragraphe 28(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

- (3) Le juge qui a choisi d'exercer les fonctions de juge surnuméraire doit être prêt à exercer les fonctions judiciaires spéciales que peuvent lui assigner :
 - a) s'il appartient à la Cour d'appel fédérale, le juge en chef;
 - b) s'il appartient à la Cour fédérale, le juge
 - c) s'il appartient à la Cour canadienne de l'impôt, le juge en chef ou le juge en chef adjoint.
- (3) Le paragraphe 28(4) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :
- (4) The salary of each supernumerary judge of the Federal Court of Appeal, the Federal Court or the Tax Court of Canada is the salary annexed to the office of a judge of that Court,

supernumerary judge

Salary of

other than the office of a Chief Justice or Associate Chief Justice.

88. (1) Subsection 29(1) of the English version of the Act is replaced by the following:

Supernumerary judges of provincial superior courts 29. (1) Where the legislature of a province has enacted legislation establishing for each office of judge of a superior court or courts of the province the additional office of supernumerary judge of the court or courts and a judge of such a court has notified the Minister of Justice of Canada and the attorney general of the province of his or her election to give up regular judicial duties and hold office only as a supernumerary judge, the judge shall thereupon hold only the office of supernumerary judge of that court and shall be paid the salary annexed to that office until he or she reaches the age of retirement, resigns or is removed from or otherwise ceases to hold office.

(2) The portion of subsection 29(3) of the English version of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(3) A judge who has made the election referred to in subsection (1) shall hold himself or herself available to perform such special judicial duties as may be assigned to the judge

89. The heading before section 31 of the English version of the Act is replaced by the following:

Chief Justice Continuing as Judge

90. (1) Subsections 31(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

Election of Chief or Associate Chief to change to duties of judge only

Duties of

judge

31. (1) If the Chief Justice of the Federal Court of Appeal, the Chief Justice of the Federal Court or the Chief Justice or Associate Chief Justice of the Tax Court of Canada notifies the Minister of Justice of Canada of his or her election to cease to perform the duties of that office and to perform only the duties of a judge, he or she shall, after giving that notice, hold only the office of a judge of the Federal Court of Appeal, the Federal Court or the Tax Court of Canada, as the case may be, and shall be paid the salary annexed to the office of a judge of that Court, until he or she reaches the age of retirement, resigns or is

other than the office of a Chief Justice or Associate Chief Justice.

88. (1) Le paragraphe 29(1) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

29. (1) Where the legislature of a province has enacted legislation establishing for each office of judge of a superior court or courts of the province the additional office of supernumerary judge of the court or courts and a judge of such a court has notified the Minister of Justice of Canada and the attorney general of the province of his or her election to give up regular judicial duties and hold office only as a supernumerary judge, the judge shall thereupon hold only the office of supernumerary judge of that court and shall be paid the salary annexed to that office until he or she reaches the age of retirement, resigns or is removed from or otherwise ceases to hold office.

(2) Le passage du paragraphe 29(3) de la version anglaise de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(3) A judge who has made the election referred to in subsection (1) shall hold himself or herself available to perform such special judicial duties as may be assigned to the judge

89. L'intertitre précédant l'article 31 de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Chief Justice Continuing as Judge

90. (1) Les paragraphes 31(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

31. (1) Les juges en chef de la Cour d'appel fédérale ou de la Cour fédérale ou le juge en chef ou juge en chef adjoint de la Cour canadienne de l'impôt peuvent, en avisant le ministre de la Justice du Canada de leur décision, devenir simples juges du tribunal auquel ils appartiennent; le cas échéant, ils exercent cette charge jusqu'à la cessation de leurs fonctions, notamment par mise à la retraite d'office, démission ou révocation.

Supernumerary judges of provincial superior courts

Duties of judge

Cour fédérale et Cour canadienne de l'impôt removed from or otherwise ceases to hold office.

Restriction on election

- (2) The Chief Justice of the Federal Court of Appeal, the Chief Justice of the Federal Court or the Chief Justice or Associate Chief Justice of the Tax Court of Canada may make the election referred to in subsection (1) only if he or she has continued in the office for at least five years or has continued in the office and another office referred to in this subsection for a total of at least five years.
- (2) Subsections 31(3) and (4) of the English version of the Act are replaced by the following:

Duties of judge

(3) The Chief Justice of the Federal Court of Appeal, the Chief Justice of the Federal Court or the Chief Justice or Associate Chief Justice of the Tax Court of Canada who has made the election referred to in subsection (1) shall perform all of the judicial duties normally performed by a judge of that Court.

Salary of judge

(4) The salary of the Chief Justice of the Federal Court of Appeal, the Chief Justice of the Federal Court or the Chief Justice or Associate Chief Justice of the Tax Court of Canada who has made the election referred to in subsection (1) is the salary annexed to the office of judge (other than the Chief Justice) of the Federal Court of Appeal, judge (other than the Chief Justice) of the Federal Court or judge (other than the Chief Justice) of the Tax Court of Canada, as the case may be.

91. Subsection 32(1) of the English version of the Act is replaced by the following:

Election to cease to perform duties of chief justice of provincial superior court 32. (1) Where the legislature of a province has enacted legislation establishing for each office of chief justice of a superior court of the province such additional offices of judge of that court as are required for the purposes of this section, and a chief justice of that court has notified the Minister of Justice of Canada and the attorney general of the province of his or her election to cease to perform the duties of chief justice and to perform only the duties of a judge, the chief justice shall thereupon hold only the office of a judge, other than a

(2) La faculté visée au paragraphe (1) est réservée aux juges en chef ou au juge en chef adjoint qui occupent leur poste depuis au moins cinq ans ou qui ont occupé l'un et l'autre poste pendant au moins cinq ans au total.

Conditions

(2) Les paragraphes 31(3) et (4) de la version anglaise de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(3) The Chief Justice of the Federal Court of Appeal, the Chief Justice of the Federal Court or the Chief Justice or Associate Chief Justice of the Tax Court of Canada who has made the election referred to in subsection (1) shall perform all of the judicial duties normally performed by a judge of that Court.

Duties of judge

Salary of

judge

(4) The salary of the Chief Justice of the Federal Court of Appeal, the Chief Justice of the Federal Court or a Chief Justice or Associate Chief Justice of the Tax Court of Canada who has made the election referred to in subsection (1) is the salary annexed to the office of judge (other than the Chief Justice) of the Federal Court of Appeal, judge (other than the Chief Justice) of the Federal Court or judge (other than the Chief Justice or the Associate Chief Justice) of the Tax Court of Canada, as the case may be.

91. Le paragraphe 32(1) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

32. (1) Where the legislature of a province has enacted legislation establishing for each office of chief justice of a superior court of the province such additional offices of judge of that court as are required for the purposes of this section, and a chief justice of that court has notified the Minister of Justice of Canada and the attorney general of the province of his or her election to cease to perform the duties of chief justice and to perform only the duties of a judge, the chief justice shall thereupon hold only the office of a judge, other than a

Election to cease to perform duties of chief justice of provincial superior court chief justice, of that court and shall be paid the salary annexed to the office of a judge, other than a chief justice, of that court until he or she reaches the age of retirement, resigns or is removed from or otherwise ceases to hold office.

1992, c. 51, s. 12

92. Subsection 34(1) of the Act is replaced by the following:

Superior

34. (1) Subject to this section and sections 36 to 39, a judge of a superior court who, for the purposes of performing any function or duty in that capacity, attends at any place other than that at which or in the immediate vicinity of which the judge is by law obliged to reside is entitled to be paid, as a travel allowance, moving or transportation expenses and the reasonable travel and other expenses incurred by the judge in so attending.

1992, c. 51, s. 16

93. (1) Paragraph 40(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) a person who is appointed a judge of a superior court and who, for the purposes of assuming the functions and duties of that office, is required to move from his or her place of residence to a place outside the immediate vicinity of the place where the person resided at the time of the appointment:

1989, c. 8, s. 11(1); 2000, c. 12, s. 160(2)

(2) Paragraphs 40(1)(e) and (f) of the Act are replaced by the following:

(e) a judge of the Supreme Court of Canada, the Federal Court of Appeal, the Federal Court or the Tax Court of Canada who, within two years after retiring or resigning from that office, moves to a place of residence in Canada outside the area within which the judge was required to reside by the Act establishing that Court; and

(f) a survivor or child, as defined in subsection 47(1), of a judge of the Supreme Court of Canada, the Federal Court of Appeal, the Federal Court or the Tax Court of Canada who dies while holding office as such, if the survivor or child lives with the judge at the time of the judge's death and, within two years after the death, moves to a place of residence in Canada outside the

chief justice, of that court and shall be paid the salary annexed to the office of a judge, other than a chief justice, of that court until he or she reaches the age of retirement, resigns or is removed from or otherwise ceases to hold office.

92. Le paragraphe 34(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 51, art. 12

Juridictions

supérieures

34. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article et des articles 36 à 39, les juges d'une juridiction supérieure qui, dans le cadre de leurs fonctions judiciaires, doivent siéger en dehors des limites où la loi les oblige à résider ont droit à une indemnité de déplacement pour leurs frais de transport et les frais de séjour et autres entraînés par la vacation.

93. (1) L'alinéa 40(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 51, art. 16

a) à la personne nommée juge d'une juridiction supérieure qui, pour prendre ses nouvelles fonctions, est obligée de quitter le voisinage immédiat du lieu où elle réside au moment de sa nomination;

(2) Les alinéas 40(1)e) et f) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1989, ch. 8, par. 11(1); 2000, ch. 12, par. 160(2)

e) au juge de la Cour suprême du Canada, de la Cour d'appel fédérale, de la Cour fédérale ou de la Cour canadienne de l'impôt qui, dans les deux ans suivant le jour où il prend sa retraite ou démissionne, s'établit, ailleurs au Canada, à l'extérieur de la zone de résidence obligatoire prévue par la loi constitutive du tribunal auquel il appartenait;

f) au survivant ou à l'enfant, au sens du paragraphe 47(1), du juge de la Cour suprême du Canada, de la Cour d'appel fédérale, de la Cour fédérale ou de la Cour canadienne de l'impôt décédé en exercice qui vit avec lui au moment de son décès et qui, dans les deux ans suivant le jour du décès, s'établit, ailleurs au Canada, à l'ex-

area within which the judge was required to reside by the Act establishing that Court.

1989, c. 8, s. 11(2)

52

(3) Subsection 40(1.2) of the Act is replaced by the following:

Limitation

(1.2) Paragraphs (1)(e) and (f) apply only in respect of a judge who, at the time of appointment to the Supreme Court of Canada, the Federal Court of Appeal, the Federal Court or the Tax Court of Canada, as the case may be, resided outside the area within which the judge was required to reside by the Act establishing that Court.

1992, c. 51, s. 17(1)

94. (1) Subsection 41(1) of the Act is replaced by the following:

Meeting, conference and seminar expenses **41.** (1) A judge of a superior court who attends a meeting, conference or seminar that is held for a purpose relating to the administration of justice and that the judge in the capacity of a judge is required by law to attend, or who, with the approval of the chief justice of that court, attends any such meeting, conference or seminar that the judge in that capacity is expressly authorized by law to attend, is entitled to be paid, as a conference allowance, reasonable travel and other expenses actually incurred by the judge in so attending.

1992, c. 51, s. 17(2)

(2) The portion of subsection 41(2) of the Act before paragraph (b) is replaced by the following:

Expenses for other meetings, conferences or seminars (2) Subject to subsection (3), a judge of a superior court who, with the approval of the chief justice of that court,

(a) attends a meeting, conference or seminar that the judge in the capacity of a judge is not expressly authorized by law or is not required by law to attend but that is certified by the chief justice to be a meeting, conference or seminar having as its object or as one of its objects the promotion of efficiency or uniformity in the superior courts, or the improvement of the quality of judicial service in those courts, or

térieur de la zone de résidence obligatoire prévue par la loi constitutive du tribunal auquel le juge appartenait.

(3) Le paragraphe 40(1.2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1989, ch. 8, par. 11(2)

Restriction

(1.2) Les alinéas (1)e) et f) ne s'appliquent que dans le cas des juges qui résidaient à l'extérieur de la zone de résidence obligatoire au moment de leur nomination à la Cour suprême du Canada, à la Cour d'appel fédérale, à la Cour fédérale ou à la Cour canadienne de l'impôt, selon le cas.

94. (1) Le paragraphe 41(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 51, par. 17(1)

41. (1) Le juge d'une juridiction supérieure qui participe, en cette qualité, parce qu'il y est soit astreint par la loi, soit expressément autorisé par la loi et par le juge en chef, à une réunion, une conférence ou un colloque ayant un rapport avec l'administration de la justice a droit, à titre d'indemnité de conférence, aux frais de déplacement et autres entraînés par sa participation.

Dépenses entraînées par les colloques

(2) Le passage du paragraphe 41(2) de la même loi précédant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 51, par. 17(2)

Frais de

déplacement

ou d'achat de

documentation

(2) Sous réserve du paragraphe (3), ont droit, à titre d'indemnité de conférence, au remboursement soit des frais de déplacement et autres exposés pour leur participation, soit de l'achat de la documentation ou des comptes rendus, les juges d'une juridiction supérieure qui, avec l'autorisation du juge en chef du tribunal :

a) soit assistent à une réunion, une conférence ou un colloque auxquels, en cette qualité, ils ne sont de par la loi ni expressément autorisés ni tenus de participer, mais dont l'objet, au moins en partie, est certifié par leur juge en chef être l'amélioration du fonctionnement des juridictions supérieures ou de la qualité de leurs services judiciaires, ou encore l'uniformisation au sein de ces tribunaux:

1992, ch. 51,

par. 17(3)

1992, c. 51, s. 17(3)

(3) Paragraph 41(3)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) to the judges of any other particular superior court exceeds the greater of \$5,000 and the product obtained by multiplying the number of judges of that court by \$500,

(4) The definition "chief justice" or "chief judge" in subsection 41(4) of the English version of the Act is replaced by the following:

"chief justice" « juge en chef » "chief justice" of any court of which a particular judge is a member means the chief justice or other person recognized by law as having rank or status senior to all other members of, or having the supervision of, that court, but if that court is constituted with divisions, then it means the person having that rank or status in relation to all other members of the division of which the particular judge is a member;

1998, c. 30,

95. (1) Subsection 42(1) of the English version of the Act is replaced by the following:

Grant of annuities

- **42.** (1) The Governor in Council shall grant to
 - (a) a judge who has continued in judicial office for at least fifteen years, whose combined age and number of years in judicial office is not less than eighty and who resigns from office,
 - (b) a judge who has continued in judicial office for at least fifteen years and resigns his or her office, if in the opinion of the Governor in Council the resignation is conducive to the better administration of justice or is in the national interest,
 - (c) a judge who has become afflicted with a permanent infirmity disabling him or her from the due execution of the office of judge and resigns his or her office or by reason of that infirmity is removed from office,
 - (d) a judge who has attained the age of retirement and has held judicial office for at least ten years, or

(3) L'alinéa 41(3)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) pour toute autre juridiction supérieure, le produit de cinq cents dollars par le nombre de juges du tribunal, pour un minimum de cinq mille dollars.

(4) La définition de « chief justice » ou « chief judge », au paragraphe 41(4) de la version anglaise de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

"chief justice" of any court of which a particular judge is a member means the chief justice or other person recognized by law as having rank or status senior to all other members of, or having the supervision of, that court, but if that court is constituted with divisions, then it means the person having that rank or status in relation to all other members of the division of which the particular judge is a member; "chief justice" « juge en chef »

95. (1) Le paragraphe 42(1) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1998, ch. 30, art. 7

42. (1) The Governor in Council shall grant to

Grant of annuities

- (a) a judge who has continued in judicial office for at least fifteen years, whose combined age and number of years in judicial office is not less than eighty and who resigns from office,
- (b) a judge who has continued in judicial office for at least fifteen years and resigns his or her office, if in the opinion of the Governor in Council the resignation is conducive to the better administration of justice or is in the national interest,
- (c) a judge who has become afflicted with a permanent infirmity disabling him or her from the due execution of the office of judge and resigns his or her office or by reason of that infirmity is removed from office,
- (d) a judge who has attained the age of retirement and has held judicial office for at least ten years, or

(e) a judge of the Supreme Court of Canada who has continued in judicial office on that Court for at least ten years, has attained the age of sixty-five years and resigns from office.

an annuity equal to two-thirds of the salary annexed to the office held by the judge at the time of his or her resignation, removal or attaining the age of retirement, as the case may

(2) Subsection 42(4) of the Act is replaced by the following:

Definition of "judicial office"

- (4) In this section, "judicial office" means the office of a judge of a superior or county court.
- (3) Subsection 42(4) of the Act, as enacted by section 18 of the *Nova Scotia Courts Amendment Act*, 1992, chapter 51 of the Statutes of Canada, 1992, is replaced by the following:

Definition of "judicial office" (4) In this section, "judicial office" means the office of a judge of a superior court.

96. (1) Subsection 43(1) of the English version of the Act is replaced by the following:

Annuity payable to supernumerary judge **43.** (1) If a supernumerary judge, before becoming a supernumerary judge, held the office of chief justice, senior associate chief justice or associate chief justice, the annuity payable to the judge under section 42 is an annuity equal to two thirds of the salary annexed, at the time of his or her resignation, removal or attaining the age of retirement, to the office previously held by him or her of chief justice, senior associate chief justice or associate chief justice.

(2) Subsection 43(2) of the Act is replaced by the following:

(2) If the Chief Justice of the Federal Court of Appeal or of the Federal Court or the Chief Justice or Associate Chief Justice of the Tax Court of Canada, in accordance with section 31, or a chief justice of a superior court of a province, in accordance with section 32, has elected to cease to perform his or her duties as such and to perform only the duties of a judge,

(e) a judge of the Supreme Court of Canada who has continued in judicial office on that Court for at least ten years, has attained the age of sixty-five years and resigns from office.

an annuity equal to two-thirds of the salary annexed to the office held by the judge at the time of his or her resignation, removal or attaining the age of retirement, as the case may be

(2) Le paragraphe 42(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Au présent article, « fonctions judiciaires » s'entend de celles de juge d'une juridiction supérieure ou d'une cour de comté.

Définition de « fonctions judiciaires »

- (3) Le paragraphe 42(4) de la même loi, dans sa version édictée par l'article 18 de la Loi de 1992 sur la réorganisation judiciaire de la Nouvelle-Écosse, chapitre 51 des Lois du Canada (1992), est remplacé par ce qui suit :
- (4) Au présent article, « fonctions judiciaires » s'entend de celles de juge d'une juridiction supérieure.

Définition de « fonctions judiciaires »

payable to

judge

supernumerary

96. (1) Le paragraphe 43(1) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

43. (1) If a supernumerary judge, before becoming a supernumerary judge, held the office of chief justice, senior associate chief justice or associate chief justice, the annuity payable to the judge under section 42 is an annuity equal to two thirds of the salary annexed, at the time of his or her resignation, removal or attaining the age of retirement, to the office previously held by him or her of chief justice, senior associate chief justice or associate chief justice.

(2) Le paragraphe 43(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Le juge en chef de la Cour d'appel fédérale ou de la Cour fédérale ou le juge en chef ou juge en chef adjoint de la Cour canadienne de l'impôt, ou d'une juridiction supérieure d'une province, qui exerce la faculté visée à l'article 31 ou 32, selon le cas, pour devenir simple juge, a droit, au titre de l'article 42, à une pension égale aux deux tiers

Pension du juge qui a exercé la faculté visée à l'art. 31 ou

Annuity payable to judge who elected under section 31 or 32 the annuity payable to him or her under section 42 is an annuity equal to two thirds of the salary annexed, at the time of his or her resignation, removal or attaining the age of retirement, to the office held by him or her immediately before his or her election.

1992, c. 51, s. 20; 2000, c. 12, par. 169(a)

Annuity to surviving spouse

97. (1) The portion of subsection 44(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

44. (1) Subject to this section, if, after July 10, 1955, a judge of a superior court died or dies while holding office, the Governor in Council shall grant to the survivor of the judge an annuity equal to one third of

(2) Paragraph 44(1)(b) of the English version of the Act is replaced by the following:

(b) the salary annexed, at the date of death, to the office previously held by the judge of chief justice, senior associate chief justice or associate chief justice, if either subsection 43(1) or (2) would have applied to the judge if he or she had resigned, been removed or attained the age of retirement, on the day of death,

98. (1) Subsection 47(3) of the Act is replaced by the following:

Annuity to surviving children

- (3) If a judge of a superior or county court dies while holding office, or a judge who was granted an annuity after October 5, 1971 dies, an annuity shall be granted to each surviving child of that judge as provided in subsections (4) to (6).
- (2) Subsection 47(3) of the Act, as enacted by section 22 of the *Nova Scotia Courts Amendment Act*, 1992, chapter 51 of the Statutes of Canada, 1992, is replaced by the following:

Annuity to surviving children (3) If a judge of a superior court dies while holding office, or a judge who was granted an annuity after October 5, 1971 dies, an annuity shall be granted to each surviving child of that judge as provided in subsections (4) to (6).

du traitement attaché, au moment de la cessation de ses fonctions de simple juge par mise à la retraite d'office, démission ou révocation, à la charge qu'il occupait avant d'exercer cette faculté.

97. (1) Le passage du paragraphe 44(1) de la même loi précédant l'alinéa *a*) est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 51, art. 20; 2000, ch. 12, al. 169*a*)

Pension de réversion

44. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, à compter du 18 juillet 1983, le gouverneur en conseil accorde au survivant d'un juge en exercice d'une juridiction supérieure décédé après le 10 juillet 1955 une pension viagère égale au tiers :

(2) L'alinéa 44(1)b) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(b) the salary annexed, at the date of death, to the office previously held by the judge of chief justice, senior associate chief justice or associate chief justice, if either subsection 43(1) or (2) would have applied to the judge if he or she had resigned, been removed or attained the age of retirement, on the day of death,

98. (1) Le paragraphe 47(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Le montant de la pension à accorder à chacun des enfants d'un juge d'une juridiction supérieure ou d'une cour de comté décédé en exercice après le 5 octobre 1971 ou décédé après avoir été prestataire d'une pension accordée après cette date est déterminé conformément aux paragraphes (4) à (6).

(2) Le paragraphe 47(3) de la même loi, dans sa version édictée par l'article 22 de la Loi de 1992 sur la réorganisation judiciaire de la Nouvelle-Écosse, chapitre 51 des Lois du Canada (1992), est remplacé par ce qui suit:

(3) Le montant de la pension à accorder à chacun des enfants d'un juge d'une juridiction supérieure décédé en exercice après le 5 octobre 1971 ou décédé après avoir été prestataire d'une pension accordée après cette date est déterminé conformément aux paragraphes (4) à (6).

Pension

enfants

accordée aux

Pension accordée aux enfants 56

2001, c. 7, s. 25 99. Subsection 50(2.1) of the Act is replaced by the following:

Reduction of contributions

(2.1) A supernumerary judge, a judge who continues in judicial office after having been in judicial office for at least fifteen years and whose combined age and number of years in judicial office is not less than eighty, a judge of the Supreme Court of Canada who continues in judicial office after having held office in that Court for at least ten years and having attained the age of sixty-five years, or a judge referred to in section 41.1 is not required, on or after April 1, 2000, to contribute under subsections (1) and (2) but is required to contribute, by reservation from salary, to the Supplementary Retirement Benefits Account, in respect of the period beginning on that day, at a rate of one per cent of his or her salary.

100. Subsection 51(1) of the English version of the Act is replaced by the following:

Return of contributions where no annuity **51.** (1) If a judge has ceased to hold office otherwise than by reason of death and, at the time he or she ceased to hold office, no annuity under this Act was granted or could be granted to that judge, there shall thereupon be paid to the judge, in respect of his or her having ceased to hold that office, an amount equal to the total contributions made by him or her under subsection 50(1) or paragraph 50(2)(*a*), together with interest, if any, calculated pursuant to subsection (4).

1996, c. 30, s. 4(1)

101. (1) The portion of subsection 54(1) of the Act before paragraph (b) is replaced by the following:

Leave of absence

- **54.** (1) No judge of a superior court shall be granted leave of absence from his or her judicial duties for a period
 - (a) of six months or less, except with the approval of the chief justice or senior judge of the superior court; or

1992, c. 51, s. 24; 1996, c. 30, s. 4(1) (2) Subsections 54(1.1) to (3) of the Act are replaced by the following:

99. Le paragraphe 50(2.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2001, ch. 7, art. 25

Diminution de la cotisation

(2.1) Le juge surnuméraire, le juge qui continue à exercer ses fonctions judiciaires après les avoir exercées pendant au moins quinze ans et pour qui le chiffre obtenu par l'addition de l'âge et du nombre d'années d'exercice est d'au moins quatre-vingt, le juge de la Cour suprême du Canada qui continue à exercer ses fonctions judiciaires après les avoir exercées pendant au moins dix ans à titre de juge de cette juridiction et a atteint l'âge de soixante-cinq ans ou le juge visé à l'article 41.1 n'est pas tenu, le 1er avril 2000 ou après cette date, de verser la cotisation visée aux paragraphes (1) ou (2), mais est tenu, après cette date, de verser au compte de prestations de retraite supplémentaires, par retenue sur son traitement, une cotisation égale à un pour cent de celui-ci.

100. Le paragraphe 51(1) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

51. (1) If a judge has ceased to hold office otherwise than by reason of death and, at the time he or she ceased to hold office, no annuity under this Act was granted or could be granted to that judge, there shall thereupon be paid to the judge, in respect of his or her having ceased to hold that office, an amount equal to the total contributions made by him or her under subsection 50(1) or paragraph 50(2)(a), together with interest, if any, calculated pursuant to subsection (4).

rsuant to subsection (4).

101. (1) Le passage du paragraphe 54(1)

1996, ch. 30,

de la même loi précédant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

Congés

Return of

where no

annuity

contributions

- **54.** (1) Les congés demandés par des juges des juridictions supérieures sont subordonnés :
 - a) s'ils sont de six mois ou moins, à l'autorisation du juge en chef ou du juge principal de la juridiction supérieure en cause;
- (2) Les paragraphes 54(1.1) à (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1992, ch. 51, art. 24; 1996, ch. 30, par. 4(1) Notification of leave by chief justice,

(1.1) Whenever a leave of absence is granted under paragraph (1)(a), the chief justice or senior judge of the superior court shall, without delay, notify the Minister of Justice of Canada and, in the case of provincial or territorial courts, the minister of justice or the attorney general of the province or territory.

Notification of leave by Minister of Justice of Canada (1.2) Whenever a leave of absence is granted under paragraph (1)(b), the Minister of Justice of Canada shall, without delay, notify the chief justice or senior judge of the superior court and, in the case of provincial or territorial courts, the minister of justice or the attorney general of the province or territory.

Report by chief justice, etc., of absence (2) If it appears to the chief justice or senior judge of a superior court that a judge of the court is absent from the judge's judicial duties without the approval required by subsection (1), the chief justice or senior judge, as the case may be, shall report the absence to the Minister of Justice of Canada.

Absentee judge to report

(3) Whenever a judge of a superior court is absent from the judge's judicial duties for a period of more than 30 days, the judge shall report the absence and the reasons for it to the Minister of Justice of Canada.

102. Section 55 of the English version of the Act is replaced by the following:

Judicial duties exclusively

55. No judge shall, either directly or indirectly, for himself or herself or others, engage in any occupation or business other than his or her judicial duties, but every judge shall devote himself or herself exclusively to those judicial duties.

103. Subsection 57(3) of the English version of the Act is replaced by the following:

Expenses excepted

(3) In the cases described in subsection (1), a judge may receive his or her moving or transportation expenses and the reasonable travel and other expenses incurred by him or her away from his or her ordinary place of residence while acting in any such capacity or in the performance of any such duty or service.

(1.1) Dans le cas où un congé est accordé au titre de l'alinéa (1)a), le juge en chef ou le juge principal de la juridiction supérieure en cause avise sans délai le ministre de la Justice du Canada. Si le congé est accordé à un juge d'une cour provinciale ou territoriale, il avise également le ministre de la Justice ou le procureur général de la province ou du territoire en cause.

(1.2) Dans le cas où un congé est accordé au titre de l'alinéa (1)b), le ministre de la Justice du Canada avise sans délai le juge en chef ou le juge principal de la juridiction supérieure en cause. Si le congé est accordé à un juge d'une cour provinciale ou territoriale, il avise également le ministre de la Justice ou le procureur général de la province ou du territoire en cause.

(2) Le juge en chef ou le juge principal d'une juridiction supérieure doit signaler au ministre de la Justice du Canada les cas de congés non autorisés au titre du paragraphe (1) qu'il constate au sein de son tribunal.

(3) S'ils s'absentent pendant plus de trente jours, les juges d'une juridiction supérieure sont tenus d'en informer le ministre de la Justice du Canada et de lui faire part des motifs de l'absence.

102. L'article 55 de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

55. No judge shall, either directly or indirectly, for himself or herself or others, engage in any occupation or business other than his or her judicial duties, but every judge shall devote himself or herself exclusively to those judicial duties.

103. Le paragraphe 57(3) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) In the cases described in subsection (1), a judge may receive his or her moving or transportation expenses and the reasonable travel and other expenses incurred by him or her away from his or her ordinary place of residence while acting in any such capacity or in the performance of any such duty or service,

Avis

Axrio

Rapport

Motifs de l'absence

Judicial duties exclusively

Expenses excepted

58

in the same amount and under the same conditions as if the judge were performing a function or duty as such judge, if those expenses are paid in respect of any matter within the legislative authority of Parliament, by the Government of Canada, and in respect of any matter within the legislative authority of the legislature of a province, by the government of the province.

104. (1) Paragraph 59(1)(e) of the Act is repealed.

(2) Subsection 59(4) of the English version of the Act is replaced by the following:

Substitute member (4) Each member of the Council may appoint a judge of that member's court to be a substitute member of the Council and the substitute member shall act as a member of the Council during any period in which he or she is appointed to act, but the Chief Justice of Canada may, in lieu of appointing a member of the Supreme Court of Canada, appoint any former member of that Court to be a substitute member of the Council.

1992, c. 51, s. 26

105. (1) Subsection 60(1) of the Act is replaced by the following:

Objects of Council **60.** (1) The objects of the Council are to promote efficiency and uniformity, and to improve the quality of judicial service, in superior courts.

(2) Paragraph 60(2)(a) of the English version of the Act is replaced by the following:

(a) establish conferences of chief justices and associate chief justices;

1992, c. 51, s. 27

106. (1) Subsections 63(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

Inquiries

63. (1) The Council shall, at the request of the Minister or the attorney general of a province, commence an inquiry as to whether a judge of a superior court should be removed from office for any of the reasons set out in paragraphs 65(2)(a) to (d).

in the same amount and under the same conditions as if the judge were performing a function or duty as such judge, if those expenses are paid in respect of any matter within the legislative authority of Parliament, by the Government of Canada, and in respect of any matter within the legislative authority of the legislature of a province, by the government of the province.

104. (1) L'alinéa 59(1)*e*) de la même loi est abrogé.

(2) Le paragraphe 59(4) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Each member of the Council may appoint a judge of that member's court to be a substitute member of the Council and the substitute member shall act as a member of the Council during any period in which he or she is appointed to act, but the Chief Justice of Canada may, in lieu of appointing a member of the Supreme Court of Canada, appoint any former member of that Court to be a substitute member of the Council.

105. (1) Le paragraphe 60(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 51, art. 26

Mission du

Conseil

Substitute

60. (1) Le Conseil a pour mission d'améliorer le fonctionnement des juridictions supérieures, ainsi que la qualité de leurs services judiciaires, et de favoriser l'uniformité dans l'administration de la justice devant ces tribunaux.

(2) L'alinéa 60(2)a) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(a) establish conferences of chief justices and associate chief justices;

106. (1) Les paragraphes 63(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1992, ch. 51, art. 27

63. (1) Le Conseil mène les enquêtes que lui confie le ministre ou le procureur général d'une province sur les cas de révocation au sein d'une juridiction supérieure pour tout motif énoncé aux alinéas 65(2)a à d).

Enquêtes obligatoires Investigations

(2) The Council may investigate any complaint or allegation made in respect of a judge of a superior court.

(2) Paragraph 63(4)(a) of the English version of the Act is replaced by the following:

(a) power to summon before it any person or witness and to require him or her to give evidence on oath, orally or in writing or on solemn affirmation if the person or witness is entitled to affirm in civil matters, and to produce such documents and evidence as it deems requisite to the full investigation of the matter into which it is inquiring; and

1992, c. 51, s. 28

107. Paragraph 69(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) a judge of a superior court, or

108. Paragraphs 74(1)(b) and (c) of the Act are replaced by the following:

- (b) prepare budgetary submissions for the requirements of the Council;
- (c) be responsible for any other administrative arrangements that are necessary to ensure that all reasonable requirements, including those for premises, equipment and other supplies and services and for officers, clerks and employees of the Council for the carrying out of its operations, are provided for in accordance with law; and

109. Section 76 of the Act and the heading before it are repealed.

110. Sections 77 and 78 of the Act are replaced by the following:

Appointment

77. The officers, clerks and employees who are required by the Commissioner to carry out the Commissioner's duties and functions under section 74 shall be appointed under the *Public Service Employment Act*.

Commissioner is deputy head

78. The Commissioner and the officers, clerks and employees appointed under section 77 shall be a portion of the public service of Canada that is separate from the Department of Justice and of which the Commissioner shall be the deputy head.

(2) Le Conseil peut en outre enquêter sur toute plainte ou accusation relative à un juge d'une juridiction supérieure.

Enquêtes facultatives

(2) L'alinéa 63(4)a) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(a) power to summon before it any person or witness and to require him or her to give evidence on oath, orally or in writing or on solemn affirmation if the person or witness is entitled to affirm in civil matters, and to produce such documents and evidence as it deems requisite to the full investigation of the matter into which it is inquiring; and

107. L'alinéa 69(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 51, art. 28

a) juges des juridictions supérieures;

108. Les alinéas 74(1)b) et c) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

- b) établit le budget du Conseil;
- c) prend les mesures d'ordre administratif qui s'imposent pour doter le Conseil en personnel, services, locaux et matériel, conformément à la loi;

109. L'article 76 de la même loi et l'intertitre le précédant sont abrogés.

110. Les articles 77 et 78 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

77. Le personnel nécessaire au commissaire pour l'exercice des attributions visées à l'article 74 est nommé conformément à la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*.

Nomination

78. Le commissaire et le personnel visé à l'article 77 constituent un secteur de l'administration publique fédérale distinct du ministère de la Justice et dont le commissaire est l'administrateur général.

d'administrateur général C. 8

- 111. The English version of the Act is amended by replacing the word "his" with the expression "his or her" in the following provisions:
 - (a) subsection 42(3);
 - (*b*) subsection 51(2);
 - (c) subsection 53(5);
 - (d) section 64; and
 - (e) paragraph 65(2)(d).

RELATED AND CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

R.S., c. A-1

Access to Information Act

112. Subsection 52(1) of the Access to Information Act is replaced by the following:

Applications relating to international affairs or defence

52. (1) An application under section 41 or 42 relating to a record or a part of a record that the head of a government institution has refused to disclose by reason of paragraph 13(1)(a) or (b) or section 15 shall be heard and determined by the Chief Justice of the Federal Court or by any other judge of that Court that the Chief Justice may designate to hear those applications.

113. Subsection 55(2) of the Act is replaced by the following:

Salary and expenses

(2) The Information Commissioner shall be paid a salary equal to the salary of a judge of the Federal Court, other than the Chief Justice of that Court, and is entitled to be paid reasonable travel and living expenses incurred in the performance of duties under this or any other Act of Parliament.

1997. c. 33

Anti-Personnel Mines Convention Implementation Act

114. Subsection 11(2) of the Anti-Personnel Mines Convention Implementation Act is replaced by the following:

Application for court order

(2) If a person objects to providing or fails to provide any requested document or information within the specified time, the Minister may apply to a judge of a superior court for an order requiring the person to provide it.

- 111. Dans la version anglaise de la même loi, notamment dans les passages ci-après, « his » est remplacé par « his or her » :
 - a) le paragraphe 42(3);
 - b) le paragraphe 51(2);
 - c) le paragraphe 53(5);
 - d) l'article 64;
 - e) l'alinéa 65(2)d).

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

Loi sur l'accès à l'information

L.R., ch. A-1

112. Le paragraphe 52(1) de la Loi sur l'accès à l'information est remplacé par ce qui suit:

52. (1) Les recours visés aux articles 41 ou 42 et portant sur les cas où le refus de donner communication totale ou partielle du document en litige s'appuyait sur les alinéas 13(1)a) ou b) ou sur l'article 15 sont exercés devant le juge en chef de la Cour fédérale ou tout autre juge de cette Cour qu'il charge de leur audition.

Affaires internationales et défense

113. Le paragraphe 55(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Le Commissaire à l'information reçoit le même traitement qu'un juge de la Cour fédérale autre que le juge en chef; il a droit aux frais de déplacement et de séjour entraînés par l'exercice des fonctions que lui confèrent la présente loi ou une autre loi fédérale.

Traitement et

Loi de mise en oeuvre de la Convention sur les mines antipersonnel

114. Le paragraphe 11(2) de la Loi de mise en oeuvre de la Convention sur les mines antipersonnel est remplacé par ce qui suit :

(2) Dans le cas où la personne refuse ou omet de communiquer les renseignements ou les documents demandés dans le délai précisé, le ministre peut demander à un juge d'une cour supérieure d'ordonner à cette personne d'effectuer cette communication.

Demande d'ordonnance iudiciaire

1997, ch. 33

R.S.C. 1970,

Army Benevolent Fund Act

Loi sur le Fonds de bienfaisance de l'armée

placé par ce qui suit :

fédérale.

tuelle.

S.R.C. 1970,

RSC 1970 c. 10 (2nd Supp.), s. 64(2)

115. Subsection 3(5) of the Army Benevolent Fund Act is replaced by the following:

S.R.C. 1970, 115. Le paragraphe 3(5) de la *Loi sur le* ch. 10 (2e Fonds de bienfaisance de l'armée est remsuppl.), par. 64(2)

Moneys in Fund the property of Her Majesty

(5) All moneys and securities required by this section to be paid or transferred to the Receiver General are hereby declared to be and to have been the property of Her Majesty in right of Canada and may be recovered by action on behalf of Her Majesty in the Federal Court.

(5) Toutes les sommes d'argent et valeurs dont le présent article exige le versement ou transfert au receveur général sont déclarés être et avoir été la propriété de Sa Majesté du chef du Canada, et peuvent être recouvrées par une action, au nom de Sa Majesté, devant la Cour Propriété de Sa Majesté

2000, c. 9

Canada Elections Act

Loi électorale du Canada

2000, ch. 9

116. Subsection 15(2) of the Canada *Elections Act* is replaced by the following:

Salary and expenses of Electoral Officer

(2) The Chief Electoral Officer shall be paid a salary equal to the salary of a judge of the Federal Court, other than the Chief Justice of that Court, and is entitled to be paid reasonable travel and living expenses while absent from his or her ordinary place of residence in the course of his or her duties.

117. Paragraph 525(1)(b) of the Act is

116. Le paragraphe 15(2) de la Loi électorale du Canada est remplacé par ce qui suit:

(2) Il touche un traitement égal à celui d'un

juge de la Cour fédérale autre que le juge en

chef et a droit aux frais de déplacement et de

séjour entraînés par l'accomplissement de ses

fonctions hors du lieu de sa résidence habi-

Traitement et

replaced by the following:

(b) the Federal Court.

117. Le paragraphe 525(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

525. (1) La juridiction siégeant dans le district judiciaire où se trouve, en tout ou en partie, la circonscription en cause ou la Cour fédérale constituent le tribunal compétent pour entendre la requête.

Compétence

R.S., c. C-5 1997, c. 18,

s. 117

Canada Evidence Act

118. Subsection 23(1) of the Canada

Loi sur la preuve au Canada

L.R., ch. C-5

Evidence Act is replaced by the following:

118. Le paragraphe 23(1) de la *Loi sur la* preuve au Canada est remplacé par ce qui suit:

1997, ch. 18, art. 117

Evidence of iudicial proceedings, etc.

23. (1) Evidence of any proceeding or record whatever of, in or before any court in Great Britain, the Supreme Court, the Federal Court of Appeal, the Federal Court or the Tax Court of Canada, any court in a province, any court in a British colony or possession or any court of record of the United States, of a state of the United States or of any other foreign country, or before any justice of the peace or coroner in a province, may be given in any action or proceeding by an exemplification or certified copy of the proceeding or record,

23. (1) La preuve d'une procédure ou pièce d'un tribunal de la Grande-Bretagne, ou de la Cour suprême, ou de la Cour d'appel fédérale, ou de la Cour fédérale, ou de la Cour canadienne de l'impôt, ou d'un tribunal d'une province, ou de tout tribunal d'une colonie ou possession britannique, ou d'un tribunal d'archives des États-Unis, ou de tout État des États-Unis, ou d'un autre pays étranger, ou d'un juge de paix ou d'un coroner dans une province, peut se faire, dans toute action ou procédure, au moyen d'une ampliation ou

Preuve des procédures judiciaires, C. 8

purporting to be under the seal of the court or under the hand or seal of the justice, coroner or court stenographer, as the case may be, without any proof of the authenticity of the seal or of the signature of the justice, coroner or court stenographer or other proof whatever.

119. Paragraph 37(5)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) to the Federal Court of Appeal from a determination of the Federal Court or the Tax Court of Canada: or

R.S., c. L-2

Canada Labour Code

R.S., c. 9 (1st Supp.), s. 4

Injunction proceedings

120. Section 152 of the Canada Labour *Code* is replaced by the following:

152. The Minister may apply or cause an application to be made to a judge of a superior court for an order enjoining any person from contravening a provision of this Part, whether or not a prosecution has been instituted for an offence under this Part, or enjoining any person from continuing any act or default for which the person was convicted of an offence under this Part.

R.S., c. C-8

Canada Pension Plan

R.S., c. 30 (2nd Supp.), s. 45(1)

121. (1) Paragraphs 83(5)(a) and (b) of the Canada Pension Plan are replaced by the following:

- (a) a Chairman and a Vice-Chairman, each of whom shall be a judge of the Federal Court of Appeal, the Federal Court or a superior court of a province; and
- (b) not less than one and not more than ten other persons, each of whom shall be a judge of the Federal Court of Appeal, the Federal Court or a superior court of a province.

1995, c. 33, s. 36(2)

(2) Subsection 83(5.1) of the Act is replaced by the following:

Temporary members of the Board

(5.1) Subject to subsections (5.2) and (5.3), in addition to the members of the Pension Appeals Board for whom provision is made by subsection (5), any judge or former judge of the Federal Court of Canada, the Federal copie certifiée de la procédure ou pièce, donnée comme portant le sceau du tribunal, ou la signature ou le sceau du juge de paix, du coroner ou du sténographe judiciaire, selon le cas, sans aucune preuve de l'authenticité de ce sceau ou de la signature du juge de paix, du coroner ou du sténographe judiciaire, ni autre preuve.

119. L'alinéa 37(5)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) devant la Cour d'appel fédérale, pour ce qui est de celles de la Cour fédérale ou de la Cour canadienne de l'impôt;

Code canadien du travail

L.R., ch. L-2 L.R., ch. 9

(1er suppl.), art. 4

Procédure

d'injonction

120. L'article 152 du Code canadien du travail est remplacé par ce qui suit :

152. Le ministre peut demander ou faire demander à un juge d'une juridiction supérieure une ordonnance interdisant toute contravention à la présente partie — que des poursuites aient été engagées ou non sous le régime de celle-ci - ou visant à faire cesser l'acte ou le défaut ayant donné lieu à l'infraction pour laquelle il y a eu déclaration de culpabilité en application de la présente partie.

Régime de pensions du Canada

L.R., ch. C-8 L.R., ch. 30

(2e suppl.), par. 45(1)

121. (1) Les alinéas 83(5)a et b) du Régime de pensions du Canada sont remplacés par ce qui suit :

- a) un président et un vice-président qui doivent tous deux être juges de la Cour d'appel fédérale, de la Cour fédérale ou d'une cour supérieure d'une province;
- b) de une à dix autres personnes, chacune de celles-ci étant juge de la Cour d'appel fédérale, de la Cour fédérale ou d'une cour supérieure d'une province.

(2) Le paragraphe 83(5.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(5.1) Sous réserve des paragraphes (5.2) et (5.3), en plus des membres de la Commission d'appel des pensions prévus au paragraphe (5), tout juge de la Cour fédérale du Canada, de la Cour d'appel fédérale, de la Cour 1995, ch. 33, par. 36(2)

Membres suppléants de la Commission Court of Appeal or the Federal Court or of a superior or district court of a province may, on the request of the Chairman of the Board made with the approval of the Governor in Council, act as a temporary member of the Board.

1995, c. 33, s. 36(2)

(3) Paragraph 83(5.2)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) to a judge of the Federal Court of Appeal or the Federal Court, without the consent of the Chief Justice of the Court or of the Attorney General of Canada; or

1996, c. 10

Canada Transportation Act

122. Subsection 33(1) of the *Canada Transportation Act* is replaced by the following:

Enforcement of decision or order **33.** (1) A decision or an order of the Agency may be made an order of any superior court and is enforceable in the same manner as such an order.

R.S., c. C-20

Canadian Ownership and Control Determination Act

1990, c. 8, s. 48

123. Section 27 of the Canadian Ownership and Control Determination Act is replaced by the following:

Judicial review **27.** A person that is directly affected by a determination or redetermination of Canadian ownership rate by the Minister under subsection 7(2), 12(1) or 21(1) may apply for judicial review under the *Federal Courts Act* by filing a notice of the application in the Federal Court within 30 days after the determination or redetermination is made, or within any further time that the Court or a judge of the Court may fix or allow before or after the end of those 30 days.

fédérale ou d'une cour supérieure ou de district d'une province, et toute personne qui a occupé le poste de juge d'un tel tribunal peut, sur demande du président de la Commission assortie de l'autorisation du gouverneur en conseil, agir à titre de membre suppléant de la Commission.

(3) L'alinéa 83(5.2)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1995, ch. 33, par. 36(2)

a) pour les juges de la Cour d'appel fédérale ou de la Cour fédérale, au consentement du juge en chef du tribunal concerné ou du procureur général du Canada;

Loi sur les transports au Canada

1996, ch. 10

122. Le paragraphe 33(1) de la *Loi sur les transports au Canada* est remplacé par ce qui suit :

33. (1) Les décisions ou arrêtés de l'Office peuvent être homologués par une cour supérieure; le cas échéant, leur exécution s'effectue selon les mêmes modalités que les ordonnances de la cour saisie.

Homologation

Loi sur la détermination de la participation et du contrôle canadiens

L.R., ch. C-20

123. L'article 27 de la *Loi sur la détermination de la participation et du contrôle canadiens* est remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 8, art. 48

27. Quiconque est directement touché par une détermination ou une nouvelle détermination d'un taux de participation canadienne que fait le ministre en vertu des paragraphes 7(2), 12(1) ou 21(1) peut demander son contrôle judiciaire conformément à la *Loi sur les Cours fédérales* en déposant une demande auprès de la Cour fédérale dans les trente jours de la détermination ou de la nouvelle détermination ou pendant tout autre délai supplémentaire que la cour ou l'un de ses juges peut fixer ou autoriser, soit avant, soit après l'expiration de ces trente jours.

Révision judiciaire

1999, c. 35

Civil International Space Station Agreement Implementation Act

124. Subsection 7(2) of the Civil International Space Station Agreement Implementation Act is replaced by the following:

Application for court order (2) If a person objects to providing or fails to provide the Minister or a designated person, as the case may be, with any requested information or a requested document within the specified period, the Minister may apply to a judge of a superior court of a province or of the Federal Court for an order requiring the person to provide it.

R.S., c. 17 (2nd Supp.)

Commercial Arbitration Act

125. Section 6 of the *Commercial Arbitration Act* is replaced by the following:

Definition of "court" or "competent court"

R.S., c. C-34;

(2nd Supp.),

(2nd Supp.),

c. 2, par. 37(d)

Order for oral

examination,

production or

written return

s. 24; 1999,

R.S., c. 19

s. 19 R.S., c. 19 **6.** In the Code, "court" or "competent court" means a superior, county or district court, except when the context requires otherwise.

Competition Act

126. The portion of subsection 11(1) of the *Competition Act* before paragraph (a) is replaced by the following:

11. (1) If, on the *ex parte* application of the Commissioner or his or her authorized representative, a judge of a superior or county court is satisfied by information on oath or solemn affirmation that an inquiry is being made under section 10 and that a person has or is likely to have information that is relevant to the inquiry, the judge may order the person to

R.S., c. 19 (2nd Supp.),

Application to

127. Subsection 14(3) of the Act is replaced by the following:

(3) A judge of a superior or county court may, on application by a presiding officer, order any person to comply with an order made by the presiding officer under subsection (2).

Loi de mise en oeuvre de l'Accord sur la Station spatiale internationale civile

124. Le paragraphe 7(2) de la Loi de mise en oeuvre de l'Accord sur la Station spatiale internationale civile est remplacé par ce qui suit:

(2) Dans le cas où la personne refuse ou omet de communiquer les renseignements ou les documents demandés dans le délai précisé, le ministre peut demander à un juge d'une cour supérieure d'une province ou de la Cour fédérale d'ordonner à cette personne d'effectuer la communication.

Demande d'ordonnance judiciaire

1999, ch. 35

Loi sur l'arbitrage commercial

125. L'article 6 de la *Loi sur l'arbitrage commercial* est remplacé par ce qui suit :

6. Dans le Code, « tribunal » ou « tribunal compétent » s'entend, sauf indication contraire du contexte, de toute cour supérieure, de district ou de comté.

Définition de « tribunal » ou « tribunal compétent »

L.R., ch. 17

(2e suppl.)

Loi sur la concurrence

126. Le passage du paragraphe 11(1) de la *Loi sur la concurrence* précédant l'alinéa *a*) est remplacé par ce qui suit :

11. (1) Sur demande *ex parte* du commissaire ou de son représentant autorisé, un juge d'une cour supérieure ou d'une cour de comté peut, lorsqu'il est convaincu d'après une dénonciation faite sous serment ou affirmation solennelle qu'une enquête est menée en application de l'article 10 et qu'une personne détient ou détient vraisemblablement des renseignements pertinents à l'enquête en question, ordonner à cette personne :

127. Le paragraphe 14(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Un juge d'une cour supérieure ou d'une cour de comté peut, à la demande d'un fonctionnaire d'instruction, ordonner à toute personne de se conformer à une ordonnance rendue par le fonctionnaire d'instruction en application du paragraphe (2).

L.R., ch. C-34; L.R., ch. 19 (2^e suppl.), art. 19

L.R., ch. 19 (2^e suppl.), art. 24; 1999, ch. 2, al. 37*d*)

Ordonnance exigeant une déposition orale ou une déclaration écrite

L.R., ch. 19 (2^e suppl.), art. 24

Demande à la

R.S., c. 19 (2nd Supp.), s. 24; 1999. c. 2, par. 37(g)

128. The portion of subsection 15(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Warrant for entry of premises

15. (1) If, on the *ex parte* application of the Commissioner or his or her authorized representative, a judge of a superior or county court is satisfied by information on oath or solemn affirmation

R.S., c. 19 (2nd Supp.), s. 24

129. Paragraph 17(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) take the record or other thing before the judge who issued the warrant or a judge of the same court or, if no warrant was issued, before a judge of a superior or county court;

R.S., c. 19 (2nd Supp.), Part I

Competition Tribunal Act

130. Subsection 13(1) of the Competition *Tribunal Act* is replaced by the following:

Appeal

13. (1) Subject to subsection (2), an appeal lies to the Federal Court of Appeal from any decision or order, whether final, interlocutory or interim, of the Tribunal as if it were a judgment of the Federal Court.

R.S., c. C-42

Copyright Act

R.S., c. 10 (4th Supp.), s 12

131. Subsection 66.7(2) of the French version of the Copyright Act is replaced by the following:

Assimilation

(2) Les décisions de la Commission peuvent, en vue de leur exécution, être assimilées à des actes de la Cour fédérale ou de toute cour supérieure; le cas échéant, leur exécution s'effectue selon les mêmes modalités.

128. Le passage du paragraphe 15(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

15. (1) À la demande ex parte du commissaire ou de son représentant autorisé et si, d'après une dénonciation faite sous serment ou affirmation solennelle, un juge d'une cour supérieure ou d'une cour de comté est convaincu:

129. L'alinéa 17(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) produire ce document ou cette autre chose soit devant le juge qui a délivré le mandat ou devant un juge de la même cour, soit encore, dans les cas où aucun mandat n'a été délivré, devant un juge d'une cour supérieure ou d'une cour de comté;

Loi sur le Tribunal de la concurrence

L.R., ch. 19 (2e suppl.), Partie I

130. Le paragraphe 13(1) de la Loi sur le Tribunal de la concurrence est remplacé par ce qui suit :

13. (1) Sous réserve du paragraphe (2), les décisions ou ordonnances du Tribunal, que celles-ci soient définitives, interlocutoires ou provisoires, sont susceptibles d'appel devant la Cour d'appel fédérale tout comme s'il s'agissait de jugements de la Cour fédérale.

Loi sur le droit d'auteur

131. Le paragraphe 66.7(2) de la version

française de la Loi sur le droit d'auteur est remplacé par ce qui suit :

(2) Les décisions de la Commission peuvent, en vue de leur exécution, être assimilées à des actes de la Cour fédérale ou de toute cour supérieure; le cas échéant, leur exécution s'effectue selon les mêmes modalités.

L.R., ch. 19 (2e suppl.), art. 24: 1999 ch. 2, al. 37g)

Mandat de

L.R., ch. 19 (2e suppl.), art. 24

Appel

L.R., ch. C-42 L.R., ch. 10

(4e suppl.), art 12.

Assimilation

66 1992, c. 20

Corrections and Conditional Release Act

1995, c. 42, s. 59

132. Subsection 155.1(2) of the Corrections and Conditional Release Act is replaced by the following:

Judge to conduct inquiry

(2) If the Minister considers it appropriate that an inquiry under this section be held, a judge, supernumerary judge or former judge of the Federal Court of Canada, the Federal Court of Appeal or the Federal Court, in this section and section 155.2 referred to as a "judge", shall conduct the inquiry.

1984, c. 18

Cree-Naskapi (of Quebec) Act

133. Subsection 55(2) of the English version of the Cree-Naskapi (of Ouebec) Act is replaced by the following:

Exclusion of Federal Court's iurisdiction

(2) Notwithstanding the Federal Courts Act, the Federal Court does not have the jurisdiction to hear applications described in subsection (1).

R.S., c. 1 (2nd Supp.)

Customs Act

134. Subsection 135(2) of the Customs Act is replaced by the following:

Ordinary action

(2) The Federal Courts Act and the rules made under that Act applicable to ordinary actions apply in respect of actions instituted under subsection (1) except as varied by special rules made in respect of such actions.

1996, c. 23

Employment Insurance Act

1998, c. 19, s. 270

135. (1) Subsection 112(2) of the *Employ*ment Insurance Act is replaced by the following:

Judges acting as umpires

- (2) Subject to subsection (4), a judge or former judge of a superior, county or district court or a judge or former judge appointed under an Act of Parliament or the legislature of a province may, at the request of the chief umpire made with the approval of the Governor in Council, act as an umpire and, while so acting, the judge or former judge has all the powers of an umpire.
- (2) Subsection 112(5) of the Act is replaced by the following:

Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition

132. Le paragraphe 155.1(2) de la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition est remplacé par ce qui suit :

(2) Si le ministre estime qu'une enquête s'impose, celle-ci est tenue par un juge, juge surnuméraire ou ancien juge de la Cour fédérale du Canada, de la Cour d'appel

Nomination de l'enquêteur

1992, ch. 20

1995, ch. 42,

Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec

fédérale ou de la Cour fédérale.

133. Le paragraphe 55(2) de la version anglaise de la Loi sur les Cris et les Naskapis

(2) Notwithstanding the Federal Courts Act, the Federal Court does not have the jurisdiction to hear applications described in subsection (1).

du Québec est remplacé par ce qui suit :

Exclusion of Federal Court's iurisdiction

1984, ch. 18

Loi sur les douanes

L.R., ch. 1 (2e suppl.)

134. Le paragraphe 135(2) de la *Loi sur* les douanes est remplacé par ce qui suit :

(2) La Loi sur les Cours fédérales et les règles prises aux termes de cette loi applicables aux actions ordinaires s'appliquent aux actions intentées en vertu du paragraphe (1), sous réserve des adaptations occasionnées par les règles particulières à ces actions.

Action ordinaire

Loi sur l'assurance-emploi

qui suit :

135. (1) Le paragraphe 112(2) de la *Loi* sur l'assurance-emploi est remplacé par ce

fonctions de

Juges exercant les

- (2) Sous réserve du paragraphe (4), tout juge ou ancien juge d'une cour supérieure, d'une cour de comté ou de district ou nommé au titre d'une loi du Parlement ou d'une loi provinciale peut, sur demande faite par le juge-arbitre en chef avec l'agrément du gouverneur en conseil, exercer les fonctions d'un juge-arbitre; il détient alors, dans l'exercice de ces fonctions, tous les pouvoirs d'un juge-arbitre.
- (2) Le paragraphe 112(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1996, ch. 23 1998, ch. 19,

juges-arbitres

Traitement

Salary and travel allowance

- (5) A judge or former judge who acts as an umpire shall be paid
 - (a) a salary for the period the person acts at the rate fixed by the Judges Act for a judge of the Federal Court, other than the Chief Justice of that Court, less any amount otherwise payable to the person under that Act for the period; and
 - (b) the travel allowances that a judge is entitled to be paid under that Act.

R.S., c. E-9

Energy Supplies Emergency Act

1996, c. 10. s. 222(1)

136. Subsection 42(1) of the Energy Supplies Emergency Act is replaced by the following:

Injunctions and orders

42. (1) When it appears to the Board that a person or an organization has engaged in, is engaged in or is about to engage in any acts or practices in contravention of a provision of a regulation made under this Act or in contravention of a decision or an order made by the Canadian Transportation Agency or the National Energy Board under a direction given under this Act, the Board may request the Attorney General of Canada to bring an action in a superior court to enjoin those acts or practices.

R.S., c. E-15

Excise Tax Act

R.S., c. 7 (2nd Supp.), s. 38(1), c. 47 (4th Supp.), s. 52 (Sch., item 5(3))

Institution of appeal to Court

- 137. (1) Subsections 81.28(1) and (2) of the Excise Tax Act are replaced by the following:
- 81.28 (1) An appeal to the Federal Court under section 81.2, 81.22 or 81.24 shall be instituted
 - (a) in the case of an appeal by a person, other than the Minister, in the manner set out in section 48 of the Federal Courts Act;
 - (b) in the case of an appeal by the Minister, in the manner provided by the rules made under the Federal Courts Act for the commencement of an action.

(5) Toute personne agissant en qualité de juge-arbitre en vertu du paragraphe (2) reçoit, pendant la période où elle exerce ses fonctions, le traitement accordé par la Loi sur les juges aux juges de la Cour fédérale autres que le juge en chef, moins le montant que cette loi lui alloue par ailleurs pour cette période; elle reçoit également les indemnités de déplacement accordées aux juges en vertu de cette loi.

Loi d'urgence sur les approvisionnements d'énergie

L.R., ch. E-9

136. Le paragraphe 42(1) de la Loi sur les approvisionnements d'énergie est remplacé par ce qui suit :

Injonctions

1996, ch. 10,

par. 222(1)

42. (1) Lorsqu'il paraît évident à l'Office de répartition des approvisionnements d'énergie qu'une personne ou une organisation s'est livrée, se livre ou est sur le point de se livrer à des actes ou à des pratiques contrevenant à quelque disposition d'un règlement pris en vertu de la présente loi ou à quelque décision ou ordonnance rendue par l'Office des transports du Canada ou par l'Office national de l'énergie en application d'une directive donnée en vertu de la présente loi, l'Office de répartition des approvisionnements d'énergie peut demander au procureur général du Canada d'intenter devant une cour supérieure une action en injonction visant ces actes ou ces pratiques.

Loi sur la taxe d'accise

137. (1) Les paragraphes 81.28(1) et (2) de la Loi sur la taxe d'accise sont remplacés par ce qui suit :

81.28 (1) Un appel à la Cour fédérale en vertu des articles 81.2, 81.22 ou 81.24 doit être interjeté:

- a) dans le cas d'un appel interjeté par une personne, autre que le ministre, de la manière énoncée à l'article 48 de la Loi sur les Cours fédérales;
- b) dans le cas d'un appel interjeté par le ministre, de la manière prévue par les règles établies conformément à cette loi pour l'introduction d'une action.

L.R., ch. E-15

L.R., ch. 7 (2e suppl.), par. 38(1), ch. 47 (4e suppl.), art. 52, ann., no 5(3)

Introduction d'un appel à la Cour fédérale

C. 8

Counter-claim or cross-demand (2) If the respondent in an appeal under section 81.24 from a decision of the Tribunal desires to appeal that decision, the respondent may do so, whether or not the time fixed by that section has expired, by a counter-claim or cross-demand instituted in accordance with the *Federal Courts Act* and the rules made under that Act.

(2) Si le défendeur dans un appel d'une décision du Tribunal en vertu de l'article 81.24 désire interjeter appel de cette décision, il peut le faire, que le délai fixé par cet article soit expiré ou non, en introduisant une demande reconventionnelle sous le régime de la *Loi sur les Cours fédérales* et des règles établies conformément à cette loi.

Demande reconventionnelle

R.S., c. 7 (2nd Supp.), s. 38(1)

(2) The portion of subsection 81.28(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Procedure

R.S., c. 7

s.38(1)

(2nd Supp.),

(3) An appeal to the Federal Court under this Part is deemed to be an action in the Federal Court to which the *Federal Courts Act* and the rules made under that Act applicable to an ordinary action apply, except as varied by special rules made in respect of such appeals and except that

(3) Paragraph 81.28(3)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) a copy of a notice of objection filed with the Federal Court under subsection 81.21(3) is deemed to be a statement of claim that is filed with the Court by the person serving the notice and served by that person on the Minister on the day it was so filed by the Minister; and

R.S., c. 7 (2nd Supp.), s. 38(1)

138. Subsection 81.37(1) of the Act is replaced by the following:

Reference to Federal Court **81.37** (1) If the Minister and a person agree in writing that a question of law, fact or mixed law and fact relating to this Act should be determined by the Federal Court, the question shall be determined by that Court under subsection 17(3) of the *Federal Courts Act*.

139. The portion of subsection 81.38(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(2) Le passage du paragraphe 81.28(3) de la même loi précédant l'alinéa *a*) est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 7 (2^e suppl.), par. 38(1)

(3) Un appel à la Cour fédérale en vertu de la présente partie est réputé être une action devant celle-ci à laquelle la *Loi sur les Cours fédérales* et les règles établies conformément à cette loi s'appliquent comme pour une action ordinaire, sauf dans la mesure où l'appel est modifié par des règles spéciales établies à l'égard de tels appels, sauf que :

Procédure

(3) L'alinéa 81.28(3)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 7 (2^e suppl.), par. 38(1)

b) la copie d'un avis d'opposition déposée auprès de la Cour fédérale conformément au paragraphe 81.21(3) est réputée être une déclaration déposée auprès du tribunal par la personne signifiant l'avis et avoir été signifiée par elle au ministre à la date où elle a été ainsi déposée par le ministre;

138. Le paragraphe 81.37(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 7 (2^e suppl.), par. 38(1)

Renvoi à la

Cour fédérale

81.37 (1) Lorsque le ministre et une personne conviennent par écrit qu'une question de droit, de fait ou mixte de droit et de fait relative à la présente loi devrait être déterminée par la Cour fédérale, cette question est déterminée par le tribunal en application du paragraphe 17(3) de la *Loi sur les Cours fédérales*.

139. Le passage du paragraphe 81.38(1) de la même loi précédant l'alinéa *a*) est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 7 (2e suppl.), par. 38(1), ch. 47 (4e suppl.), art. 52, ann., no 5(3)

R.S., c. 7 (2nd Supp.), s. 38(1), c. 47 (4th Supp.), s. 52 (Sch., item 5(3)) Payment by Minister on appeal

R.S., c. 7 (2nd Supp.), s. 41(1), c. 47 (4th Supp.), s. 52 (Sch., item 5(3))

Delay when agreement

81.38 (1) If the Tribunal, the Federal Court, the Federal Court of Appeal or the Supreme Court of Canada has, on the disposition of an appeal under this Part,

140. Subsection 86(8) of the Act is replaced by the following:

(8) Despite subsections (1) to (7), if a person has served a notice of objection under section 81.15 or has appealed to the Tribunal or the Federal Court under this Part, otherwise than under section 81.33, in respect of an assessment and agrees in writing with the Minister to delay proceedings on the objection or appeal until a decision or judgment is rendered in another action before the Tribunal, the Federal Court, the Federal Court of Appeal or the Supreme Court of Canada in which the issue is the same or substantially the same as that raised in the objection or appeal of that person, the Minister may take any of the actions described in paragraphs (4)(a) to (d)for the purpose of collecting any sum for which that person has been assessed, determined in a manner consistent with the decision or judgment of the Tribunal or Court in the other action, at any time after the Minister notifies the person in writing that the decision or judgment has been rendered.

1999, c. 18

Extradition Act

141. (1) Subsection 57(1) of the *Extradition Act* is replaced by the following:

Review of order

- **57.** (1) Despite the *Federal Courts Act*, the court of appeal of the province in which the committal of the person was ordered has exclusive original jurisdiction to hear and determine applications for judicial review under this Act, made in respect of the decision of the Minister under section 40.
- (2) Subsection 57(7) of the Act is replaced by the following:

81.38 (1) Lorsque le Tribunal, la Cour fédérale, la Cour d'appel fédérale ou la Cour suprême du Canada a, en statuant sur un appel sous le régime de la présente partie :

140. Le paragraphe 86(8) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(8) Par dérogation aux paragraphes (1) à (7), dans les cas où une personne a signifié un avis d'opposition en vertu de l'article 81.15 ou a appelé d'une cotisation au Tribunal ou à la Cour fédérale en application de la présente partie, à l'exclusion de l'article 81.33, et où la personne conclut un accord écrit avec le ministre à l'effet de retarder les procédures d'opposition ou d'appel jusqu'à ce qu'une décision ou un jugement soient rendus dans une autre instance devant le Tribunal, la Cour fédérale, la Cour d'appel fédérale ou la Cour suprême du Canada où la question en litige est la même, ou essentiellement la même que celle soulevée par l'opposition ou l'appel de cette personne, le ministre peut prendre action conformément aux alinéas (4)a) à d) en vue de la perception d'une somme pour laquelle la personne a fait l'objet d'une cotisation établie conformément à la décision ou au jugement rendus par le Tribunal ou le tribunal dans l'autre instance, après avoir notifié par écrit cette personne de cette décision ou de ce jugement.

appel

Paiement à la

suite d'un

L.R., ch. 7 (2e suppl.), par. 41(1), ch. 47 (4e suppl.), art. 52, ann., no 5(3)

Délai en cas d'accord

Loi sur l'extradition

141. (1) Le paragraphe 57(1) de la *Loi sur l'extradition* est remplacé par ce qui suit :

57. (1) Malgré la *Loi sur les Cours fédérales*, la cour d'appel de la province où l'incarcération a été ordonnée a compétence exclusive pour connaître, conformément au présent article, de la demande de révision judiciaire de l'arrêté d'extradition pris au titre de l'article 40.

(2) Le paragraphe 57(7) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1999, ch. 18

Révision judiciaire

Motifs

70

Grounds of review (7) The court of appeal may grant relief under this section on any of the grounds on which the Federal Court may grant relief under subsection 18.1(4) of the *Federal Courts Act*.

R.S., c. F-11

Financial Administration Act

1992, c. 1, s. 72

142. Schedule I.1 to the *Financial Administration Act* is amended by striking out, in column I, the references to

Registry of the Federal Court of Canada

Greffe de la Cour fédérale du Canada

Registry of the Tax Court of Canada

Greffe de la Cour canadienne de l'impôt

and the corresponding references in column II to the "Minister of Justice".

143. Schedule I.1 to the Act is amended by adding, in alphabetical order in column I, a reference to

Courts Administration Service

Service administratif des tribunaux judiciaires

and a corresponding reference in column II to the "Minister of Justice".

R.S., c. I-2

Immigration Act

1992, c. 49, s. 53 144. Subsection 63.1(2) of the *Immigration Act* is replaced by the following:

Appointment

(2) If the Minister considers that it is appropriate that an inquiry under this section be held, a judge, supernumerary judge or former judge of the Federal Court of Canada, the Federal Court of Appeal or the Federal Court, in this section and section 63.2 referred to as the "judge", shall conduct the inquiry.

1992, c. 49, s. 73 145. Subsection 83(4) of the Act is replaced by the following:

Refusal not subject to appeal (4) For greater certainty, a refusal of the Federal Court to certify that a serious question of general importance is involved in any matter is not subject to appeal.

1992, c. 49, s. 73 146. Subsection 84(1) of the Act is replaced by the following:

(7) Elle peut prendre les mesures prévues au présent article pour les mêmes motifs que la Cour fédérale peut le faire en application du paragraphe 18.1(4) de la *Loi sur les Cours fédérales*.

Loi sur la gestion des finances publiques

L.R., ch. F-11

1992, ch. 1, art. 72

142. L'annexe I.1 de la *Loi sur la gestion* des finances publiques est modifiée par suppression, dans la colonne I, de ce qui suit :

Greffe de la Cour canadienne de l'impôt

Registry of the Tax Court of Canada

Greffe de la Cour fédérale du Canada

Registry of the Federal Court of Canada

ainsi que de la mention « Le ministre de la Justice » placée, dans la colonne II, en regard de ces secteurs.

143. L'annexe I.1 de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, dans la colonne I, de ce qui suit:

Service administratif des tribunaux judiciaires

Courts Administration Service

ainsi que de la mention « Le ministre de la Justice », dans la colonne II, en regard de ce secteur.

Loi sur l'immigration

L.R., ch. I-2

144. Le paragraphe 63.1(2) de la *Loi sur l'immigration* est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 49, art. 53

(2) Si le ministre estime qu'une enquête s'impose, celle-ci est tenue par un juge, juge surnuméraire ou ancien juge de la Cour fédérale du Canada, de la Cour d'appel fédérale ou de la Cour fédérale.

Nomination de l'enquêteur

145. Le paragraphe 83(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 49, art. 73

(4) Il est entendu que le refus de la Cour fédérale de certifier dans son jugement qu'une affaire soulève une question grave de portée générale et d'énoncer celle-ci ne constitue pas un jugement susceptible d'appel.

Absence de droit d'appel de l'absence de certification

146. Le paragraphe 84(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 49, art. 73

Règles

Rules

- **84.** (1) Subject to the approval of the Governor in Council, the rules committee established under section 45.1 of the *Federal Courts Act* may make rules governing the practice and procedure in relation to
 - (a) applications under section 82.1 for leave to commence an application for judicial review,
 - (b) applications for judicial review under that Act with respect to any decision or order made, or any matter arising, under this Act or the rules or regulations made under this Act, and
- (c) appeals referred to in section 83, and those rules shall be binding despite any rule or practice that would otherwise be applicable.

R.S., c. 29 (4th Supp.), s. 11

Ordinary

action

147. Subsection 102.17(2) of the Act is replaced by the following:

(2) The *Federal Courts Act* and the rules made under that Act applicable to ordinary actions apply in respect of actions instituted under subsection (1), except as varied by

special rules made in respect of such actions.

R.S., c. 1 (5th Supp.) Income Tax Act

148. The heading before section 169 of the *Income Tax Act* is replaced by the following:

Division J — Appeals to the Tax Court of Canada and the Federal Court of Appeal

149. Subsection 176(2) of the Act is replaced by the following:

Documents to be transferred to Federal Court of Appeal (2) As soon as is reasonably practicable after receiving notice of an appeal to the Federal Court of Appeal in respect of which section 180 applies, the Minister shall cause to be transmitted to the registry of that Court copies of all documents that are relevant to the decision of the Minister appealed from.

84. (1) Le comité des règles établi aux termes de l'article 45.1 de la *Loi sur les Cours fédérales* peut, sous réserve de l'agrément du gouverneur en conseil, établir des règles régissant la pratique et la procédure relatives aux demandes d'autorisation prévues à l'article 82.1, aux demandes de contrôle judiciaire présentées aux termes de cette loi et relatives aux décisions ou ordonnances rendues, aux mesures prises ou à toute autre mesure soulevée dans le cadre de la présente loi ou de ses textes d'application — règlements ou règles —, ainsi qu'aux appels prévus à l'article 83; ces règles l'emportent sur les règles et usages qui seraient par ailleurs applicables.

147. Le paragraphe 102.17(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

art. 11
es Action ordinaire
a-

(2) La Loi sur les Cours fédérales et les règles prises aux termes de cette loi applicables aux actions ordinaires s'appliquent aux actions intentées en vertu du paragraphe (1), sous réserve des adaptations occasionnées par les règles particulières à ces actions.

Loi de l'impôt sur le revenu

L.R., ch. 1 (5^e suppl.)

L.R., ch. 29

(4e suppl.),

148. L'intertitre précédant l'article 169 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* est remplacé par ce qui suit :

Section J — Appels auprès de la Cour canadienne de l'impôt et de la Cour d'appel fédérale

149. Le paragraphe 176(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Dès que cela est réalisable, après réception d'un avis d'appel à la Cour d'appel fédérale visé à l'article 180, le ministre fait transmettre au greffe de la cour une copie des documents pertinents à l'appel.

Documents à transmettre à la Cour d'appel fédérale 1991, c. 13

C. 8

International Sale of Goods Contracts Convention Act

150. Section 7 of the *International Sale of Goods Contracts Convention Act* is replaced by the following:

Jurisdiction

7. The Federal Court and the superior courts of the provinces are courts of competent jurisdiction for the purpose of the enforcement of this Act and the Convention.

R.S., c. I-21

Interpretation Act

- 151. (1) The definitions "Federal Court", "Federal Court Appeal Division" or "Federal Court of Appeal" and "Federal Court Trial Division" in subsection 35(1) of the *Interpretation Act* are repealed.
- (2) The portion of the definition "superior court" in subsection 35(1) of the Act after paragraph (e) is replaced by the following:

and includes the Supreme Court of Canada, the Federal Court of Appeal, the Federal Court and the Tax Court of Canada;

R.S., c. 28 (1st Supp.)

Investment Canada Act

152. Subsection 40(6) of the *Investment Canada Act* is replaced by the following:

Definition of "superior

(6) In this section, "superior court" has the same meaning as in subsection 35(1) of the *Interpretation Act* but does not include the Supreme Court of Canada, the Federal Court of Appeal or the Tax Court of Canada.

R.S., c. N-5

National Defence Act

153. Subsection 234(2) of the *National Defence Act* is replaced by the following:

Judges

- (2) The judges of the Court Martial Appeal Court are
 - (a) not fewer than four judges of the Federal Court of Appeal or the Federal Court to be designated by the Governor in Council; and
 - (b) any additional judges of a superior court of criminal jurisdiction who are appointed by the Governor in Council.

Loi sur la Convention relative aux contrats de vente internationale de marchandises

150. L'article 7 de la *Loi sur la Convention* relative aux contrats de vente internationale de marchandises est remplacé par ce qui suit :

7. La Cour fédérale et les cours supérieures des provinces sont compétentes pour tout ce qui touche à l'application de la présente loi et de la Convention.

Compétence

1991, ch. 13

Loi d'interprétation

L.R., ch. I-21

- 151. (1) Les définitions de « Cour fédérale », « Section d'appel de la Cour fédérale » ou « Cour d'appel fédérale » et « Section de première instance de la Cour fédérale », au paragraphe 35(1) de la *Loi d'interprétation*, sont abrogées.
- (2) Le passage de la définition de « juridiction supérieure » ou « cour supérieure », au paragraphe 35(1) de la même loi, précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :
- « juridiction supérieure » ou « cour supérieure » Outre la Cour suprême du Canada, la Cour d'appel fédérale, la Cour fédérale et la Cour canadienne de l'impôt :

« juridiction supérieure » ou « cour supérieure » "superior court"

Loi sur Investissement Canada

L.R., ch. 28 (1^{er} suppl.)

152. Le paragraphe 40(6) de la *Loi sur Investissement Canada* est remplacé par ce qui suit :

(6) Au présent article, « cour supérieure » a le sens que lui donne le paragraphe 35(1) de la *Loi d'interprétation* mais ne vise pas la Cour suprême du Canada, la Cour d'appel fédérale et la Cour canadienne de l'impôt.

Définition de « cour supérieure »

Loi sur la défense nationale

L.R., ch. N-5

153. Le paragraphe 234(2) de la *Loi sur la défense nationale* est remplacé par ce qui suit :

(2) La Cour d'appel de la cour martiale est composée de la façon suivante :

Juges

- a) au moins quatre juges de la Cour fédérale ou de la Cour d'appel fédérale désignés par le gouverneur en conseil;
- b) tout autre juge d'une cour supérieure de juridiction criminelle nommé par le gouverneur en conseil.

Deputy judges of the Court

(2.1) Subject to subsection (2.2), any former judge of the Court Martial Appeal Court may, at the request of the Chief Justice of that Court made with the approval of the Governor in Council, act as a judge of the Court and while so acting has all the powers of a judge of the Court and shall be referred to as a deputy judge of the Court.

(2.1) Sous réserve du paragraphe (2.2), le gouverneur en conseil peut autoriser le juge en chef à demander l'affectation à la Cour de juges choisis parmi les anciens juges de la Cour. Les juges ainsi affectés ont qualité de juges suppléants et sont investis des pouvoirs des juges de la Cour.

Juges suppléants

Approval of Governor in Council

(2.2) The Governor in Council may approve the making of requests under subsection (2.1) in general terms or for particular periods or purposes, and may limit the number of persons who may act under that subsection.

(2.2) L'autorisation donnée par le gouverneur en conseil en application du paragraphe (2.1) peut être générale ou particulière et limiter le nombre de juges suppléants.

Portée de l'autorisation du gouverneur en conseil

Salary

(2.3) A person who acts as a judge under subsection (2.1) shall be paid a salary for the period he or she acts at the rate fixed by the Judges Act for a judge of the Federal Court of Appeal or the Federal Court, other than a Chief Justice, less any amount otherwise payable to him or her under that Act in respect of that period, and shall also be paid the travel allowances that a judge is entitled to be paid under the Judges Act.

(2.3) Les juges suppléants reçoivent le traitement fixé par la Loi sur les juges pour les juges de la Cour d'appel fédérale ou de la Cour fédérale, autres qu'un juge en chef, diminué des montants qui leur sont par ailleurs payables aux termes de cette loi pendant leur suppléance. Ils ont également droit aux indemnités de déplacement prévues par cette même loi.

Traitement

Giving of judgment after judge ceases to hold

Staff

(2.4) If a judge of the Court Martial Appeal Court resigns his or her office or is appointed to another court or otherwise ceases to hold office, he or she may, at the request of the Chief Justice of the Court Martial Appeal Court, at any time within eight weeks after that event give judgment in any cause, action or matter previously tried by or heard before him or her as if he or she had continued in office.

(2.4) Le juge de la Cour d'appel de la cour martiale qui a cessé d'occuper sa charge, notamment par suite de démission ou de nomination à un autre poste, peut, dans les huit semaines qui suivent et à la demande du juge en chef du tribunal concerné, rendre son jugement dans toute affaire qu'il a instruite.

Jugement rendu après cessation de fonctions

154. Subsection 236(3) of the Act is replaced by the following:

(3) The officers, clerks and employees appointed to the Courts Administration Service shall perform the duties of their respective offices in relation to the Court Martial Appeal Court.

154. Le paragraphe 236(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Les membres du personnel du Service administratif des tribunaux judiciaires exercent leurs attributions respectives en tout ce qui concerne la Cour d'appel de la cour martiale.

Personnel

C. 8

R.S., c. 31 (4th Supp.)

Official Languages Act

Loi sur les langues officielles

L.R., ch. 31 (4^e suppl.)

155. Subsection 16(3) of the *Official Languages Act* is replaced by the following:

Limitation

(3) No federal court, other than the Federal Court of Appeal, the Federal Court or the Tax Court of Canada, is required to comply with subsection (1) until five years after that subsection comes into force.

156. Section 17 of the Act is replaced by the following:

Authority to make implementing 17. (1) The Governor in Council may make any rules governing the procedure in proceedings before any federal court, other than the Supreme Court of Canada, the Federal Court of Appeal, the Federal Court or the Tax Court of Canada, including rules respecting the giving of notice, that the Governor in Council deems necessary to enable that federal court to comply with sections 15 and 16 in the exercise of any of its powers or duties.

Supreme Court, Federal Court of Appeal, Federal Court and Tax Court of Canada (2) Subject to the approval of the Governor in Council, the Supreme Court of Canada, the Federal Court of Appeal, the Federal Court and the Tax Court of Canada may make any rules governing the procedure in their own proceedings, including rules respecting the giving of notice, that they deem necessary to enable themselves to comply with sections 15 and 16 in the exercise of any of their powers or duties.

157. Subsection 50(2) of the Act is replaced by the following:

Salary and expenses

(2) The Commissioner shall be paid a salary equal to the salary of a judge of the Federal Court, other than the Chief Justice of that Court, and is entitled to be paid reasonable travel and living expenses while absent from his or her ordinary place of residence in the course of his or her duties.

155. Le paragraphe 16(3) de la *Loi sur les langues officielles* est remplacé par ce qui suit :

(3) Les tribunaux fédéraux autres que la Cour d'appel fédérale, la Cour fédérale et la Cour canadienne de l'impôt disposent toute-fois, pour se conformer au paragraphe (1), d'un délai de cinq ans après son entrée en vigueur.

Mise en oeuvre progressive

156. L'article 17 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

17. (1) Le gouverneur en conseil peut établir, sauf pour la Cour suprême du Canada, la Cour d'appel fédérale, la Cour fédérale et la Cour canadienne de l'impôt, les règles de procédure judiciaire, y compris en matière de notification, qu'il estime nécessaires pour permettre aux tribunaux fédéraux de se conformer aux articles 15 et 16.

d'établir des règles de procédure

(2) La Cour suprême du Canada, la Cour d'appel fédérale, la Cour fédérale et la Cour canadienne de l'impôt peuvent exercer, pour leur propre fonctionnement, le pouvoir visé au paragraphe (1), sous réserve de l'agrément du gouverneur en conseil.

Cour suprême, Cour d'appel fédérale, Cour fédérale, Cour canadienne de l'impôt

157. Le paragraphe 50(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Le commissaire reçoit le traitement d'un juge de la Cour fédérale autre que le juge en chef. Il a droit aux frais de déplacement et de séjour entraînés par l'accomplissement de ses fonctions hors du lieu de sa résidence habituelle.

Traitement et indemnités

1990, c. 20

Plant Breeders' Rights Act

Loi sur la protection des obtentions végétales

1990, ch. 20

158. Subsection 49(1) of the *Plant Breeders' Rights Act* is replaced by the following:

Recording judicial invalidation

49. (1) A certificate of a decision of the Federal Court, the Federal Court of Appeal or the Supreme Court of Canada holding plant breeder's rights to be invalid shall, at the instance of the person filing it to make it of record in the Plant Breeders' Rights Office, be noted in relation to those rights in the register.

158. Le paragraphe 49(1) de la *Loi sur la* protection des obtentions végétales est remplacé par ce qui suit :

49. (1) Le certificat d'une décision de la Cour fédérale, de la Cour d'appel fédérale ou de la Cour suprême du Canada annulant un certificat d'obtention est, à la demande de quiconque en fait la production pour dépôt au Bureau, consigné au regard du certificat d'obtention.

Dépôt au Bureau d'un jugement d'annulation

R.S., c. P-21

Privacy Act

Loi sur la protection des renseignements personnels

L.R., ch. P-21

159. Subsection 51(1) of the *Privacy Act* is replaced by the following:

Actions relating to international affairs and **51.** (1) Any application under section 41 or 42 relating to personal information that the head of a government institution has refused to disclose by reason of paragraph 19(1)(a) or (b) or section 21, and any application under section 43 in respect of a file contained in a personal information bank designated as an exempt bank under section 18 to contain files all of which consist predominantly of personal information described in section 21, shall be heard and determined by the Chief Justice of the Federal Court or by any other judge of the Court that the Chief Justice may designate to hear the applications.

159. Le paragraphe 51(1) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* est remplacé par ce qui suit :

51. (1) Les recours visés aux articles 41 ou 42 et portant sur les cas où le refus de donner communication de renseignements personnels est lié aux alinéas 19(1)a) ou b) ou à l'article 21 et sur les cas concernant la présence des dossiers dans chacun desquels dominent des renseignements visés à l'article 21 dans des fichiers inconsultables classés comme tels en vertu de l'article 18 sont exercés devant le juge en chef de la Cour fédérale ou tout autre juge de cette Cour qu'il charge de leur audition.

Affaires internationales et défense

160. Subsection 54(2) of the Act is replaced by the following:

Salary and expenses

(2) The Privacy Commissioner shall be paid a salary equal to the salary of a judge of the Federal Court, other than the Chief Justice, and is entitled to be paid reasonable travel and living expenses incurred in the performance of duties under this Act or any other Act of Parliament.

160. Le paragraphe 54(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Le Commissaire à la protection de la vie privée reçoit le même traitement qu'un juge de la Cour fédérale autre que le juge en chef; il a droit aux frais de déplacement et de séjour entraînés par l'exercice des fonctions que lui confèrent la présente loi ou une autre loi fédérale.

Traitement et frais 76

2000, c. 17 Proceeds of Crime (Money Laundering) Act

161. Subsection 30(2) of the *Proceeds of Crime (Money Laundering) Act* is replaced by the following:

Ordinary action (2) The *Federal Courts Act* and the rules made under that Act that apply to ordinary actions apply to actions instituted under subsection (1) except as varied by special rules made in respect of such actions.

1991, c. 30

Public Sector Compensation Act

162. Schedule I to the *Public Sector Compensation Act* is amended by striking out the following under the heading "*Other Portions of the Public Service*":

Federal Court of Canada. Staff of

Cour fédérale du Canada, Personnel de la

Tax Court of Canada

Cour canadienne de l'impôt

163. Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order under the heading "Other Portions of the Public Service":

Courts Administration Service

Service administratif des tribunaux judiciaires

R.S., c. P-33

Public Service Employment Act

1992, c. 54, s. 16 164. Section 21.1 of the *Public Service Employment Act* is replaced by the following:

Appeal to Federal Court of Appeal 21.1 Despite the *Federal Courts Act*, an application to the Federal Court for relief under section 18 or 18.1 of that Act against a decision of a board established under subsection 21(1) or (1.1) shall be transferred to the Federal Court of Appeal if the parties to the application so agree or if the Federal Court of Appeal, on application by any of those parties, so orders on the basis that the sound administration of that part of the Public Service over which the deputy head concerned has jurisdiction would be unduly prejudiced by delay if the matter were heard and determined by the Federal Court and subject to an appeal to the Federal Court of Appeal.

Loi sur le recyclage des produits de la criminalité

161. Le paragraphe 30(2) de la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité est remplacé par ce qui suit :

(2) La Loi sur les Cours fédérales et les règles prises aux termes de cette loi applicables aux actions ordinaires s'appliquent aux actions intentées en vertu du paragraphe (1), avec les adaptations nécessaires occasionnées par les règles propres à ces actions.

Action ordinaire

2000, ch. 17

Loi sur la rémunération du secteur public

1991, ch. 30

162. L'annexe I de la *Loi sur la rémunération du secteur public* est modifiée par suppression, sous l'intertitre « *Administrations fédérales* », de ce qui suit :

Cour canadienne de l'impôt

Tax Court of Canada

Cour fédérale du Canada, Personnel de la

Federal Court of Canada, Staff of

163. L'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « Administrations fédérales », de ce qui suit :

Service administratif des tribunaux judiciaires

Courts Administration Service

Loi sur l'emploi dans la fonction publique

L.R., ch. P-33 1992, ch. 54,

164. L'article 21.1 de la *Loi sur l'emploi* dans la fonction publique est remplacé par ce qui suit :

Appel à la Cour fédérale

21.1 Malgré la Loi sur les Cours fédérales, une demande de réparation présentée, en vertu des articles 18 ou 18.1 de cette loi, à la Cour fédérale contre une décision du comité visé aux paragraphes 21(1) ou (1.1) est renvoyée à la Cour d'appel fédérale soit sur consentement des parties, soit, à la demande de l'une d'elles, sur ordonnance de celle-ci rendue au motif que le délai d'audition devant la Cour fédérale et la Cour d'appel fédérale éventuel serait préjudiciable à la bonne administration du secteur de la fonction publique relevant de la compétence de l'administrateur général en cause.

R.S., c. P-35

Public Service Staff Relations Act

Loi sur les relations de travail dans la fonction publique

L.R., ch. P-35

1992, ch. 54,

par. 32(4)

1992, c. 54, s. 32(4)

165. Paragraph (a) of the definition "managerial or confidential position" in subsection 2(1) of the *Public Service Staff Relations Act* is replaced by the following:

(a) confidential to the Governor General, a Minister of the Crown, a judge of the Supreme Court of Canada, the Federal Court of Appeal, the Federal Court or the Tax Court of Canada, the deputy head of a department or the chief executive officer of any other portion of the Public Service,

166. Part I of Schedule I to the Act is amended by striking out the following:

Staff of the Federal Court

Personnel de la Cour fédérale

Tax Court of Canada

Cour canadienne de l'impôt

167. Part I of Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

Courts Administration Service

Service administratif des tribunaux judiciaires

Railway Safety Act

168. Subsection 34(1) of the *Railway Safety Act* is replaced by the following:

Enforcement through court

RS c 32

(4th Supp.)

34. (1) An order or emergency directive made by the Minister may be made an order of any superior court and shall be enforced in the same manner as an order of the court.

165. L'alinéa a) de la définition de « poste de direction ou de confiance », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, est remplacé par ce qui suit :

a) Poste de confiance occupé auprès du gouverneur général, d'un ministre fédéral, d'un juge de la Cour suprême du Canada, de la Cour d'appel fédérale, de la Cour fédérale ou de la Cour canadienne de l'impôt, de l'administrateur général d'un ministère ou du premier dirigeant de tout autre secteur de la fonction publique;

166. La partie I de l'annexe I de la même loi est modifiée par suppression de ce qui suit :

Cour canadienne de l'impôt

Tax Court of Canada

Personnel de la Cour fédérale

Staff of the Federal Court

167. La partie I de l'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Service administratif des tribunaux judiciaires

Courts Administration Service

Loi sur la sécurité ferroviaire

L.R., ch. 32 (4^e suppl.)

168. Le paragraphe 34(1) de la *Loi sur la* sécurité ferroviaire est remplacé par ce qui suit :

34. (1) Les ordres et les injonctions ministériels peuvent être assimilés à des ordonnances d'une cour supérieure; le cas échéant, leur exécution s'effectue selon les mêmes modalités.

Assimilation

R.S., c. S-15

s. 207(2)(E)

78

Special Import Measures Act

1993. c. 44. 160 Subsection 12(1.1) of th

169. Subsection 12(1.1) of the English version of the *Special Import Measures Act* is replaced by the following:

Return of part of duty where order or finding set aside or rescinded

(1.1) Where, pursuant to an application under the Federal Courts Act or section 96.1 of this Act or a review under Part I.1 or II of this Act, an order or finding described in any of sections 3 to 6 is set aside or rescinded or is set aside or rescinded in relation to particular goods and another such order or finding is made with respect to all or any of the goods to which the order or finding applies or all or any of those particular goods, as the case may be, any duty paid under this Act pursuant to the first-mentioned order or finding by or on behalf of an importer shall, except to the extent of any duty payable by the importer as a consequence of the other order or finding, be returned to the importer without delay after the other order or finding is made.

1990, c. 8, s. 71(2)(E)

170. Paragraph 44(2)(a) of the English version of the Act is replaced by the following:

(a) the Secretary shall without delay give notice of the recommencement of the inquiry with respect to those goods to every person to whom the Secretary forwarded, under subsection 43(2), a copy of the order or finding with respect to which the application under the *Federal Courts Act* was made; and

R.S., c. 47 (4th Supp.), s. 52 (Sch., item 10(5))

171. Paragraph 59(1)(d) of the Act is replaced by the following:

(d) at any time, for the purpose of giving effect to a decision of the Tribunal, the Federal Court of Appeal or the Supreme Court of Canada with respect to the goods; and

1993, c. 44, s. 218

172. The portion of the definition "definitive decision" in subsection 77.01(1) of the Act after paragraph (j) is replaced by the following:

in so far as it applies to or is made in respect of particular goods of a NAFTA country, but does not include any such determination, re-determination, decision, order or finding Loi sur les mesures spéciales d'importation

169. Le paragraphe 12(1.1) de la version anglaise de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* est remplacé par ce qui suit :

Return of part of duty where order or finding set aside or rescinded

L.R., ch. S-15

1993, ch. 44.

par. 207(2)(A)

(1.1) Where, pursuant to an application under the Federal Courts Act or section 96.1 of this Act or a review under Part I.1 or II of this Act, an order or finding described in any of sections 3 to 6 is set aside or rescinded or is set aside or rescinded in relation to particular goods and another such order or finding is made with respect to all or any of the goods to which the order or finding applies or all or any of those particular goods, as the case may be, any duty paid under this Act pursuant to the first-mentioned order or finding by or on behalf of an importer shall, except to the extent of any duty payable by the importer as a consequence of the other order or finding, be returned to the importer without delay after the other order or finding is made.

170. L'alinéa 44(2)a) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(a) the Secretary shall without delay give notice of the recommencement of the inquiry with respect to those goods to every person to whom the Secretary forwarded, under subsection 43(2), a copy of the order or finding with respect to which the application under the *Federal Courts Act* was

171. L'alinéa 59(1)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

made: and

d) en vue d'exécuter une décision du Tribunal, de la Cour d'appel fédérale ou de la Cour suprême du Canada portant sur ces marchandises;

172. Le passage de la définition de « décisions finales », au paragraphe 77.01(1) de la même loi, précédant l'alinéa *a*) est remplacé par ce qui suit :

« décisions finales » Les décisions suivantes relatives à des marchandises d'un pays ALÉNA, à l'exclusion des décisions visant à donner effet à celles de la Cour d'appel fé1990, ch. 8,

L.R., ch. 47 (4e suppl.), art. 52, ann., no 10(5)

1993, ch. 44, art. 218

« décisions finales » "definitive decision" that is made for the purpose of giving effect to a decision of the Federal Court of Appeal or the Supreme Court of Canada relating to those goods;

1988, c. 65, s. 42

173. The portion of the definition "definitive decision" in subsection 77.1(1) of the Act after paragraph (j) is replaced by the following:

that applies to or in respect of particular goods of the United States, but does not include any such determination, re-determination, decision, order or finding that is made for the purpose of giving effect to a decision of the Federal Court of Appeal or the Supreme Court of Canada relating to those goods;

R.S., c. S-22

Statutory Instruments Act

R.S., c. 51 (4th Supp.), s. 22

Application

174. Subsection 3(4) of the *Statutory Instruments Act* is replaced by the following:

(4) Paragraph (2)(d) does not apply to any

(4) Paragraph (2)(*d*) does not apply to any proposed rule, order or regulation governing the practice or procedure in proceedings before the Supreme Court of Canada, the Federal Court of Appeal, the Federal Court, the Tax Court of Canada or the Court Martial Appeal Court.

R.S., c. S-26

Supreme Court Act

175. Paragraphs 30(1)(a) and (b) of the Supreme Court Act are replaced by the following:

- (a) of a judge of the Federal Court of Appeal, the Federal Court or the Tax Court of Canada; or
- (b) if the judges of the Federal Court of Appeal, the Federal Court or the Tax Court of Canada are absent from Ottawa or for any reason are unable to sit, of a judge of a provincial superior court to be designated in writing by the chief justice, or in the absence of the chief justice, by any acting chief justice or the senior puisne judge of that provincial court on that request being made to that acting chief justice or that senior puisne judge in writing.

176. Section 64 of the Act is replaced by the following:

dérale ou de la Cour suprême du Canada relatives à ces marchandises :

173. Le passage de la définition de « décisions finales », au paragraphe 77.1(1) de la même loi, précédant l'alinéa *a*) est remplacé par ce qui suit :

« décisions finales » Les décisions suivantes relatives à des marchandises des États-Unis, à l'exclusion des décisions visant à donner effet à celles de la Cour d'appel fédérale ou de la Cour suprême du Canada relatives à ces marchandises : 1988, ch. 65, art. 42

« décisions finales » "definitive decision"

Loi sur les textes réglementaires

174. Le paragraphe 3(4) de la *Loi sur les textes réglementaires* est remplacé par ce qui suit :

(4) L'alinéa (2)d) ne s'applique pas aux projets de règlements, décrets, ordonnances, arrêtés ou règles régissant la pratique ou la procédure dans les instances engagées devant la Cour suprême du Canada, la Cour d'appel fédérale, la Cour fédérale, la Cour canadienne de l'impôt ou la Cour d'appel de la cour martiale du Canada.

Application

(4e suppl.), art. 22

L.R., ch. S-22 L.R., ch. 51

Loi sur la Cour suprême

L.R., ch. S-26

175. Les alinéas 30(1)a) et b) de la Loi sur la Cour suprême sont remplacés par ce qui suit :

- *a*) soit un juge de la Cour d'appel fédérale, de la Cour fédérale ou de la Cour canadienne de l'impôt;
- b) soit, si les juges de la Cour d'appel fédérale, de la Cour fédérale ou de la Cour canadienne de l'impôt sont absents d'Ottawa ou dans l'incapacité de siéger, un juge d'une cour supérieure provinciale désigné par écrit, sur demande formelle à lui adressée, par le juge en chef ou, en son absence, le juge en chef suppléant ou le doyen des juges puînés de ce tribunal provincial.

176. L'article 64 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Exceptions

80

64. The provisions of this Act requiring the deposit of security for costs do not apply to appeals by or on behalf of the Crown or in election cases, in cases in the Federal Court of Appeal or the Federal Court, in criminal cases or in proceedings for or on a writ of habeas corpus.

64. Le dépôt d'un cautionnement n'est pas exigible dans le cas d'appels interjetés par la Couronne ou en son nom, de contestations électorales, de causes devant la Cour d'appel fédérale ou la Cour fédérale, d'affaires pénales ou de procédures relatives à un bref d'habeas corpus.

Exceptions

R.S., c. T-13

Trade-marks Act

Loi sur les marques de commerce

L.R., ch. T-13

177. Section 61 of the Trade-marks Act is replaced by the following:

Judgments to

61. An officer of the Registry of the Federal Court shall file with the Registrar a certified copy of every judgment or order made by the Federal Court, the Federal Court of Appeal or the Supreme Court of Canada relating to any trade-mark on the register.

177. L'article 61 de la Loi sur les marques de commerce est remplacé par ce qui suit :

61. Un fonctionnaire du greffe de la Cour fédérale produit au registraire une copie certifiée de tout jugement ou de toute ordonnance de la Cour fédérale, de la Cour d'appel fédérale ou de la Cour suprême du Canada relativement à une marque de commerce figurant au registre.

Production jugements

R.S., c. 16 (2nd Supp.)

United Nations Foreign Arbitral Awards Convention Act

Loi sur la Convention des Nations Unies concernant les sentences arbitrales étrangères

L.R., ch. 16 (2e suppl.)

178. Section 6 of the *United Nations* Foreign Arbitral Awards Convention Act is replaced by the following:

Application to court

6. For the purpose of seeking recognition and enforcement of an arbitral award pursuant to the Convention, application may be made to any superior, district or county court.

178. L'article 6 de la Loi sur la Convention des Nations Unies concernant les sentences arbitrales étrangères est remplacé par ce qui suit:

d'exécution d'une sentence arbitrale aux ter-

mes de la Convention peut être faite à toute

cour supérieure, de district ou de comté.

6. Une demande de reconnaissance et Demande au

tribunal

1995, c. 18

Veterans Review and Appeal Board Act

Loi sur le Tribunal des anciens combattants

(révision et appel)

1995, ch. 18

179. Subsection 42(2) of the Veterans Review and Appeal Board Act is replaced by the following:

Judge to conduct inquiry

(2) If the Minister considers it appropriate that an inquiry be held, a judge, supernumerary judge or former judge of the Federal Court of Canada, the Federal Court of Appeal or the Federal Court, in this section and section 43 referred to as a "judge", shall conduct the inquiry.

179. Le paragraphe 42(2) de la Loi sur le Tribunal des anciens combattants (révision et appel) est remplacé par ce qui suit :

(2) Si le ministre estime qu'une enquête s'impose, celle-ci est menée par un juge, juge surnuméraire ou ancien juge de la Cour fédérale du Canada, de la Cour d'appel fédérale ou de la Cour fédérale.

Nomination de l'enquêteur 1994, c. 35

Yukon First Nations Self-Government Act

180. Subsection 15(2) of the *Yukon First Nations Self-Government Act* is replaced by the following:

Federal Court of Appeal or Federal Court (2) Nothing in this Act shall be construed so as to limit the jurisdiction of the Federal Court of Appeal or the Federal Court.

1994, c. 43

Yukon Surface Rights Board Act

181. Subsection 76(1) of the *Yukon Surface Rights Board Act* is replaced by the following:

Application for judicial review

76. (1) Notwithstanding section 18 of the *Federal Courts Act*, the Federal Court has concurrent original jurisdiction in respect of relief referred to in paragraph 18(1)(b) of that Act, and the Attorney General of Canada, the Territorial Minister or anyone directly affected by the matter in respect of which relief is sought may make an application for judicial review to the Supreme Court of the Yukon Territory for any relief that the applicant could otherwise obtain in respect of the Board by way of an application for an order of or in the nature of *mandamus*, prohibition or *certiorari* or by way of an action for a declaration or an injunction.

References

182. (1) The following provisions are amended by replacing the expression "Federal Court Act" with the expression "Federal Courts Act":

- (a) section 45 of the Access to Information Act;
- (b) subsection 14.02(5) of the Bankruptcy and Insolvency Act;
- (c) subsection 12(2) of the Canada Agricultural Products Act:
- (d) subsections 39.34(1) and 39.35(3) of the Canada Deposit Insurance Corporation Act;
- (e) subsections 22(1), 23(3) and 58(3) of the Canada Labour Code;

Loi sur l'autonomie gouvernementale des premières nations du Yukon

180. Le paragraphe 15(2) de la Loi sur l'autonomie gouvernementale des premières nations du Yukon est remplacé par ce qui suit :

(2) La présente loi ne peut avoir pour effet de limiter la compétence de la Cour d'appel fédérale ou de la Cour fédérale. Cour d'appel fédérale ou Cour fédérale

1994, ch. 35

Loi sur l'Office des droits de surface du Yukon 1994, ch. 43

181. Le paragraphe 76(1) de la *Loi sur l'Office des droits de surface du Yukon* est remplacé par ce qui suit :

76. (1) Il est entendu que la Cour fédérale conserve, à l'égard de l'Office, la compétence que lui confère l'alinéa 18(1)b) de la *Loi sur les Cours fédérales*. Cependant, le procureur général du Canada, le ministre territorial ou quiconque est directement touché par l'objet de la demande peut présenter une demande de contrôle judiciaire à la Cour suprême du Yukon, afin d'obtenir toute réparation qu'il serait en droit de demander contre l'Office par voie de demande d'ordonnance, d'injonction, de jugement déclaratoire ou de bref de *certiorari*, de *mandamus* ou de prohibition.

Demande de contrôle judiciaire

Nouvelle terminologie

- 182. (1) Sauf indication contraire du contexte, dans toute autre loi fédérale, notamment dans les passages ci-après, « Loi sur la Cour fédérale » est remplacé par « Loi sur les Cours fédérales » :
- Remplacement de « Loi sur la Cour fédérale » par « Loi sur les Cours fédérales »
- a) l'article 45 de la Loi sur l'accès à l'information;
- b) le paragraphe 14.02(5) de la *Loi sur la* faillite et l'insolvabilité;
- c) le paragraphe 12(2) de la Loi sur les produits agricoles au Canada;
- d) les paragraphes 39.34(1) et 39.35(3) de la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada;
- e) les paragraphes 22(1), 23(3) et 58(3) du Code canadien du travail;

Replacement of "Federal Court Act" with "Federal Courts Act"

- (f) the portion of subsection 84(1) of the Canada Pension Plan after paragraph (f) and paragraphs 86.1(b) and (c) of that Act:
- (g) subsection 63(1), section 65 and subsection 106(10) of the *Canada Petroleum Resources Act*;
- (h) section 46 of the Canadian Payments Association Act, as enacted by section 244 of the Financial Consumer Agency of Canada Act, Chapter 9 of the Statutes of Canada, 2001:
- (i) paragraph 28(c) of the Canadian Security Intelligence Service Act;
- (j) section 16 of the Citizenship Act;
- (k) subsection 31(7) of the Crown Liability and Proceedings Act;
- (l) subsection 37(9) of the Cultural Property Export and Import Act;
- (m) subsection 52(3) of the *Emergencies* Act;
- (n) subsections 30(3) and 39(8) of the *Employment Equity Act*;
- (o) sections 105 and 118 and subsection 132(3) of the *Employment Insurance Act*;
- (p) subsection 32.4(3) of the Energy Supplies Emergency Act;
- (q) subsection 311(5) of the Excise Tax Act:
- (r) subsection 36(3) of the First Nations Land Management Act;
- (s) subsection 46.04(3.1), subparagraph 49(1)(c)(i), subsection 82.1(1), section 82.2 and subsection 84(2) of the *Immigration Act*;
- (t) the portion of subsection 164(4.1) of the *Income Tax Act* after paragraph (d) and subsection 174(4.1) of that Act;
- (u) subsection 31(2) of the *Indian Act*;
- (v) subsection 31(1) of the Labour Adjustment Benefits Act;
- (w) paragraph (c) of the definition "public office holder" in subsection 2(1) of the Lobbyists Registration Act;

- f) le passage du paragraphe 84(1) suivant l'alinéa f) et les alinéas 86.1b) et c) du Régime de pensions du Canada;
- g) le paragraphe 63(1), l'article 65 et le paragraphe 106(10) de la *Loi fédérale sur les hydrocarbures*;
- h) l'article 46 de la Loi sur l'Association canadienne des paiements, édicté par l'article 244 de la Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada, chapitre 9 des Lois du Canada (2001):
- i) l'alinéa 28c) de la Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité;
- j) l'article 16 de la Loi sur la citoyenneté;
- k) le paragraphe 31(7) de la Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif;
- l) le paragraphe 37(9) de la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels;
- m) le paragraphe 52(3) de la Loi sur les mesures d'urgence;
- n) les paragraphes 30(3) et 39(8) de la *Loi* sur l'équité en matière d'emploi;
- o) les articles 105 et 118 et le paragraphe 132(3) de la *Loi sur l'assurance-emploi*;
- p) le paragraphe 32.4(3) de la Loi d'urgence sur les approvisionnements d'énergie;
- q) le paragraphe 311(5) de la Loi sur la taxe d'accise;
- r) le paragraphe 36(3) de la Loi sur la gestion des terres des premières nations;
- s) le paragraphe 46.04(3.1), le sous-alinéa 49(1)c)(i), le paragraphe 82.1(1), l'article 82.2 et le paragraphe 84(2) de la *Loi sur l'immigration*;
- t) le passage du paragraphe 164(4.1) suivant l'alinéa d) et le paragraphe 174(4.1) de la Loi de l'impôt sur le revenu;
- u) le paragraphe 31(2) de la Loi sur les Indiens;
- v) le paragraphe 31(1) de la Loi sur les prestations d'adaptation pour les travail-leurs;

- (x) section 32 of the Mackenzie Valley Resource Management Act;
- (y) sections 5 and 16 of the *Marine Liability Act*;
- (z) subsection 14(2) of the Motor Vehicle Fuel Consumption Standards Act;
- (z.1) section 29.15 of the *National Defence Act*, as enacted by section 7 of *An Act to amend the National Defence Act*, chapter 35 of the Statutes of Canada, 1998;
- (z.2) section 19 of the Nisga'a Final Agreement Act;
- (z.3) subsections 24(2) and 27(2) of the Northern Pipeline Act;
- (z.4) section 80 of the Official Languages Act:
- (z.5) subsections 28(2) and (3) of the *Old* Age Security Act;
- (z.6) section 17 and subsection 54(2) of the *Patent Act*:
- (z.7) section 21 of the Payment Clearing and Settlement Act;
- (z.8) section 44 of the *Privacy Act*:
- (z.9) subsections 32(1), 42(4) and (6), 45.16(7) and 45.26(6) of the Royal Canadian Mounted Police Act;
- (z.10) subsections 9(1) and 12(1), section 44, subsections 76(1), 77.01(2) and 77.011(2), (5) and (7), section 77.012, subsection 77.02(3), section 77.027, subsections 77.031(1) and (2), 77.1(2) and 77.11(2), (4) and (6), section 77.12, subsections 77.2(3), 96.1(5) and 96.11(1) and section 96.2 of the Special Import Measures Act;
- (z.11) section 76 and subsections 77.012(1) and 77.12(1) of the Special Import Measures Act, as enacted by sections 36, 39 and 41 of An Act to amend the Special Import Measures Act and the Canadian International Trade Tribunal Act, chapter 12 of the Statutes of Canada, 1999; and
- (z.12) subsections 21(1) and 37(3) of the Status of the Artist Act.

- w) l'alinéa c) de la définition de « titulaire d'une charge publique », au paragraphe 2(1) de la Loi sur l'enregistrement des lobbyistes;
- x) l'article 32 de la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie;
- y) l'article 5 et l'article 16 de la *Loi sur la responsabilité en matière maritime*;
- z) le paragraphe 14(2) de la Loi sur les normes de consommation de carburant des véhicules automobiles:
- z.1) l'article 29.15 de la Loi sur la défense nationale, édicté par l'article 7 de la Loi modifiant la Loi sur la défense nationale et d'autres lois en conséquence, chapitre 35 des Lois du Canada (1998);
- z.2) l'article 19 de la Loi sur l'Accord définitif nisga'a;
- z.3) les paragraphes 24(2) et 27(2) de la Loi sur le pipe-line du Nord;
- z.4) l'article 80 de la Loi sur les langues officielles;
- z.5) les paragraphes 28(2) et (3) de la *Loi* sur la sécurité de la vieillesse;
- z.6) l'article 17 et le paragraphe 54(2) de la *Loi sur les brevets*;
- z.7) l'article 21 de la Loi sur la compensation et le règlement des paiements;
- z.8) l'article 44 de la Loi sur la protection des renseignements personnels;
- z.9) les paragraphes 32(1), 42(4) et (6), 45.16(7) et 45.26(6) de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada*;
- z.10) les paragraphes 9(1) et 12(1), l'article 44, les paragraphes 76(1), 77.01(2), 77.011(2), (5) et (7), l'article 77.012, le paragraphe 77.02(3), l'article 77.027, les paragraphes 77.031(1) et (2), 77.1(2), 77.11(2), (4) et (6), l'article 77.12, les paragraphes 77.2(3), 96.1(5) et 96.11(1) et l'article 96.2 de la Loi sur les mesures spéciales d'importation;
- z.11) l'article 76 et les paragraphes 77.012(1) et 77.12(1) de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, édictés

Other reference to Federal Court (2) The definition "Rules" in section 687 of the English version of the *Canada Shipping Act* is amended by replacing the expression "Federal Court Act" with the expression "Federal Courts Act".

General replacement

- (3) Unless the context requires otherwise, the expression "Federal Court Act" is replaced by the expression "Federal Courts Act" in
 - (a) any regulation, as defined in section 2 of the *Statutory Instruments Act*; and
 - (b) any other instrument made
 - (i) in the execution of a power conferred under an Act of Parliament, or
 - (ii) by order or under the authority of the Governor in Council.

Replacement of "Federal Court — Trial Division" with "Federal Court"

- 183. (1) The following provisions are amended by replacing the expression "Federal Court Trial Division" with the expression "Federal Court":
 - (a) the definition "Court" in section 3 of the Access to Information Act;
 - (b) paragraph 37(3)(a) of the Canada Evidence Act;
 - (c) paragraph (g) of the definition "court" in section 103 of the Canada Marine Act:
 - (d) the definition "Court" in subsection 2(1) of the Citizenship Act;
 - (e) paragraph (g) of the definition "court" in subsection 16(22) of the *Coasting Trade Act*;
 - (f) subsection 34(3), sections 73 and 74.09 and subsection 74.18(1) of the *Competition Act*;

respectivement par les articles 36, 39 et 41 de la Loi modifiant la Loi sur les mesures spéciales d'importation et la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur, chapitre 12 des Lois du Canada (1999);

- z.12) les paragraphes 21(1) et 37(3) de la Loi sur le statut de l'artiste.
- (2) Dans la définition de « Rules » à l'article 687 de la version anglaise de la *Loi sur la marine marchande du Canada*, « *Federal Court Act* » est remplacé par « *Federal Courts Act* ».

Autres mentions

Remplacement

- (3) Sauf indication contraire du contexte, « Loi sur la Cour fédérale » est remplacé par « Loi sur les Cours fédérales » dans :
 - a) tout règlement, au sens de l'article 2 de la *Loi sur les textes réglementaires*, pris en vertu d'une loi fédérale;
 - b) tout autre texte pris:
 - (i) soit dans l'exercice d'un pouvoir conféré sous le régime d'une loi fédérale.
 - (ii) soit par le gouverneur en conseil ou sous son autorité.
- 183. (1) Sauf indication contraire du contexte, dans toute autre loi fédérale, notamment dans les passages ci-après, « Section de première instance de la Cour fédérale » est remplacé par « Cour fédérale » :

Remplacement de « Section de première instance de la Cour fédérale » par « Cour fédérale »

- a) la définition de « Cour » à l'article 3 de la Loi sur l'accès à l'information;
- b) l'alinéa 37(3)a) de la Loi sur la preuve au Canada;
- c) l'alinéa g) de la définition de « tribunal » à l'article 103 de la *Loi maritime du* Canada;
- d) la définition de « Cour » au paragraphe 2(1) de la *Loi sur la citoyenneté*;
- e) l'alinéa g) de la définition de « tribunal » au paragraphe 16(22) de la *Loi sur le cabotage*;
- f) le paragraphe 34(3), les articles 73 et 74.09 et le paragraphe 74.18(1) de la *Loi sur la concurrence*;

- (g) paragraph 3(2)(a) of the Competition Tribunal Act;
- (h) subsection 13(2) of the Comprehensive Nuclear Test-Ban Treaty Implementation Act;
- (i) subsections 3(3), 4(3), 5(3) and 23(2) of the *Divorce Act*;
- (*j*) sections 81.2 and 81.21, subsections 81.22(1) and (2), paragraph 81.23(1)(*a*), subsection 81.23(2), sections 81.24, 81.29 and 81.3 and subsections 81.31(1), (2) and (4), 81.32(3), 81.34(1) to (3), 81.36(1) and (6) and 86(6) of the *Excise Tax Act*;
- (k) subsection 8(1) of the Foreign Publishers Advertising Services Act;
- (*l*) paragraph 46.04(3.1)(b), subparagraph 49(1)(c)(ii), subsections 77(3.2) and (3.3) and 82.1(1), (3) to (5) and (10), section 82.2 and subsections 83(1) to (3), 102.17(1) and 107.1(1) of the *Immigration Act*:
- (m) subsection 180(2) of the *Income Tax* Act;
- (n) subsection 14(1) of the Motor Vehicle Fuel Consumption Standards Act;
- (o) section 101 of the National Energy Board Act;
- (p) subsection 27(1) of the Northern Pipeline Act;
- (q) section 76 of the Official Languages
- (r) the definition "Court" in subsection 2(1) of the Personal Information Protection and Electronic Documents Act;
- (s) the definition "Court" in section 3 of the *Privacy Act*; and
- (t) section 38 of the Supreme Court Act.

- g) l'alinéa 3(2)a) de la Loi sur le Tribunal de la concurrence;
- h) le paragraphe 13(2) de la Loi de mise en oeuvre du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires;
- *i*) les paragraphes 3(3), 4(3), 5(3) et 23(2) de la *Loi sur le divorce*;
- *j*) les articles 81.2 et 81.21, les paragraphes 81.22(1) et (2), l'alinéa 81.23(1)*a*), le paragraphe 81.23(2), les articles 81.24, 81.29 et 81.3 et les paragraphes 81.31(1), (2) et (4), 81.32(3), 81.34(1) à (3), 81.36(1) et (6) et 86(6) de la *Loi sur la taxe d'accise*;
- k) le paragraphe 8(1) de la Loi sur les services publicitaires fournis par des éditeurs étrangers;
- l) l'alinéa 46.04(3.1)b), le sous-alinéa 49(1)c)(ii), les paragraphes 77(3.2) et (3.3), 82.1(1), (3) à (5) et (10), l'article 82.2, les paragraphes 83(1) à (3), 102.17(1) et 107.1(1) de la Loi sur l'immigration;
- m) le paragraphe 180(2) de la Loi de l'impôt sur le revenu;
- n) le paragraphe 14(1) de la Loi sur les normes de consommation de carburant des véhicules automobiles:
- o) l'article 101 de la Loi sur l'Office national de l'énergie;
- p) le paragraphe 27(1) de la Loi sur le pipe-line du Nord;
- q) l'article 76 de la Loi sur les langues officielles;
- r) la définition de « Cour » au paragraphe 2(1) de la Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques;
- s) la définition de « Cour » à l'article 3 de la Loi sur la protection des renseignements personnels;
- t) l'article 38 de la *Loi sur la Cour suprême*.
- (2) Sauf indication contraire du contexte, « Section de première instance de la Cour fédérale » est remplacé par « Cour fédérale » dans :

References to Federal Court — Trial Division generally (2) Unless the context requires otherwise, the expression "Federal Court — Trial Division" is replaced by the expression "Federal Court" in

Remplacement de « Section de première instance de la Cour fédérale » par « Cour fédérale » 86

- (a) any regulation, as defined in section 2 of the *Statutory Instruments Act*; and
- (b) any other instrument made
 - (i) in the execution of a power conferred under an Act of Parliament, or
 - (ii) by order or under the authority of the Governor in Council.

Replacement of "Federal Court" and "Federal Court of Canada" with "Federal Court of Appeal"

- 184. The *Income Tax Act* is amended by replacing the expressions "Federal Court" and "Federal Court of Canada" with the expression "Federal Court of Appeal" in the following provisions:
 - (a) paragraph 152(1.7)(b);
 - (b) the portion of subsection 152(1.8) before paragraph (a);
 - (c) subsection 164(4.1);
 - (d) section 179; and
 - (e) subparagraph 191.2(1)(b)(iv).

TRANSITIONAL PROVISIONS

Chief Justice of Federal Court of Canada

- 185. (1) The person holding the office of Chief Justice of the Federal Court of Canada on the coming into force of section 1 of this Act continues in office as Chief Justice of the Federal Court of Appeal.
- Associate Chief Justice of Federal Court of Canada
- Associate Chief Justice of the Federal Court of Canada on the coming into force of section 1 of this Act continues in office as Chief Justice of the Federal Court.

(3) Every other person holding office as a

judge or supernumerary judge of the Fed-

eral Court — Appeal Division on the com-

(2) The person holding the office of

Other judges in the Federal Court — Appeal Division

ing into force of section 1 of this Act continues in office as a judge or supernumerary judge, as the case may be, of the Federal Court of Appeal.

(4) Every other person holding office as a

Other judges in the Federal Court — Trial Division

(4) Every other person holding office as a judge or supernumerary judge of the Federal Court — Trial Division on the coming into force of section 1 of this Act continues

- a) tout règlement, au sens de l'article 2 de la *Loi sur les textes réglementaires*, pris en vertu d'une loi fédérale;
- b) tout autre texte pris:
 - (i) soit dans l'exercice d'un pouvoir conféré sous le régime d'une loi fédérale.
 - (ii) soit par le gouverneur en conseil ou sous son autorité.
- 184. Dans la *Loi de l'impôt sur le revenu*, notamment dans les passages ci-après, « Cour fédérale » ou « Cour fédérale du Canada » sont remplacés par « Cour d'appel fédérale » :

de « Cour fédérale » ou « Cour fédérale du Canada » par « Cour d'appel fédérale »

Remplacement

- a) l'alinéa 152(1.7)b);
- b) le passage du paragraphe 152(1.8) précédant l'alinéa a);
- *c*) le paragraphe 164(4.1);
- *d*) l'article 179;
- e) le sous-alinéa 191.2(1)b)(iv).

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

185. (1) La personne qui occupe le poste de juge en chef de la Cour fédérale du Canada à l'entrée en vigueur de l'article 1 de la présente loi reste en fonctions à titre de juge en chef de la Cour d'appel fédérale. Juge en chef de la Cour fédérale

(2) La personne qui occupe le poste de juge en chef adjoint de la Cour fédérale du Canada à l'entrée en vigueur de l'article 1 de la présente loi reste en fonctions à titre de juge en chef de la Cour fédérale. Juge en chef adjoint de la Cour fédérale

(3) Les personnes qui occupent le poste de juge ou de juge surnuméraire de la Section d'appel de la Cour fédérale du Canada à l'entrée en vigueur de l'article 1 de la présente loi restent en fonctions à titre de juge ou de juge surnuméraire, selon le cas, de la Cour d'appel fédérale.

Juges de la Section d'appel

(4) Les personnes qui occupent le poste de juge ou de juge surnuméraire de la Section de première instance de la Cour fédérale du Canada à l'entrée en vigueur de l'article 1 Juges de la Section de première instance

Protonotaires

in office as a judge or supernumerary judge, as the case may be, of the Federal Court.

Prothonotaries

(5) Every person holding office as prothonotary, Senior Prothonotary or Associate Senior Prothonotary of the Federal Court of Canada on the coming into force of section 1 of this Act continues in office as prothonotary, Senior Prothonotary or Associate Senior Prothonotary, as the case may be, of the Federal Court.

Sheriffs

(6) Every person holding office as sheriff or deputy sheriff of the Federal Court of Canada on the coming into force of section 1 of this Act continues in office as sheriff or deputy sheriff, as the case may be, of the Federal Court of Appeal and the Federal Court.

Commissioner for taking oaths (7) Every person who on the coming into force of section 1 of this Act was empowered to administer oaths and to take and receive affidavits, declarations and affirmations in or concerning proceedings in the Federal Court of Canada because of a commission under subsection 54(2) of the Federal Court Act is empowered in or outside Canada to administer oaths and to take and receive affidavits, declarations and affirmations in or concerning proceedings in the Federal Court of Appeal and the Federal Court as though the person had been so empowered by a commission under subsection 54(2) of the Federal Courts Act.

Chief Justice of the Tax Court of Canada (8) The person holding the office of Chief Judge of the Tax Court of Canada on the coming into force of section 1 of this Act continues in office with their title in English being changed to Chief Justice of the Tax Court of Canada.

Associate Chief Justice of the Tax Court of Canada (9) The person holding the office of Associate Chief Judge of the Tax Court of Canada on the coming into force of section 1 of this Act continues in office with their title in English being changed to Associate Chief Justice of the Tax Court of Canada.

de la présente loi restent en fonctions à titre de juge ou de juge surnuméraire, selon le cas, de la Cour fédérale.

(5) Les personnes qui occupent les postes de protonotaire, protonotaire en chef et protonotaire en chef adjoint de la Cour fédérale du Canada à l'entrée en vigueur de l'article 1 de la présente loi, restent respectivement en fonctions à titre de protonotaire, protonotaire en chef et protonotaire adjoint de la Cour fédérale.

tes Shérifs

(6) Les personnes qui occupent les postes de shérifs ou de shérifs adjoints de la Cour fédérale du Canada à l'entrée en vigueur de l'article 1 de la présente loi, restent respectivement en fonctions à titre de shérifs ou de shérifs adjoints de la Cour d'appel fédérale et de la Cour fédérale.

Commissaires

- (7) Les personnes qui, à l'entrée en vigueur de l'article 1 de la présente loi, avaient le pouvoir de faire prêter serment et de recevoir des affidavits et des déclarations ou affirmations solennelles en application du paragraphe 54(2) de la *Loi sur la Cour fédérale* ont le pouvoir, au Canada ou à l'étranger, de faire prêter serment et de recevoir des affidavits et des déclarations ou affirmations solennelles lors ou à l'occasion de toute procédure actuelle ou éventuelle devant la Cour fédérale ou la Cour d'appel fédérale en application du paragraphe 54(2) de la *Loi sur les Cours fédérales*.
- (8) La personne qui occupe le poste de juge en chef de la Cour canadienne de l'impôt à l'entrée en vigueur de l'article 1 de la présente loi reste en fonctions et l'appellation anglaise de son poste passe de « Chief Judge of the Tax Court of Canada » à « Chief Justice of the Tax Court of Canada ».
- (9) La personne qui occupe le poste de juge en chef adjoint de la Cour canadienne de l'impôt à l'entrée en vigueur de l'article 1 de la présente loi reste en fonctions et l'appellation anglaise de son poste passe de « Associate Chief Judge of the Tax Court of Canada » à « Associate Chief Justice of the Tax Court of Canada ».

Juge en chef adjoint de la Cour canadienne de l'impôt

Juge en chef

de la Cour

canadienne

de l'impôt

Deputy judges of Tax Court of Canada

88

(10) A person who, on the coming into force of section 1 of this Act, was authorized to act as a deputy judge of the Tax Court of Canada may act as a deputy judge of that Court if requested to do so by the Chief Justice of the Court.

Interpretation

(11) For the purposes of subsections 31(1) and (2) of the *Judges Act*, as enacted by subsection 90(1) of this Act, any period during which a person holds the office of Chief Justice or Associate Chief Justice of the Federal Court of Canada is deemed to be a period during which he or she holds the office of Chief Justice of the Federal Court of Appeal or the Federal Court.

For greater certainty (12) For greater certainty, for the purposes of sections 31, 43 and 44 of the English version of the *Judges Act*, "Chief Justice" and "Associate Chief Justice" include "Chief Judge" and "Associate Chief Judge", respectively.

Letters patent

(13) Letters patent under the Great Seal may be issued under the authority of the Governor in Council to each of the persons referred to in subsections (1) to (4), (8) and (9) evidencing the person's office by virtue of this section.

Transfer of court employees

(14) Nothing in this Act shall be construed as affecting the status of an employee, as defined in subsection 2(1) of the *Public Service Employment Act*, who, immediately before the coming into force of section 1 of this Act, occupied a position in or was a member of the staff of the Federal Court of Canada or the Tax Court of Canada, except that the employee, on that coming into force, occupies that position in the Courts Administration Service under the authority of the Chief Administrator of that Service.

Jurisdiction

186. Any jurisdiction of the Federal Court of Appeal or the Federal Court created by this Act shall be exercised in respect of matters arising before or after the coming into force of section 1 of this Act.

(10) Les personnes autorisées, à l'entrée en vigueur de l'article 1 de la présente loi, à remplir les fonctions de juge suppléant de la Cour canadienne de l'impôt peuvent, à la demande du juge en chef, continuer de les remplir.

Juges suppléants de la Cour canadienne de l'impôt

(11) Pour l'application des paragraphes Interprétation

(11) Four l'application des paragraphes 31(1) et (2) de la *Loi sur les juges* édictés par le paragraphe 90(1) de la présente loi, toute période pendant laquelle une personne exerce les fonctions de juge en chef ou de juge en chef adjoint de la Cour fédérale du Canada est assimilée à une période pendant laquelle elle exerce les fonctions de juge en chef de la Cour d'appel fédérale ou de la Cour fédérale.

Précision

(12) Il demeure entendu que, pour l'application des articles 31, 43 et 44 de la version anglaise de la *Loi sur les juges*, « Chief Justice » et « Associate Chief Justice » visent également « Chief Judge » et « Associate Chief Judge ».

(13) Peuvent être délivrées sous l'autorité du gouverneur en conseil à chacune des personnes mentionnées aux paragraphes (1) à (4), (8) et (9) des lettres patentes portant le grand sceau et établissant qu'elles occupent leur poste en vertu du présent article.

Lettres patentes

(14) La présente loi ne change rien à la situation des fonctionnaires qui, à l'entrée en vigueur de l'article 1 de la présente loi, occupaient un poste à la Cour fédérale du Canada ou à la Cour canadienne de l'impôt ou faisait partie de leur personnel, à la différence près que, à compter de cette date, ils l'occupent au Service administratif des tribunaux judiciaires, sous l'autorité de l'administrateur en chef du Service.

Postes

186. Toute compétence conférée par la présente loi à la Cour d'appel fédérale ou à la Cour fédérale doit être exercée relativement aux questions soulevées soit avant soit après l'entrée en vigueur de l'article 1 de la présente loi.

Compétence

Judicial review rules to apply to certain appeals 187. (1) The provisions of the Federal Court Rules, 1998 that govern applications to the Federal Court of Appeal under section 28 of the Federal Courts Act apply to appeals to the Federal Court of Appeal under subsection 27(1.2) of that Act, with any modifications that the circumstances require, until other provisions are made to govern those appeals.

Other provisions to remain in force (2) All provisions of law and rules and orders regulating the practice and procedure in the Federal Court of Canada on the coming into force of section 1 of this Act remain in force until amended, repealed or otherwise determined, to the extent that they are not inconsistent with the provisions of this Act.

Court proceedings to continue 188. Every proceeding taken in the Federal Court of Canada before the coming into force of section 1 of this Act shall be continued in conformity with the *Federal Courts Act*.

Court premises and supplies

189. All premises and supplies assigned to the Federal Court of Canada and the Tax Court of Canada on the coming into force of section 1 of this Act shall be assigned to the Courts Administration Service.

Appropriations

190. Any amount appropriated, for the fiscal year in which this section comes into force, by an appropriation Act based on the Estimates for that year for defraying the charges and expenses of the public service of Canada within the Registry of the Federal Court of Canada and the Registry of the Tax Court of Canada, is an amount appropriated for defraying the charges and expenses of the Courts Administration Service.

Rules made previously 191. Rules that were made under section 46 of the *Federal Court Act* before the coming into force of section 44 of this Act are deemed to have been validly made and continue to have force as though they had been made under section 46 of the *Federal Courts Act*, as amended by section 44 of this Act.

187. (1) Les appels interjetés aux termes du paragraphe 27(1.2) de la Loi sur les Cours fédérales sont, jusqu'à ce que soient prises des règles concernant ces appels, régis par les dispositions des Règles de la Cour fédérale (1998) s'appliquant aux demandes de révision judiciaire visées à l'article 28 de cette loi, avec les adaptations nécessaires.

(2) Les dispositions du droit et des règles et ordonnances régissant la pratique et la procédure devant la Cour fédérale du Canada qui sont en vigueur à l'entrée en vigueur de l'article 1 de la présente loi demeurent en vigueur, dans la mesure où elles ne sont pas incompatibles avec les dispositions de celle-ci, jusqu'à ce qu'elles soient modifiées, abrogées ou qu'il en ait été autrement disposé.

188. Toute procédure engagée devant la Cour fédérale du Canada à l'entrée en vigueur de l'article 1 de la présente loi est continuée conformément à la *Loi sur les Cours fédérales*.

189. Tous les locaux et tout le matériel assignés à la Cour fédérale du Canada et à la Cour canadienne de l'impôt à l'entrée en vigueur de l'article 1 de la présente loi sont censés avoir été assignés au Service administratif des tribunaux judiciaires.

190. Les sommes affectées pour l'exercice en cours à l'entrée en vigueur du présent article, par toute loi de crédits qui découle des prévisions budgétaires pour cet exercice, aux frais et dépenses d'administration publique du Greffe de la Cour fédérale et du Greffe de la Cour canadienne de l'impôt sont considérées comme ayant été affectées aux frais et dépenses du Service administratif des tribunaux judiciaires.

191. Les règles établies en vertu de l'article 46 de la *Loi sur la Cour fédérale* avant l'entrée en vigueur de l'article 44 de la présente loi sont réputées avoir été établies validement et s'appliquent comme si elles avaient été établies en vertu de l'article 46 de la *Loi sur les Cours fédérales*, tel que modifié par l'article 44 de la présente loi.

Règles concernant certains appels

Maintien des dispositions du droit et des règles

Continuation des procédures

Locaux

Lois de crédits

Règles antérieures Special Import Measures Act 192. Subsection 12(1.1), paragraphs 44(2)(a) and 59(1)(d) and subsections 77.01(1) and 77.1(1) of the *Special Import Measures Act*, as enacted or amended by sections 169 to 173 of this Act, apply to goods from a NAFTA country, as defined in subsection 2(1) of that Act.

192. Le paragraphe 12(1.1), l'alinéa 44(2)a), l'alinéa 59(1)d) et les paragraphes 77.01(1) et 77.1(1) de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, édictés ou modifiés par les articles 169 à 173 de la présente loi, s'appliquent aux marchandises d'un pays ALENA, au sens du paragraphe 2(1) de cette loi.

Loi sur les mesures spéciales d'importation

COORDINATING AMENDMENTS

Bill S-23

193. If Bill S-23, introduced in the 1st session of the 37th Parliament and entitled An Act to amend the Customs Act and to make related amendments to other Acts (referred to in this section as the "other Act"), receives royal assent and section 1 of this Act comes into force, then the portion of subsection 97.34(4) of the Customs Act before paragraph (a), as enacted by subsection 58(1) of the other Act, is replaced by the following:

Effect of appeal

(4) If a person has made a request under section 60 or 129 or has appealed under section 67 or 68 and the person agrees in writing with the Minister to delay proceedings on the request or appeal, as the case may be, until judgment has been given in another action before the Canadian International Trade Tribunal, the Federal Court, the Federal Court of Appeal or the Supreme Court of Canada, in which action the issue is the same or substantially the same as that raised in the request or appeal of the person, the Minister may take any of the actions described in subsection (1) for the purpose of collecting the amount payable, or a part of the amount payable, determined in a manner consistent with the decision or judgment in the other action at any time after the Minister notifies the person in writing that

Bill C-11

194. If Bill C-11, introduced in the 1st session of the 37th Parliament and entitled the *Immigration and Refugee Protection Act* (referred to in this section as the "other Act"), is assented to and section 1 of this Act comes into force, then

(a) in the following provisions of the other Act, the expression "Federal Court — Trial Division" is replaced by the expression "Federal Court":

DISPOSITIONS DE COORDINATION

Projet de loi

193. En cas de sanction du projet de loi S-23, déposé au cours de la 1^{re} session de la 37^e législature et intitulé *Loi modifiant la Loi sur les douanes et d'autres lois en conséquence* (appelé « autre loi » au présent article), et d'entrée en vigueur de l'article 1 de la présente loi, le passage du paragraphe 97.34(4) de la *Loi sur les douanes* précédant l'alinéa a), édicté par le paragraphe 58(1) de l'autre loi, est remplacé par ce qui suit :

Effet de l'appel

(4) Lorsque la personne qui a présenté une demande en vertu des articles 60 ou 129 ou interjeté un appel en vertu des articles 67 ou 68 convient par écrit avec le ministre de suspendre la demande ou l'appel jusqu'à ce que le Tribunal canadien du commerce extérieur, la Cour fédérale, la Cour d'appel fédérale ou la Cour suprême du Canada rende jugement dans une autre action qui soulève essentiellement la même question, le ministre peut prendre les mesures visées au paragraphe (1) pour recouvrer tout ou partie de la cotisation à payer, compte tenu de la décision ou du jugement rendu dans cette autre action, après avoir avisé la personne par écrit que, selon le cas:

194. En cas de sanction du projet de loi C-11, déposé au cours de la 1^{re} session de la 37^e législature et intitulé *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (appelé « autre loi » au présent article), et d'entrée en vigueur de l'article 1 de la présente loi :

 a) dans les passages ci-après de l'autre loi,
 « Section de première instance de la Cour fédérale » est remplacé par « Cour fédérale » : Projet de loi C-11

- (i) paragraph 72(2)(b), and
- (ii) subsection 77(1);
- (b) in the following provisions of the other Act, the expression "Federal Court Act" is replaced by the expression "Federal Courts Act":
 - (i) subsection 75(2), and
 - (ii) subsection 79(2); and
- (c) subsection 75(1) of the other Act is replaced by the following:

Rules

- **75.** (1) Subject to the approval of the Governor in Council, the rules committee established under section 45.1 of the *Federal Courts Act* may make rules governing the practice and procedure in relation to applications for leave to commence an application for judicial review, for judicial review and for appeals. The rules are binding despite any rule or practice that would otherwise apply.
 - (d) the definition "judge" in section 76 of the other Act is replaced by the following:

"judge" « *juge* »

- "judge" means the Chief Justice of the Federal Court or a judge of that Court designated by the Chief Justice.
 - (e) section 198 of the English version of the other Act is replaced by the following:

Refugee Protection Division 198. The Refugee Protection Division has jurisdiction to consider decisions of the Convention Refugee Determination Division that are set aside by the Federal Court, the Federal Court of Appeal or the Supreme Court of Canada, and shall dispose of those matters in accordance with the provisions of this Act.

Bill C-14

195. If Bill C-14, introduced in the 1st session of the 37th Parliament and entitled the *Canada Shipping Act, 2001* (referred to in this section as the "other Act"), receives royal assent and section 1 of this Act comes into force, then the expression "Federal Court Act" in subsection 251(3) of the other Act is replaced by the expression "Federal Courts Act".

- (i) l'alinéa 72(2)b),
- (ii) le paragraphe 77(1);
- b) dans les passages ci-après de l'autre loi, « Loi sur la Cour fédérale » est remplacé par « Loi sur les Cours fédérales » :
 - (i) le paragraphe 75(2),
 - (ii) le paragraphe 79(2);
- c) le paragraphe 75(1) de l'autre loi est remplacé par ce qui suit :
- 75. (1) Le comité des règles établi aux termes de l'article 45.1 de la *Loi sur les Cours fédérales* peut, avec l'agrément du gouverneur en conseil, prendre des règles régissant la pratique et la procédure relatives à la demande d'autorisation et de contrôle judiciaire et à l'appel; ces règles l'emportent sur les règles et usages qui seraient par ailleurs applicables.
 - d) la définition de « juge », à l'article 76 de l'autre loi, est remplacée par ce qui suit :
- « juge » Le juge en chef de la Cour fédérale ou le juge de cette juridiction désigné par celui-ci.
- « juge » "judge'

Refugee

Division

Protection

Règles

- *e*) l'article 198 de la version anglaise de l'autre loi est remplacé par ce qui suit :
- 198. The Refugee Protection Division has jurisdiction to consider decisions of the Convention Refugee Determination Division that are set aside by the Federal Court, the Federal Court of Appeal or the Supreme Court of Canada, and shall dispose of those matters in accordance with the provisions of this Act.
- 195. En cas de sanction du projet de loi C-14, déposé au cours de la 1^{re} session de la 37^e législature et intitulé *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada* (appelé « autre loi » au présent article), et d'entrée en vigueur de l'article 1 de la présente loi « *Loi sur la Cour fédérale* », au paragraphe 251(3) de l'autre loi, est remplacé par « *Loi sur les Cours fédérales* ».

Projet de loi

Projet de loi

C. 8

Bill C-16

196. If Bill C-16, introduced in the 1st session of the 37th Parliament and entitled the Charities Registration (Security Information) Act (referred to in this section as the "other Act"), receives royal assent, if Bill C-11, introduced in the same session and entitled the Immigration and Refugee Protection Act, has not received royal assent, and if section 1 of this Act comes into force, then

(a) the definition "judge" in section 3 of the other Act is replaced by the following:

"judge" « juge »

- "judge" means the Chief Justice of the Federal Court or a judge of that Court designated by the Chief Justice.
 - (b) the definition "judge" in section 4 of the other Act, as enacted by paragraph 20(b) of that Act, is replaced by the following:

"judge" « juge » "judge" means the Chief Justice of the Federal Court or a judge of that Court designated by the Chief Justice.

Bill C-16

- 197. If Bill C-11, introduced in the 1st session of the 37th Parliament and entitled the Immigration and Refugee Protection Act (referred to in this section as the "first Act"), and Bill C-16, introduced in the same session and entitled the Charities Registration (Securities Information) Act (referred to in this section as the "second Act"), receive royal assent, then
 - (a) if the coming into force of section 1 of this Act precedes the coming into force of section 76 of the first Act and of section 1 of the second Act, the definition "judge" in section 3 of the second Act is replaced by the following:

"judge" « juge »

- "judge" means the Chief Justice of the Federal Court or a judge of that Court designated by the Chief Justice.
 - (b) if the coming into force of section 76 of the first Act and of section 1 of the second Act precede the coming into force of section 1 of this Act, the definition "judge" in section 4 of the second Act is replaced by the following:

"judge"

"judge" means the Chief Justice of the Federal Court or a judge of that Court designated by the Chief Justice.

196. En cas de sanction du projet de loi C-16, déposé au cours de la 1^{re} session de la 37e législature et intitulé Loi sur l'enregistrement des organismes de bienfaisance (renseignements de sécurité) (appelé « autre loi » au présent article), de non-sanction du projet de loi C-11, déposé au cours de la 1^{re} session de la 37^e législature et intitulé *Loi* sur l'immigration et la protection des réfugiés, et d'entrée en vigueur de l'article 1 de la présente loi :

a) la définition de « juge », à l'article 3 de l'autre loi, est remplacée par ce qui suit :

« juge » Le juge en chef de la Cour fédérale ou le juge de cette juridiction désigné par celui-ci.

« juge » "judge'

- b) la définition de « juge », à l'article 4 de l'autre loi, édictée par l'alinéa 20b) de la même loi, est remplacée par ce qui suit :
- « juge » Le juge en chef de la Cour fédérale ou le juge de cette juridiction désigné par celui-ci.

« juge » "judge'

Projet de loi

197. Les alinéas a) et b) s'appliquent en cas de sanction du projet de loi C-11, déposé au cours de la 1^{re} session de la 37^e législature et intitulé Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (appelé « première loi » au présent article) et du projet de loi C-16, déposé au cours de la 1^{re} session de la 37e législature et intitulé Loi sur l'enregistrement des organismes de bienfaisance (renseignements de sécurité) (appelé « deuxième loi » au présent article) :

- a) si l'entrée en vigueur de l'article 1 de la présente loi précède l'entrée en vigueur de l'article 76 de la première loi et celle de l'article 1 de la deuxième loi, la définition de « juge », à l'article 3 de la deuxième loi, est remplacée par ce qui
- « juge » Le juge en chef de la Cour fédérale ou le juge de cette juridiction désigné par ce-

b) si l'entrée en vigueur de l'article 76 de la première loi et celle de l'article 1 de la deuxième loi précèdent l'entrée en vigueur de l'article 1 de la présente loi, la définition de « juge », à l'article 4 de la

« juge » "judge'

deuxième loi est remplacée par ce qui suit :

« juge » Le juge en chef de la Cour fédérale ou le juge de cette juridiction désigné par ce-

« juge » "judge"

Projet de loi

Bill C-23

- 198. If Bill C-23, introduced in the 1st session of the 37th Parliament and entitled An Act to amend the Competition Act and the Competition Tribunal Act (referred to in this section as the "other Act"), receives royal assent and section 1 of this Act comes into force, then
 - (a) paragraph 30.19(2)(a) of the Competition Act, as enacted by section 3 of the other Act, is replaced by the following:
 - (a) to the Attorney General of Canada, in the case of an application to the Federal Court or the Federal Court of Appeal;
 - (b) paragraph 30.19(2)(b) of the English version of the *Competition Act*, as enacted by section 3 of the other Act, is replaced by the following:
 - (b) the attorney general of the province in which the exhibit is located, in the case of an application to a court other than the Federal Court or the Federal Court of Appeal; or
 - (c) in the following provisions, the expression "Federal Court Trial Division" is replaced by the expression "Federal Court":
 - (i) paragraph (f) of the definition "judge" in section 30 of the Competition Act, as enacted by section 3 of the other Act,
 - (ii) section 30.24 of the *Competition Act*, as enacted by section 3 of the other Act,
 - (iii) subsection 73(1) of the *Competition Act*, as enacted by section 8 of the other Act, and
 - (iv) paragraph 3(2)(a) of the Competition Tribunal Act, as enacted by section 16 of the other Act.

198. En cas de sanction du projet de loi C-23, déposé au cours de la 1^{re} session de la 37^e législature et intitulé *Loi modifiant la Loi sur la concurrence et la Loi sur le Tribunal de la concurrence* (appelé « autre loi » au présent article), et d'entrée en vigueur de l'article 1 de la présente loi :

- a) l'alinéa 30.19(2)a) de la *Loi sur la concurrence*, édicté par l'article 3 de l'autre loi, est remplacé par ce qui suit :
- a) au procureur général du Canada, s'il s'agit d'une demande à la Cour fédérale ou à la Cour d'appel fédérale;
- b) l'alinéa 30.19(2)b) de la version anglaise de la *Loi sur la concurrence*, édicté par l'article 3 de l'autre loi, est remplacé par ce qui suit :
- (b) the attorney general of the province in which the exhibit is located, in the case of an application to a court other than the Federal Court or the Federal Court of Appeal; or
- c) dans les passages ci-après, « Section de première instance de la Cour fédérale » est remplacé par « Cour fédérale » :
 - (i) l'alinéa f) de la définition de « juge » à l'article 30 de la *Loi sur la concurrence*, édicté par l'article 3 de l'autre loi,
 - (ii) l'article 30.24 de la *Loi sur la* concurrence, édicté par l'article 3 de l'autre loi,
 - (iii) le paragraphe 73(1) de la *Loi sur la concurrence*, édicté par l'article 8 de l'autre loi,
 - (iv) l'alinéa 3(2)a) de la *Loi sur le Tribunal de la concurrence*, édicté par l'article 16 de l'autre loi.

COMING INTO FORCE

Coming into force

199. The provisions of this Act, other than sections 193 to 198, and the provisions of any Act enacted by this Act, come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

ENTRÉE EN VIGUEUR

199. Exception faite des articles 193 à 198, les dispositions de la présente loi ou celles de toute autre loi édictées par elle entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

Entrée en vigueur

SCHEDULE (Section 58)	ANNEXE (article 58)
SCHEDULE (Section 48)	ANNEXE (article 48)
FEDERAL COURT	COUR FÉDÉRALE
Between	entre
A.B.	A.B.
Plaintiff	Demandeur
and	et
Her Majesty the Queen	Sa Majesté la Reine
Defendant	Défenderesse
STATEMENT OF CLAIM	DÉCLARATION
Facts	Exposé des faits
(State with convenient certainty the facts on which the plaintiff relies as entitling the plaintiff to relief.)	(Exposer convenablement les faits invoqués par le demandeur à l'appui de sa demande.)
Relief Sought	Réparation visée
The plaintiff therefore claims as follows:	En conséquence, le demandeur requiert :
(a)	<i>a</i>)
(b)	<i>b</i>)
Dated at the day of, 20	Fait à, le
(Signature) Counsel for Plaintiff (or the plaintiff himself or herself if the plaintiff acts for himself or herself)	(Signature) Avocat du demandeur (ou le demandeur en personne s'il agit lui-même)

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9



Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Letter mail

Poste-lettre

03159442 Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to: Canadian Government Publishing 45 Sacré-Coeur Boulevard, Hull, Québec, Canada K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à : Les Éditions du gouvernement du Canada 45, boulevard Sacré-Coeur, Hull (Québec) Canada K1A 0S9